

REVUE DE PRESSE



50 ans au service des personnes immigrantes
Centre **multiethnique** de Québec

UNE LONGUE TRADITION D'ACCUEIL
ET D'ACCOMPAGNEMENT
DES PERSONNES IMMIGRANTES

1960-2010





REVUE DE PRESSE



SOMMAIRE



50 ans au service des personnes immigrantes
Centre multiethnique de Québec

UNE LONGUE TRADITION D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES IMMIGRANTES

Introduction	3
■ Les années 60	4
■ Les années 70	12
■ Les années 80	17
■ Les années 90	31
■ Les années 2000	53





INTRODUCTION

L'ENGAGEMENT DU CENTRE MULTIETHNIQUE (CMQ) PREND SES FONDEMENTS DANS L'HISTOIRE DE 400 ANS D'IMMIGRATION À QUÉBEC QUI N'A PU SE CONSTRUIRE SANS LA SOLIDARITÉ ET LE SOUTIEN DES PERSONNES DÉJÀ INSTALLÉES ET DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES À L'ÉGARD DES NOUVEAUX ARRIVANTS. FORMALISÉ AU DÉBUT DES ANNÉES 60, CET ENGAGEMENT ACCOMPAGNERA L'ÉVOLUTION DE LA VILLE DE QUÉBEC S'OUVRANT ALORS À LA MODERNITÉ ET À LA LAÏCITÉ.

Le cheminement du CMQ suivra, durant cinquante années, les réflexions et décisions des gouvernements fédéral et provincial en matière d'immigration et d'accueil de personnes réfugiées. Peu à peu, son intervention purement bénévole se transformera en services professionnels enracinés dans une tradition d'accueil, de soutien à l'adaptation et à l'intégration de personnes venues d'ailleurs désireuses de trouver la paix et une vie harmonieuse dans une ville qui va s'ouvrir, peu à peu, à la diversité.

Ses activités de rapprochement ont pris diverses formes, au fil du temps, plus culturelles et folkloriques, sous la bannière Amitié-culture dans les années 60, tournées vers le jumelage et la conscientisation de la société d'accueil dans les années 80, faisant davantage appel à la responsabilité des différents acteurs dans les années 2000. Elles restent cependant fondamentalement axées sur la nécessité de favoriser les liens entre nouveaux arrivants et société d'accueil ainsi que sur l'adaptation des premiers à leur nouveau milieu socio-culturel.

Le CMQ a su, en cinquante ans, parfois non sans mal, s'ajuster à des contextes sociopolitiques en évolution, comme le changement de nom de Fraternité canadienne de Québec inc. en Fraternité multiculturelle de Québec inc. d'abord puis enfin en Centre multiethnique de Québec l'atteste, et à différentes transformations grâce au dévouement de nombreuses personnes qui avaient et ont encore la conviction que l'immigration est essentielle au développement de Québec; que soutenir et accompagner l'installation et l'intégration des nouveaux arrivants ne peut qu'être bénéfique pour l'ensemble de la communauté. Ces personnes croyaient aussi et croient encore fermement que les citoyennes et citoyens d'une société démocratique et bien nantie ne peuvent rester sourds à la détresse des personnes réfugiées et sans asile et que c'est un devoir de leur venir en aide.



Par ailleurs, si le CMQ s'est peu à peu professionnalisé et agit maintenant dans un cadre gouvernemental rigoureux, il n'a pas renoncé à un rôle de défense des droits des personnes dont il soutient l'adaptation, ne perdant jamais de vue la dimension humaine de sa mission.

Les pages qui suivent présentent la revue de presse de l'organisme, par décennie. Celle des années 2010, encore vierges, s'annonce riche de perspectives. Le Québec compte sur l'immigration pour contrer la baisse démographique et le vieillissement de la population. La ville de Québec est attractive avec un faible taux de chômage et une structure d'accueil bien implantée. La mise en place d'une Politique municipale d'accueil, d'intégration et de rétention des personnes immigrantes permet au CMQ d'envisager que son action et son expérience seront mises à contribution, durant les années à venir, au bénéfice de la communauté et des nouveaux arrivants.



Mme Blouin, première présidente de la Fraternité Canadienne, et son équipe

May-Aline Pelletier Blouin et quelques compagnes, conscientes d'un besoin d'échange entre la société d'accueil et les nouveaux arrivants, fondent, vers la fin des années 50, un organisme sans but lucratif, dont la devise est «Amitié-Culture»

1960 : l'Organisation des Nations unies décrète cette année «année internationale des réfugiés». Mme Blouin, qui en assumera la première présidence, et son équipe profitent de ce contexte pour créer formellement La Fraternité canadienne. L'organisme s'appuie alors entièrement sur des bénévoles. Il organise, chaque année, six grandes activités, surtout culturelles, consistant en rencontres et fêtes à caractère folklorique destinées à faire connaître aux uns et aux autres les coutumes et cultures des divers pays d'origine des personnes déjà installées ou s'installant à Québec et à faire prendre conscience de l'apport économique et culturel des nouveaux venus dans la communauté.

Les activités les plus courues sont : le concours de bonnets de la Sainte-Catherine, la Saint-Nicolas assortie d'une distribution de cadeaux aux enfants qui sont arrivés dans l'année, la cabane à sucre et surtout, ce qui fera la renommée de l'organisme et lui permettra, chaque année, de recueillir des fonds : une Kermesse gastronomique internationale qui se tient le samedi précédant la fête des Mères.

À cette occasion l'organisme attribue une distinction à «la famille de l'année». Les fonds recueillis permettent d'accorder des bourses universitaires à des étudiants nouvellement arrivés. Le 22 décembre 1967, l'organisme obtient sa première charte provinciale et devient un organisme à but non lucratif incorporé sous le nom de la Fraternité canadienne de Québec inc. Il reçoit sa première subvention du gouvernement fédéral et recrute sa première secrétaire. Il occupe alors un local au Château St-Louis, sur la Grande Allée.

Sa mission se centre alors sur :

- l'intégration du groupe de néo-Canadiens à l'élément canadien de la région de Québec.
- l'établissement de contacts entre les groupes ethniques néo-canadiens et l'élément canadien;
- le développement culturel des émigrés en offrant de l'enseignement, des cours de français et d'anglais, en facilitant leur participation directe à tous les mouvements culturels et artistiques, l'accès à une bibliothèque à l'usage des néo-canadiens, leur présence aux concerts, récitals, conférences et autres réunions sociales.



JOLIES CUISINIÈRES — PLATS DÉLICIEUX —
 A la kermesse de la Fraternité canadienne, le kiosque de la France offrait des mets de différentes provinces françaises. En avant, de mignonnes fillettes en costumes nationaux. A l'arrière, de gauche à droite : Mme René Bourgeot, portant une toilette

de la colonie française du Cameroun; au centre, Mme Marcel Marchal, coiffée du bonnet de mariage de la province de Marche; à droite, Mme Fernand de St-Victor a revêtu le costume national de la ville de Nice. Sur la table, un plat basque, des coquilles auvergnat, et un "quatre-quat".

Grand succès de la kermesse de la Fraternité canadienne

Québec. (Par L. A.) — La Société des Nations en miniature. Telle est l'impression que donnait hier soir la kermesse de la Fraternité canadienne à laquelle ont participé des Néo-Canadiens originaires de 25 pays. Chaque nationalité était représentée par un kiosque où étaient exposées et offertes en vente des pièces culinaires propres au pays. Les comptoirs étaient tenus par des Néo-Canadiennes en costume national de leur patrie d'origine.

Les Québécois ont pu se payer le luxe d'un plat de poivrons farcis bulgare, d'un gâteau du Ceylan, d'une goulash hongroise, d'un plat mexicain, d'une choucroute hollandaise, d'un filhas portugais, d'un mets italien, autrichien, chinois, le tout habilement cuisiné par des Néo-Canadiennes.

du comité d'accueil de la Société St-Jean-Baptiste dont Mme Eugène Blouin est présidente, et qui est parvenu, avec l'aide de plusieurs mouvements auxiliaires, à réaliser un projet nouveau dont le grand succès est prometteur pour les années à venir.

Marquant l'inauguration de la Semaine de la citoyenneté, la kermesse s'est présentée comme une grande fête de famille sous le signe de la charité, puisque l'argent recueilli ira au fonds spécial de l'année mondiale des réfugiés.

Plusieurs personnalités religieuses et civiles assistaient à la cérémonie d'ouverture, en fin d'après-midi, au patronage St-Vincent de Paul, entre autres Mgr Adrien Falardeau, supérieur du Séminaire de Québec, le consul général de France, M. Georges Denizéau, le

consul de Belgique et Mme Guy Pouliot, le consul du Mexique M. André Turcot, le directeur du Service d'information du Royaume-Uni à Québec, l'hon. Richard Hope, M. Georges Daigneault, ex-président de la Société St-Jean-Baptiste, Mlle Cécile Bégin, présidente diocé-

Voir KERMESSE en page 14

Page 6 L'Action, Québec — Samedi, 6 mai 1967

L'Action féminine

Au Manège militaire

La Fraternité Canadienne tient sa kermesse gastronomique aujourd'hui

par Céline COTE

Pour la neuvième année consécutive, la Fraternité Canadienne a organisé une Kermesse Gastronomique Internationale. C'est en effet aujourd'hui au Manège militaire que les Québécois sont de nouveau invités à déguster mets et boissons particuliers à chacun des trente-cinq pays participants à cette fête annuelle ^{féminine}.

La neuvième Kermesse Gastronomique Internationale est, cette année, sous le distingué patronage de l'honorable Judy LaMarsh, secrétaire d'Etat de l'honorable Jean Marchand, ministre de la Main-d'Œuvre et de l'Immigration; de M. Jean-Paul Labelle, directeur général de l'Assistance à Domicile et de Monsieur Gilles Lamontagne, maire de Québec.

Aperçu du programme de samedi.

Une réception intime a été prévue avant l'ouverture officielle de la Kermesse. Le public est attendu à compter de 5.30 heures p.m. Les frais d'entrée sont minimes et moyennant quelque surplus vous pourrez goûter à tel ou tel plat typique à un pays donné, agréablement, si vous le désirez d'une boisson nationale appropriée au mets choisi.

Les organisateurs de la fête ont eu une pensée délicate pour les mamans néo-canadiennes, qui seront représentées à cette occasion par Madame René Lafontaine, originaire de la Hollande.

Une maison fort connue des Québécoises présentera après la Kermesse, soit vers 7.30 heures p.m. une revue de modes à l'intention de toute les dames et demoiselles, canadiennes ou néo-canadiennes participant à la fête de la Fraternité Canadienne de samedi prochain.

Puis la Kermesse se clôturera par un spectacle dont les Hurons de Lorette sont les organisateurs. Le spectacle est pré-

vu pour 9 heures p.m.

Signalons également que les billets d'entrée donnent droit au tirage pour un voyage Montréal-Amsterdam-Paris pour deux personnes.

Profits de la Kermesse

Il est bien entendu que ce groupement de la Fraternité Canadienne a pour seul et unique but de favoriser la rencontre des Canadiens et des Néo-Canadiens afin de permettre une meilleure adaptation de ces derniers chez nous.

Toutefois, la Fraternité Canadienne emploiera différentes techniques pour atteindre son objectif premier: projections cinématographiques, conféren-

ces, soirées sociales et autres. La Kermesse se propose justement de ramasser des fonds qui seront dépensés en servant le plus souvent possible, à ses membres, ces activités fort appréciées de ces derniers. Les bénéfices de la Kermesse annuelle permettent également à l'Association d'accorder des bourses à des Néo-Canadiens qui souhaitent perfectionner leur connaissances de la langue française. La Fraternité Canadienne a de nombreux projets, et n'oublions pas qu'elle réalisera ces souhaits dans la mesure de notre générosité lors de cette Kermesse Gastronomique Internationale.

Selon un membre de la Fraternité Canadienne

L'immigrant vient offrir au pays qui l'accueille, sa culture et ses talents

Quand l'immigrant va vers le Canadien, le Canadien va vers l'immigrant. C'est l'expérience vécue par Mme George Sobolowski, elle-même immigrante polonaise, installée à Québec depuis plusieurs années. Mme Sobolowski dirige le groupe de son pays, à la soirée de la Fraternité Canadienne, dans son apport à la vie culturelle de notre ville.

Cette soirée internationale qui a lieu aujourd'hui même, marque l'ouverture de la saison de cet organisme.

Rôle de la Fraternité

La Fraternité Canadienne s'est donnée pour but d'aider les immigrants à s'intégrer au pays où ils ont choisi de vivre. Pour ce faire, elle organise des rencontres culturelles, elle donne des cours de français et des billets de concerts, elle distribue des bourses d'études, elle envoie les enfants en colonie de vacances, tout cela évidemment, selon le montant d'argent dont elle dispose et son seul revenu provient des bénéfices de la kermesse annuelle.

Cependant, la Fraternité Canadienne ne peut voir à l'entretien financier des immigrants eux-mêmes. Il appartient au groupe représentant tel ou tel pays de voir au bien-être de ses membres, en s'adressant aux organismes concernés.

Les Polonais

Les Polonais sont une quarantaine à Québec, pour la plupart des intellectuels attirés par la similitude de pensée avec la culture française. La langue aussi a joué un grand rôle dans le choix du pays. Mme Sobolowski rappelle que dans l'ancienne Pologne, les jeunes filles de la bourgeoisie recevaient leur éducation en France. Les Polonais se sentent ici chez eux, ils deviennent facilement amis avec les Canadiens. La plupart se sont bien adaptés à Québec en moins de deux ans.

Qu'est-ce que le Polonais attend de nous? Notre interlocutrice a répondu: "Il s'attend à ce que le Canadien continue à l'aimer, comme il l'a fait jusqu'à maintenant". Et elle poursuit en disant: "Le Canadien est accueillant, à condition que l'im-



LA POLOGNE a publié, pour célébrer son millénaire, le livre que montre ici Mme George Sobolowski. Ce livre contient des reproductions des oeuvres d'art de ce pays: peintures, sculptures, tapisseries, et gravures, de même que des photos des principaux lieux d'intérêt: vieux châteaux, musées, églises, et endroits célèbres. Comme le dit Mme Sobolowski, ce livre est un peu la "Bible" des Polonais.

migrant ait envie d'être bien accueilli, et de s'intégrer au pays." Il ne faut pas que celui-ci se retire dans sa tour et s'apitoie sur son sort d'immigrant, inconnu, seul et incompris.

Le Polonais a quelque chose à offrir: ses diplômes, ses talents et sa bonne volonté. Et il s'attend à ce que le pays qui l'accueille mette à profit son apport culturel. Il vient aussi pour connaître la paix, il veut vivre dans un pays où il a le droit de dire ce qu'il pense. Les Polonais établis à Québec croient avoir trouvé

porte à la culture occidentale, par la venue de prêtres et de frères enseignants. Les Polonais estiment que c'est à partir de ce moment, où leur pays s'est haussé au niveau des autres nations que la Pologne est réellement née; avec l'instruction arrivait également un courant de pensée, s'exprimant par l'écriture, un début de production artistique qui verrait l'éclosion de talents de toutes sortes; musiciens, poètes, sculpteurs et peintres. Les enfants de la colonie polonaise de Québec rappelleront en 10 tableaux les grands événements de l'histoire de leur pays, sur une musique de Chopin et de Wieniawski.

"Fête de la Constitution"

La fête nationale, ou Fête de la Constitution, se célèbre le 3 mai en Pologne; c'est en effet ce jour, qu'en 1791, le servage était aboli et que les classes devenaient égales. L'hymne national est un émouvant chant guerrier où il est dit que "Tant qu'un Polonais vivra, vivra aussi la Pologne". Il rappelle les services d'un héros national, le général Dombrowski.

Le folklore national est gai, comme le Polonais lui-même. Mme Sobolowski rappelle les polkas et les mazurkas des fêtes populaires où l'orchestre varie un peu selon les régions: violons et bases, dans la campagne, cornemuse en montagne, et accordéon dans les villes.

Mme Sobolowski qui est chimiste à temps partiel dans un hôpital de la ville, a épousé un docteur en chimie, également en service à Québec. Elle rappelle que son mari a fait ses débuts au pays comme plongeur dans un restaurant de Montréal. Elle connaît donc les difficultés liées au sort de l'immigrant.

En terminant, elle a souligné le fait que les trésors polonais, gardés au Canada pendant la guerre, et qui ont fait l'objet de tant de discussions par la suite, seront exposés dans plusieurs villes de notre pays, à l'occasion de l'Expo de 1967. Nous pourrions admirer à nouveau les orfèvreries, les pierres précieuses et surtout les magnifiques Gobelins que le temps n'est pas parvenu à abîmer.

La Pologne est en fête

Commentant le programme de la soirée du 24 septembre, Mme Sobolowski a expliqué que son but est de souligner le millénaire de la Pologne. En effet, c'est en 966 qu'un prince et son peuple se convertirent au catholicisme, ouvrant ainsi la

Quebec Chronicle Telegraph May 7th 1969

Food Fair Attracts Variety

Anyone who expected to smell gun grease and saddle leather at the Grande Allee armory Saturday evening would have been disappointed. The old building was redolent with the mouth-watering odors of scores of exotic foods, wines and other drinks.

The occasion was the annual food fair (or kermesses) put on by the Fraternite Canadienne bringing together goodies from places as far away as Taiwan, South Africa and Brazil. In all 25 countries were represented and their national dishes and beverages were available to the public, all at low prices.

Money from the fair goes to bolster the Fraternite's funds. The organization is devoted to taking care of immigrants to the area.

One of the biggest tables at the show was Canada's. It typified a wedding banquet — a rather charming, if somewhat outdated, idea — with an enormous cake surrounded by salmon dishes, cool salads and tempting cold cuts.

Boeuf bourguignon and crepes bretonnes (the latter perhaps a gesture towards the large numbers of Bretons who live in this region) represented France. There were also all kinds of pastries and the celebrated products of the French charcutier.

Quebec, for some strange reason, was represented by wines — all of them made in France and Germany. Typical Quebec dishes had been ignored.

There were other suprising lapses. There wasn't a piece of cheese on the Dutch table. Instead there were gins and, yes, wines.



MRS THERESE Makdess Warren in a bright red costume answers questions about Lebanese foods.



FRANCINE DUBREUIL is about to cut a light Dutch cake covered with cherries. She is dressed in a black national costume with a white hat, embroidered neck and waist. (W.E. Edwards photos)



PASCALE GILLES, 8, has decided she is going to try some French pastries. Here she tries out a chestnut cream meringue and an 'alumette' — match.

Pollack

PRESENTE UN

**Grand Défilé
de Mode
Estivale**

Samedi, le 3 mai, au Manège
militaire de la Grande-Allée

A L'OCCASION DE LA
**11ième KERMESSE
GASTRONOMIQUE
INTERNATIONALE**
DE LA
**FRATERNITE
CANADIENNE
DE QUEBEC INC.**

Réunissant plus de 25 pays, dont:

- Allemagne ● Canada ● Espagne
- Angleterre ● Italie ● Irlande
- Portugal ● Suisse ● Pologne
- Danemark ● Israël ● France
- Hollande ● Hongrie ● Chine

PRIX DE PRESENCE!

Une fin de semaine pour deux person-
nes à l'hôtel Château du Lac, St-Donat,
P.Q.

OUVERTURE: 5h.30 p.m.
Défilé de mode: 7h.45 p.m.

Prix d'entrée: Adultes .50 - Enfants .25



KERMESSE DE LA FRATERNITE CANADIENNE : UN SUCCES

Plusieurs centaines de personnes ont défilé sans arrêt pendant cinq heures, hier soir, devant les kiosques aménagés dans la salle paroissiale St-Vincent de Paul, à l'occasion de la première "kermesse de la Fraternité Canadienne" à Québec. On voit ici quelques invités. De gauche à droite, Mme JULES

SAVARD, directrice du bureau local de la Citoyenneté Canadienne, Mgr RENE BELANGER, aumônier des immigrants, Mme EUGENE BLOUIN, organisatrice de la fête populaire, le comité d'accueil de la SSJB, le chanoine MAURICE BOUCHER, curé de Notre-Dame de la Garde, et M. l'abbé D'AMICO, directeur de la paroisse de la Garde, à Québec.



PREPARATION DE LA KERMESSE DE LA FRATERNITE CANADIENNE. — Canadiennes d'origine et Canadiennes d'adoption font front commun pour organiser une vente de pièces culinaires de différents pays, le lundi 16 mai, au patronage St-Vincent-de-Paul. De gauche à droite: Mlle Ruth Robinson vice-présidente du Conseil

de la citoyenneté canadienne; Mme Jules Savard, officier de liaison, Mme Eugène Blouin, présidente du comité d'organisation de la kermesse, et Mme Benoît Boucher, québécoise d'origine hollandaise. Sur le panneau arrière, on voit un certain nombre de nombreux pamphlets sur la citoyenneté.



INTERNATIONAL KERMESSE AT ST. VINCENT DE PAUL PATRONAGE

At the Kermesse held at the patronage of St. Vincent de Paul last night the food booths included foods from approximately 15 different countries.

here Mrs. Lou and Mrs. E.M. Wright discuss the foods of China and Ceylon while on the right Miss Joanne Delli of Greece, also in national costume,

displays the food from her ancient land. The purpose of the Kermesse is to aid World Refugee year

acquaint Canada with the wealth of new foods from Europe, Asia, Africa and Oceania. (W.B.)

The Kermesse is an enter- (Photo)



Kermesse de la Fraternité canadienne le 16 à Québec

La "Kermesse de la Fraternité canadienne" marquera, cette année, la semaine de la Citoyenneté à Québec. Le but de cette organisation est d'établir des liens d'amitié et de fraternité des Néo-canadiens entre eux et avec les Canadiens. Cette grande kermesse, qui aura lieu lundi, 16 mai à la salle du patronage St-Vincent de Paul côté d'Abraham, est organisée par les comités féminins d'accueil de la Société St-Jean-Baptiste, comités dont Mme Eugène Blouin est la présidente.

canadienne" commencera à 6 heures pour se terminer à 11 heures. Le comité féminin a fait appel à différents mouvements de notre ville pour mener à bien cette organisation. C'est ainsi qu'on a le concours de l'Alliance canadienne, de la Ligue catholique féminine, de la "Catholic Women's League", du Bien-être des Immigrants etc.

De plus, les Néo-canadiens, eux-mêmes, contribueront au succès de cette kermesse dont les fonds seront versés à l'Aide aux réfugiés à l'occasion de l'Année mondiale des réfugiés. Une douzaine d'associations, groupant chaque nationalité, y participeront. Il y aura environ une douzaine de comptoirs ou des mets typiques de chaque pays, dont la Hollande,

l'Italie, le Mexique, la Belgique, la France etc. — seront offerts en vente aux visiteurs. Il y aura également certains travaux manuels mais il s'agit surtout d'une vente de mets gastronomiques qui seront servis par des vendeuses portant le costume de leur pays. Il y aura aussi un comptoir canadien.

Sur scène, des artistes Neo-canadiens feront entendre de la musique de leur pays. On a aussi pensé à la fête des Mères. Pour rendre hommage à la mère neo-canadienne, on présentera à celle qui compte des enfants, un panier de



1976 – Rassemblement sur la Place Royale

La Fraternité canadienne de Québec inc. élargit son mandat en intégrant davantage de services sociaux. Sa mission fondée sur la devise «Amitié-Culture» se traduit maintenant dans des activités socioéconomiques telles des conférences sur la vie au Québec et au Canada et des séances d'information sur différents services gouvernementaux. L'organisation n'est plus uniquement composée de femmes. À partir de 1974, l'organisme tient un bureau ouvert toute l'année.

En 1975, l'organisme développe, notamment à l'aide de subventions du gouvernement fédéral, une gamme d'actions et services reliés à l'accueil des personnes réfugiées dans la région de Québec, profes-

sionnalise son intervention en faisant appel à des employés rémunérés et confirme l'apport des bénévoles en tant que dimension essentielle de sa structure. Il continue, par ailleurs, à organiser des activités socioculturelles, aidé par le Québec. Les fonds recueillis par la kermesse gastronomique permettent maintenant d'envoyer des enfants en colonie de vacances.

Les réfugiés du Sud-est asiatique sont si nombreux et ont tant de besoins, à la fin de la décennie, que plusieurs régions de l'est du Québec viennent au secours de l'organisme en envoyant des vivres, meubles et vêtements qui occuperont tout un étage du Palais Montcalm.

Québec, La Soleil, mardi 8 mai 1979 A 3

Les Néo-Québécois veulent l'intégration, non l'assimilation à la majorité francophone

par Raymond GIROUX

Lois de craindre les effets de l'intervention gouvernementale, les porte-parole de quelque 4.000 Québécois de nouvelle souche habitant la région de la capitale demandent encore plus d'aide des divers ministères.

De plus, selon l'esprit d'un mémoire que la Confédération des associations linguistiques et culturelles de Québec (CALCQ) a présenté au ministre Camille Laurin, hier, ils désirent "sortir des griffes du ministère de l'Immigration pour avoir droit à des politiques ou des programmes particuliers de la part de tous les organismes gouvernementaux qui peuvent les toucher.

Les membres de cette association récemment créée ont d'ailleurs dominé la majorité des débats en ateliers qui ont marqué l'ouverture hier soir, d'un atelier colloque Québec-minorités.

Ainsi, une bonne partie des 72 participants inscrits en faisant partie par l'entremise de l'un des 14 groupes membres de la CALCQ, et avaient par conséquent endossé à l'avance les 26 résolutions spécifiques qu'elle présentait.

Cette confédération, a-t-on pu remarquer, représente des gens qui se disent parfaitement intégrés au Québec et personne n'a remis en question l'existence de la loi 101, du moins à l'atelier sur la culture et les communications auquel le représentant du SOLEIL a assisté.

Elle se plaint pourtant d'avoir dû surmonter l'obstruction systématique d'un organisme "fédéral" qui a dit à

re, elles favoriseraient une intégration sans acculturation.

Un représentant de la communauté grecque de Québec, M. Merlopoulos, a soulevé carrément la question en rappelant que "grâce" aux écoles, certaines familles immigrées sont devenues des véritables tours de Babel où parents et enfants ne se comprennent plus.

Il espère, appuyé en cela par d'autres intervenants, que le gouvernement prépare des structures d'accueil adéquates, ce qui lui a valu une longue réponse d'un des très nombreux "observateurs" gouvernementaux délégués, notamment par les ministères de l'Éducation, des Affaires culturelles et des Communications.

Ces derniers devaient, dans l'optique des organisateurs, répondre à des questions d'information précises, si le cas se présentait, mais ils ont en fin de compte pris beaucoup de temps que les participants auraient aimé consacrer à leurs travaux.

Le problème de l'intégration dans les écoles francophones a soulevé, en corollaire, celui de la confessionnalité: les Néo-Québécois ne sont pas tous catholiques, mais se plaignent de ce que les écoles francophones ne soient encore, malgré la politique d'exemption des cours de religion que le ministre de l'Éducation tente d'appliquer, mais sans grand succès, semblé-il.

La question de la reconnaissance des diplômes universitaires et de l'expérience acquis à l'étranger avait fait l'objet des premiers échanges de vues, mais un délégué de la communauté chilienne, M. Victor Montenegro, a rappelé que la majorité des immigrés n'a aucun diplôme.

"N'oubliez pas qu'il y a des immigrants qui ont dû quitter leur pays de force", a dit le porte-parole du centre Pablio-Neruda, et non uniquement pour venir faire de l'argent dans un pays développé.

Très peu de ces Néo-Québécois "ordinaires" participaient d'ailleurs au colloque, dominé largement par les associations ethniques locales sont pratiquement sans le sou.

La présence nouvelle de ces groupes dans les médias, estimant-ils, aiderait à corriger la méconnaissance des Québécois à leur endroit et faciliterait grandement leur intégration.

Il faut s'attendre à ce que la demande d'aide financière, de même que celle d'un local permanent, revienne sur le tapis dès ce soir lors de la plénière présidée par le ministre d'État au développement culturel, M. Camille Laurin, au grand amphithéâtre du complexe "U", à 20h.

Le ministre n'a fait qu'une présence protocolaire, lors de l'inauguration, hier en compagnie des ministres Louis O'Neill et Claude Morin, mais des Néo-Québécois espèrent bien obtenir des engagements concrets de sa part.

Les réponses du ministre serviront de leur côté de rampe de lancement pour les prochains colloques avec les minorités et les allophones, la première rencontre avec ces derniers devant se dérouler demain soir, toujours à Québec.

Cette "parole des immigrés dans les médias", comme l'a décrit un Chilien, pourrait s'étendre à la radio et à la télévision, et ce avec l'appui financier du gouvernement car les

Québec appuie ses minorités (Laurin)

(PC) — "Depuis plusieurs années, par ses politiques et par ses programmes, le Québec a offert aussi concrètement que tout autre pays du monde, un

dans le détail la réalité historique, sociale et culturelle du Québec.

— Il lui faut ensuite décider de la

Les Néo-Québécois ne veulent plus être des "invités"

par Raymond GIROUX

Partout où ils vont, les Québécois de nouvelle souche sont considérés comme des "invités", et non comme "quelqu'un de la place". On ne leur demande jamais ce qu'on attend d'eux et on est toujours d'accord avec leurs revendications sans jamais y donner suite.

Tel est le portrait sombre mais non contesté qu'a tracé, hier soir, M. Ngoc Dinh Nguyen, de l'influence de la mentalité des Québécois sur le sort des nouveaux arrivants qui désirent s'intégrer à leur nouvelle patrie.

Membre du conseil consultatif de l'Immigration, M. Nguyen, qui s'exprimait à titre personnel au colloque Québec-minorités qui s'est terminé, hier soir, en présence de près d'une centaine de personnes, s'est valu, par son intervention, les applaudissements d'une assistance pourtant avare d'éclats.

L'intervenant croit de plus que les rapports entre Québécois de nouvelle souche et "anciens" se font à sens unique, situation que le ministre d'Etat au développement culturel, M. Camille Laurin, a qualifiée "d'étape inévitable", mais qui ne correspond en rien à la volonté politique du gouvernement.

M. Laurin, qui était accompagné des ministres Denis De Belleval, de la Fonction publique, Jacques Couture, de l'Immigration, et Louis O'Neill, des Communications, n'a pas pris d'engagement formel envers les participants. Il a expliqué qu'il préférerait attendre les résultats des cinq ou six autres colloques identiques qui doivent se tenir dans les diverses régions du Québec avant de se prononcer de manière ferme.

Quelques réponses

Le ministre a toutefois donné quelques indications pres-

que concrètes à des questions que s'étaient posées les représentants des groupes ethniques, lors des rencontres de la veille.

Ainsi, le ministère de l'Éducation poursuivra et étendra son programme d'enseignement des langues d'origine là où la clientèle scolaire le permet, et annoncera bientôt "un régime beaucoup plus libéral pour les Néo-Québécois" sur la question des frais de scolarité et du régime de prêts-bourses.

Par ailleurs, M. Laurin a dit que la question des équivalences des diplômes sera complètement révisée à la lumière des revendications des Néo-Québécois.

L'accès aux diverses professions régies par l'Office des professions pose cependant des problèmes beaucoup plus compliqués, a affirmé le ministre, notamment à cause des traditions des ordres professionnels qui prennent un soin jaloux de leurs valeurs propres.

"Le gouvernement n'est pas tout à fait souverain dans ce domaine", devait-il ajouter en disant que les groupes ethniques avaient raison de soulever la question.

Dans un domaine connexe, M. De Belleval a informé l'auditoire du fait que depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de la fonction publique, le 1er avril dernier, la citoyenneté canadienne ne fait plus partie des exigences pour être embauché par le gouvernement.

Les querelles

Le ministre Jacques Couture a favorablement accueilli, de son côté, la demande formulée par la Confédération des associations linguistiques et culturelles de Québec à l'effet que les divers ministères s'ouvrent aux Néo-Québécois.

Se montrant peu jaloux de son autorité, au contraire, le

ministre aimerait bien que d'autres aident à subvenir aux besoins des associations, ce qui allégerait son budget d'autant.

Mais tout comme M. Laurin, M. Couture n'a pas voulu s'immiscer dans les querelles internes des Néo-Québécois de la région de la capitale.

Deux groupes, le CALCQ et la Fraternité canadienne, se disputent en effet le privilège de représenter les Québécois de nouvelle souche, et leur rivalité pouvait se sentir à certains moments du colloque, même si personne n'y a fait d'allusion publique.

La Fraternité canadienne, fondée il y a une vingtaine d'années, regroupe d'office les 26 associations ethniques de la région, tandis que la confédération en a attiré 14 sur une base volontaire.

Les deux se reprochent mutuellement les pires vilénies, comme dans toute guerre "civile", car elles poursuivent les mêmes objectifs, soit de rapprocher les groupes ethniques entre eux et avec les Québécois.

La confédération a vu dans l'organisation du colloque une tentative de l'isoler, affirmant qu'elle n'a pu se faire inviter qu'à la suite de démarches pressantes.

Mais la directrice de la fraternité, Mme Françoise Preney, a nié ces allégations, dans une brève entrevue au SOLEIL. Selon elle, l'organisation rivale a été invitée en même temps que toutes les autres associations et il n'aurait jamais été question de l'exclure.

Mme Preney doute de plus qu'il y ait place à Québec pour deux organisations à but identique, et considère que cette "guerre" se fait principalement au détriment des gens qui ont besoin d'aide et de services.



Le Soleil, Jacques Deschênes

Les jeunes Vietnamiens contractent rapidement un "virus" très répandu chez nous, la passion du hockey.

Ils réclament des cours de formation professionnelle

par Carmen LANGLOIS

Les immigrants vietnamiens, notamment ceux du Hai Hong, réclament des gouvernements des cours de formation professionnelle en plus des cours de français actuellement dispensés par le Cofi (Centre d'orientation et de formation des immigrants). Si tel était le cas, le Cofi deviendrait en quelque sorte un cégep pour immigrants.

M. Jean Linteau, du centre de main-d'oeuvre du Canada, déclare pour sa part que les immigrants sont considérés au même titre que les Québécois en ce qui concerne l'emploi.

Il y a beaucoup de chômeurs québécois, à plus forte raison chez les immigrants. Par les temps qui courent, il leur est donc plus que jamais difficile de trouver un emploi.

Pas un immigrant vietnamien du Hai Hong, ni même de ceux qui sont arrivés à Québec dans les mois précédents, n'a trouvé d'emploi.

M. Pham-Minh-Luong, un Vietnamien d'âge respectable, fut fonctionnaire sous l'ex-gouvernement de Saïgon, devenue Ho Chi Minh-ville. Il se fait spontanément le porte-parole de ses compatriotes et déclare au SOLEIL:

mencé à 18 ans, ce qui ne leur a guère donné le temps d'apprendre un métier. Et les cours de français du Cofi ne suffisent pas à les conduire au marché du travail."

"Actuellement, poursuit M. Luong, il nous est même difficile de laver la vaisselle dans un restaurant, parce qu'il y a beaucoup de chômage."

Cependant, de temps en temps, l'espoir luit: cette semaine, M. Luong (homonyme du premier) rencontre un bijoutier de Québec dans le but de trouver un emploi. Dans son pays, M. Luong était sertisseur.

Egalité des chances

Selon M. Jean Linteau, conseiller en main-d'oeuvre du Service aux immigrants, ces derniers sont éligibles à tous les cours de formation professionnelle du Centre de main-d'oeuvre du Canada. M. Linteau admet cependant que les immigrants sont

défavorisés en ce qui concerne les emplois de la fonction publique, où il faut donner la priorité aux citoyens canadiens.

Les cours de perfectionnement du Centre de main-d'oeuvre se donnent surtout dans les domaines de la plomberie, de l'électricité et des techniques infirmières. Les cours dits "pour débutants" néces-

Les réfugiés du Hai Hong se sont tous trouvés un toit



Mme Quan et sa mère Mme Lam accueillent chaleureusement Mme Kim Rinfret, de St-Jean-Chrysostôme.

Le Soleil, André B.

...mais il leur reste à s'adapter

par Carmen LANGLOIS

Un mois après leur arrivée à Québec, les réfugiés du Hai Hong ont tous trouvé un toit. Comme tous les immigrants, la période d'adaptation est cependant longue et difficile.

Ils habitent dans le quartier Lamoffou des Vietnamiens sont installés à l'ajorité, puisque le coût des loyers y est moins élevé qu'ailleurs. On en trouve aussi dans les quartiers de St-Malo, du Sacré-Coeur, et quelques-uns sont allés chercher des parents à Sainte-Foy.

La famille Quan a été la dernière à trouver enfin un logis à Québec la semaine dernière. Mme Quan et son époux suivent les cours du français du Cofi (Centre national et de formation des immigrants) tandis que Mme Lam, âgée de 62 ans, prend soin de son

petit fils Hao et voit méticuleusement aux soins du ménage.

À la veille d'aller inscrire son fils Hao âgé de six ans à l'école, Mme Quan ignorait s'il serait accepté en première année ou s'il devrait passer par la maternelle.

De la ville de Québec, le couple Quan ne connaît encore que les rues à travers lesquelles circule l'autobus no 1 de la CTCUQ qui les mène de la maison au Cofi, et du Cofi à la maison. Aussi regardent-ils avec curiosité les vitrines de la rue Saint-Jean et les maisons de la Grande-Allée.

Le midi, entre les cours, les Quan se contentent de sandwiches puisqu'il n'y a pas de cafétéria au Cofi. Même si c'était le cas, ils ne pourraient pas s'offrir autre chose.

La moindre petite découverte devient pour eux un événement: il

en fut ainsi lorsqu'ils découvrirent dans leur quartier de Saint-Sauveur une épicerie chinoise. Il leur est maintenant plus facile d'apprêter des mets auxquels ils sont habitués.

Quant à Mme Lam, la grand-maman, un de ses vœux est comblé: elle a reçu d'une Québécoise une machine à coudre, ce qui lui permettra de fabriquer et réparer des vêtements pour ses parents et compatriotes. Mais il faudra d'abord réparer la machine à coudre, ce qui semble être le moindre des soucis. Quelqu'un d'autre a prêté un téléviseur à la famille.

Un premier pas

La famille Quan fut au comble du bonheur lorsqu'un couple de Québécois de St-Jean-Chrysostôme arriva chez eux à l'improviste. Ils en oublièrent du coup journaliste et photographe, s'empressant d'offrir aux visiteurs chaises et sandales.

Robert et Kim Rinfret ont reçu les Quan chez eux pendant la période des Fêtes. À deux reprises, les enfants de St-Jean-Chrysostôme ont initié le jeune Hao au ski de fond, et tous ont partagé les plaisirs de Noël à la table.

Les Quan et les Rinfret se sont rencontrés à la fête de Noël du Cofi, par le biais du projet "Premier Contact" de la Fraternité canadienne de Québec.

Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres d'un premier pas vers une véritable adaptation. Mais le souci premier demeure: se trouver un emploi.

"J'ai travaillé dans une banque pendant dix ans et mon mari est contremaître en construction. Nous espérons trouver un emploi bientôt car nous aimons travailler" de dire Mme Quan.

Le Cofi de Québec

L'immigrant initié au Québec

S 21 DEC 78

par Carmen Langlois

On peut apprendre le français à l'école, c'est bien connu, mais aussi dans un sentier de ski de fond, ou moussu à la cabane à sucre. Cet apprentissage est mis en pratique quotidiennement au Cofi (Centre d'orientation et de formation des immigrants) de Québec, où l'on va initier l'adaptation des immigrants à leur nouveau milieu de vie, en plus de leur donner une connaissance d'usage du français.

Le Cofi de Québec est déjà, sous bien des aspects, ce Cofi de l'avenir dont parle le ministre québécois de l'Immigration, M. Jacques Couture.

Depuis un an environ, une expérience pédagogique structurée offre aux immigrants une série d'activités leur permettant de faire face adéquatement à la vie quotidienne et de se familiariser avec la culture et les us et coutumes des Québécois.

Dans le cours d'initiation à l'hiver, par exemple, l'immigrant apprend à entretenir une automobile, à calfeutrer les fenêtres et découvre les joies de la raquette, du ski de fond et de la cabane à sucre.

Aux cours d'initiation aux us et coutumes, il apprend comment se vivre chez nous un mariage, un deuil, la veillée. A cet égard, les immigrants sont souvent choqués d'apprendre que nos vieillards sont pour plusieurs confinés à la vie de foyer d'accueil.

Ainsi, on peut lire à la page 48 du rapport du ministre Couture: "Généralement, l'étudiant moyen possède à la fin du cours une connaissance d'usage du français qui lui permet de converser et de travailler en français."

Mais, poursuit le rapport, l'enseignement d'une langue ne peut être dissocié du contexte social et culturel. C'est pourquoi, à l'enseignement formel en salle de classe, sont intégrées des activités d'adaptation de tous ordres qui sensibilisent les stagiaires aux réalités québécoises.

Le ministère de l'Immigration

En 1977-78, le rapport annuel du ministère de l'Immigration, en Québec, le seul à organiser



M. Jean-Paul Beaulieu, directeur du Cofi de Québec (au bout de la table), Denis Carreau, professeur au Cofi, et deux animatrices en compagnie d'enfants à la garderie du Cofi, rue Père-Marquette.

sur une large échelle des activités pédagogiques, n'a pas servi de modèle à l'énoncé de la politique gouvernementale sur les Cofi.

Un seul autre Cofi est cité, celui de Montréal, où un groupe d'étudiants a fait un stage dans un important magasin de l'est de la ville pour apprendre le français en situation.

Il va sans dire que les six heures de cours donnés cinq jours par semaine ne permettent pas de dispenser toutes les activités d'adaptation, mais, selon le professeur Denis Carreau, des lieux d'amitié se créent facilement et la motivation des professeurs les incite à donner beaucoup de leur temps. Les témoignages d'un groupe d'immigrants interviewés abondent également dans ce sens.

Mais, poursuit le rapport, l'enseignement d'une langue ne peut être dissocié du contexte social et culturel. C'est pourquoi, à l'enseignement formel en salle de classe, sont intégrées des activités d'adaptation de tous ordres qui sensibilisent les stagiaires aux réalités québécoises.

Et le rapport mentionne l'expérience du Cofi de Québec, où un projet d'immersion concrète, l'enseignement formel dans l'après-midi, réservant l'après-midi à un

Un moyen parmi d'autres

Pour le directeur du Cofi de Québec, M. Beaulieu, l'apport

du français n'est qu'un moyen parmi d'autres de favoriser l'adaptation. Voici comment M. Beaulieu décrit ce que devrait être le Cofi de l'avenir.

"Le Cofi devrait être totalement ouvert à la région où il est situé; il doit y avoir des échanges de services, de locaux, entre Québécois et immigrants. Le Cofi doit être une plaque tournante."

Les propos de M. Beaulieu rejoignent ceux du ministre de l'Immigration, M. Couture, faisant part du rôle élargi qui serait joué dans l'avenir par les Cofi.

"Ces-ci deviendraient, dans l'esprit du ministre, des centres multifonctionnels au service des immigrants. Ces centres offriraient à la fois des cours de langue et des services sociaux."

Ailleurs, dans le même rapport, le ministre dit: "Il faudra également ouvrir davantage le Cofi sur le

quartier afin d'en faire un de ses éléments vivants, un centre communautaire qui soit à l'écoute des besoins des immigrants. D'ailleurs la seule présence de jeunes Québécois dans les garderies Cofi ne favoriserait-elle pas cette ouverture?"

C'est ce que pensent les professeurs, le directeur et les stagiaires du Cofi de Québec, ces derniers bénéficiant déjà d'un service de garderie dans trois locaux situés à même le Cofi sur la rue Père-Marquette.

"L'immigration est d'abord une question économique, dit M. Beaulieu et n'importe quel pays qui reçoit des immigrants doit intelligemment faire un choix: il choisit ceux qui vont rapporter le plus. Il faudrait aussi évaluer la part des gestes humanitaires." Selon M. Beaulieu, le ministre Couture semble vraiment intéressé au niveau humanitaire et non seulement à l'apport économique de l'immigration.

Quand l'immigrant parle du Québec

Les immigrants se plaignent d'être souvent "sous-évalués" en regard de leur compétence professionnelle, une fois entrés sur le marché du travail. Par ailleurs, ils ne tarissent pas d'éloges envers le Cofi de Québec.

Mme Silvia Araya, du Chili, établie au Québec depuis un an avec son mari et leurs cinq enfants, est peintre. Elle fut députée pendant un an dans le gouvernement d'Allemagne et conseillère dans les domaines de l'éducation et de la culture de son pays pendant 11 ans. De nombreux articles de journaux, quelques œuvres qu'elle a réussies à exporter avec elle, et des toiles réalisées au Québec, confirment sa notoriété et son talent.

"Le plus important pour moi, dit Mme Araya, c'est la culture du groupe familial." Tous, parents et enfants ont lavé la vaisselle pendant des mois dans le but d'ouvrir un atelier de peinture. Depuis quelques mois, l'atelier d'art latino-américain de Mme Araya, rue Saint-Jacques à Québec,

no-américain de Mme Araya a ouvert ses portes, rue Saint-Jacques. C'est là que nous avons rencontré quatre Chiliens, un Suisse allemand, une Hollandaise et un couple de Roumains.

Mme Iza Cotty, une hôtesse de l'air hollandaise, qui a vécu quel- que temps au Brésil où son mari est décédé dans un accident de voiture, travaille comme vendeuse dans un magasin. Elle suit des cours qui lui permettent de travailler dans une agence de voyage. "Même s'il me serait plus facile de trouver un emploi d'hôtesse de l'air à Montréal, je veux demeurer à Québec", dit-elle.

Comme les autres du groupe, Mme Cotty préfère Québec à Montréal parce que la ville est moins grande et qu'on s'y fait des amis plus facilement.

Les immigrants déplorent surtout le fait que des corporations professionnelles, plutôt que les

gouvernements, empiètent parfois les immigrants de travailler dans leur domaine.

"Le Québec a besoin de médecins, de dentistes et il y en a parmi ceux-là qui lavent de la vaisselle. C'est une perte pour un pays." (Un ingénieur en électro-mécanique roumain, qui veut fonder l'anonymat.)

"Je connais un employé qui est payé au salaire minimum." (Un Chilien.)

Le dernier citoyen?

Tous sont cependant conscients qu'il y a aussi parmi les Québécois des éboueurs et des gens qui doivent accepter de faire un travail au-dessous de leur compétence. Mais, même à compétence égale, on admet que dans n'importe quel pays du monde, "l'étranger est généralement considéré comme le dernier citoyen de la société".

M. Ernst Zeier, un Suisse allemand, qui vit au Québec depuis deux ans, est pâtissier. Mais il a, lui aussi, lavé beaucoup de vaisselle. "J'ai travaillé au Hilton, à la baie James, mais j'avais des problèmes de langue. Je ne savais pas que le Cofi existait", dit-il dans un français qu'il a évidemment appris à utiliser depuis.

On a beau les "bombarder" de questions, les immigrants rencontrent-ils des difficultés à dire contre les services du Cofi. Ils ont même insisté pour que Denis Carreau, professeur au Cofi, qui allait se retirer pour la durée de l'entrevue, soit présent.

Quand leur demande ce qu'il faudrait faire pour améliorer le Cofi de Québec, ils se contentent de suggérer des visites dans un milieu de travail correspondant à leur profession et enchaînent avec des propos élogieux sur le Cofi!

Tous se disent agréablement surpris de l'accueil qu'ils ont reçu et de l'appui que le Cofi continue de leur fournir même lorsque leur stage au cours de français est terminé.

"Dans mon cas, je n'allais pas quelque part, l'important était de sortir du Chili. Et j'ai eu la chance d'arriver au Québec. On sort d'un pays où il y avait des pressions énormes et ici, les gens sont dévoués, accueillants, c'est important pour nous." (Un Chilien.)

La fraternité

Une Roumaine ajoute: "Il a fallu 11 mois avant que nos deux enfants puissent nous rejoindre. Au Cofi, tous s'en inquiètent. Un jour, je leur ai dit que les enfants arrivaient enfin. Le lendemain, ils avaient apportés des vêtements, des bottes, pas tous neufs, mais en bon état. Ils se n'avaient pourtant rien dit, tout cela s'est fait si naturellement."

C'est d'une voix encore altérée par l'émotion que cette dame raconte l'anecdote, ajoutant maints exemples de la fraternité trouvée ici, non seulement au Cofi, mais chez les Québécois en général.

"Il y a toujours quelqu'un qui prend le temps de vous écouter. Les professeurs ne font pas qu'enseigner le français, ils nous aident à régler beaucoup de problèmes personnels", dira un autre.

Ces témoignages confirment que le Cofi de Québec est plus qu'une école dont le principal rôle est de fournir un enseignement d'usage du français. Cet effort d'insertion réelle de l'immigrant dans la société, cette disponibilité des professeurs au-delà de leur tâche normale, est pour appellation officielle "Activités de pédagogie concrète du français".

Avec ce qu'il donne en plus de ce qui est exigé, le Cofi de Québec ressemble davantage au Cofi de l'avenir dont parlent le ministre Couture, et le directeur du Cofi de Québec, M. Beaulieu. Mais ce n'est pas le cas des neuf Cofi du Québec, si l'on s'en tient au rapport du ministre Couture et aux propos tenus tant par les usagers que par les membres du personnel du Cofi de Québec.



Un groupe d'immigrants inscrits au Cofi, réunis à l'Atelier d'art latino-américain de Mme Araya, rue Saint-Jacques à Québec.

En mars 1980, La Fraternité canadienne de Québec inc. obtient une nouvelle charte et s'incorpore sous un nouveau nom, La fraternité multiculturelle de Québec inc. Sa mission évolue vers l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes ainsi que la création de liens d'amitié entre les différentes ethnies et la communauté d'accueil. Un programme de jumelages est mis sur pied.

Jusqu'à ce que les gouvernements du Canada et du Québec s'entendent pour que le Québec ait juridiction sur la sélection, l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes sur son territoire et que les budgets soient transférés au Québec, l'organisme reçoit des subventions des deux paliers de gouvernement. Le personnel permanent se compose d'une coordonnatrice, de deux agents d'accueil, d'une secrétaire et de plusieurs employés travaillant temporairement sur des projets spécifiques.

L'organisme se stabilise, définit ses actions et activités récurrentes annuelles et périodiques, détermine les responsabilités du conseil d'administration et celles de l'équipe permanente. Il devient aussi lieu d'encadrement de recherches scientifiques menées par diverses facultés de l'Université Laval et reçoit plusieurs stagiaires dans différentes disciplines (service social, anthropologie, psychologie, sociologie).

Actions liées à l'accueil

Aider le nouvel arrivant dans sa première installation

- Accueil à l'aéroport
- Transport à l'hôtel
- Recherche de logement
- Accompagnement pour les achats
- Services d'interpréariat
- Inscription des enfants à l'école
- Installation téléphonique
- Ouverture de compte à la banque
- Orientation, information
- Assistance psychosociale

Québec, Le Soleil, lundi 11 mai 1981

Grande réussite de la Kermesse gastronomique internationale

par Roch DESGAGNE

Les meilleurs liens d'amitié se nouent autour d'une bonne table, rappelle la Fraternité multiculturelle de Québec, qui tenait samedi à Sainte-Foy ce qui est maintenant devenu une tradition bien établie: sa Kermesse gastronomique internationale.

Cette année encore, les Québécois ont répondu avec enthousiasme à l'invitation des groupes ethniques de la région, en se rendant par centaines à l'aréna de Sainte-Foy en fin d'après-midi samedi. L'année dernière, la kermesse gastronomique avait attiré près de 4,000 personnes, et à voir l'affluence, samedi, on peut prévoir que ce résultat a été atteint sinon dépassé.

L'ambiance exotique de la fête, la musique du groupe les Riverains, l'accueil chaleureux des Néo-Québécois d'une vingtaine d'origines ethniques différentes, et l'excellence des mets ont vite fait de transformer cette rencontre en une fête populaire chaleureuse et amicale.

À l'occasion de l'Année internationale des handicapés, la kermesse 1981 avait été présentée sous la présidence d'honneur de Rosanne Laflamme, avec qui les visiteurs ont pu dialoguer tout au long de la manifestation.

Fête de l'amitié

Depuis quelques années, cette kermesse gastronomique est organisée par la Fraternité multiculturelle de Québec, principalement dans le but de favoriser les contacts entre les Québécois et leurs concitoyens de diverses ethnies. Les bénéfices alors recueillis permettent à la Fraternité de financer des activités à l'intention des Néo-Québécois.

Un dépaysement

Les ethnies figurant à la kermesse par leurs costumes pittoresques, leur sourire et leur conversation accueillante, et par leur musique sont: l'Afrique du Nord, l'Amérique latine, la Belgique, le Cachemire, le Chili, la Chine, la France, Haïti, l'Irlande, l'Italie, le Liban, la Louisiane, le Mexique, le Moyen-Orient, la Suisse, le Vietnam, et, évidemment, le Québec et le Canada.

Tous les mets présentés aux visiteurs étaient tentants et ils furent appréciés par les dégustateurs, comme on a pu le constater. Les pâtes



Le Soleil, Reynold Lavoie

Les fèves au lard du Québec furent très populaires...

italiennes, les pâtisseries tunisiennes, les mets chinois, les desserts fruités africains et haïtiens, la fondue suisse, tout ces plats exotiques ont fait les délices des connaisseurs.

Une fois de plus, la kermesse gastronomique aura permis aux Québécois de s'offrir, à des prix raisonnables, un véritable dépaysement gastronomique.

Non a un ministère des Communautés culturelles

Les Néo-Québécois veulent éviter le ghetto

par Raymond GIRoux

Les groupes ethniques de Québec demandent au gouvernement de respecter ses engagements électoraux et de ne pas transférer au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration l'ensemble de la politique relative aux Québécois de nouvelle souche.

Dans une entrevue exclusive accordée au SOLEIL plus tôt cette semaine, l'exécutif de la Confédération des associations linguistiques et culturelles de Québec (CALCQ) demande au contraire le retour sous la compétence du ministère d'État au développement culturel de l'ensemble des programmes prévus dans le plan d'action du gouvernement à l'intention des communautés culturelles dévolé en mars dernier.

La CALCQ tente ainsi de désamorcer le changement de cap du gouvernement décidé par le premier ministre René Lévesque qui a ajouté le domaine des communautés culturelles au champ d'action du ministre de l'Immigration, M. Gérard Godin, lors de la formation de son nouveau cabinet, le 30 avril dernier.

Ce geste survenant à quelques semaines du dévoilement par M. Godin de son propre plan d'action, alors que la confédération craint que les ministères qui offrent déjà des programmes particuliers aux communautés culturelles en perdent la responsabilité.

Pour démontrer l'unanimité de la réaction des groupes ethniques de la région de Québec face à cette orientation qui risque à ses yeux de créer un ghetto, le président de la CALCQ, M. Luciano Dorotea, s'était fait accompagner de représentants des communautés haïtiennes: MM. Adrien Bastien et Emile Jacques; française: Mme Michèle Pourchelle; chilienne: M. Juan Jose Fernandez; italienne: M. Pietro Velloni; et grecque: M. Takis Merlopoulos.

Ce regroupement d'associations rassemble, disent-ils, environ 20,000 citoyens de la région de la capitale.

Eternels immigrants

Pour ces Québécois, la nouvelle politique gouvernementale va en contradiction complète avec toutes les actions faites jusqu'à maintenant par le Parti québécois.

Dans ce contexte, M. Dorotea, au nom du groupe, affirme "ne pas mettre en doute la volonté politique du gouvernement, ni la compétence des ministres Gérard Godin ou Jacques-Yvan Morin".

Son organisation maintient toutefois sa position clairement exprimée dans un mémoire remis à l'ancien ministre responsable du développement culturel, M. Camille Laurin, lors du colloque gouvernemental-groupe ethniques de mai 1979, à Québec.

La CALCQ soutenait à ce moment qu'une fois passée la période d'intégration, le développement des communautés culturelles devait passer par les voies normales, cha-

que ministère accomplissant sa tâche pour elles comme pour tous les autres Québécois.

Dans ce sens, le ministère d'État au développement culturel devrait dans leur esprit s'occuper de tous les Québécois, et non seulement des francophones. En tant que "superministère", il peut intervenir partout et posséder une meilleure vision d'ensemble du dossier, estime M. Dorotea.

Pour M. Velloni, "on nous traite comme d'éternels immigrants, comme des enfants d'école", et la mise sur pied d'un ministère sectoriel va à l'encontre de la politique d'intégration des Néo-Québécois.

M. Maurice Jacques, de son côté, constate "qu'on a déjà tendance à nous renvoyer à l'immigration pour tous les problèmes, il y a un désengagement sensible des ministères."

La CALCQ craint par exemple que le programme d'aide aux médias ethniques, dont ils louent le travail, passe au sein du nouveau ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, alors qu'il est administré en ce moment, ce qui leur paraît normal, par le ministère des Communications.

Ou encore, comme le souligne M. Fernandez, quel est le sens politique qui soutient le transfert possible des dossiers relatifs aux travailleurs ou aux femmes immigrantes à un ministère sectoriel, alors qu'il y a un ministère d'État à la condition féminine et un ministère du Travail?

La solution, pour M. Dorotea, réside en premier lieu dans une discussion publique du bien-fondé de la nouvelle politique et peut-être, avec une pointe d'humour, dans la nomination de M. Gérard Godin comme ministre d'État aux communautés culturelles.



Les porte-parole de la Confédération des associations linguistiques et culturelles de Québec, de gauche à droite: Adrien Bastien, Michèle Pourchelle, Juan Jose Fernandez, Luciano Dorotea, Pietro Velloni et Emile Jacques.

Québec, Le Soleil, samedi 20 novembre 1982

Tout est en place pour la 3e exposition multiculturelle

par François ROY
 Tout est en place pour la présentation de la 3e exposition multiculturelle d'art et d'artisanat qui aura lieu au

Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI) coin des rues Belvédère et Père-Marquette ouest, aujourd'hui et demain.

Près de 40 artisans et artistes ayant vécu dans 15 pays d'origine ont monté leurs kiosques dans la vaste salle du COFI où ils exposeront et mettront en vente leurs oeuvres.

Plus d'un millier de Québécois avaient envahi les lieux en mars dernier et c'est ce qui a amené Léo Guguy, directeur de l'exposition, à l'étendre sur deux jours.

Aujourd'hui, l'horaire est de 13h à 22h et demain, de 11h à 19h.

L'entrée est gratuite et pour ajouter à l'exotisme de cette rencontre des peuples, café et bouchées de plusieurs pays seront disponibles sur place.

"Pour qui s'intéresse à la culture des différents pays du monde comme la Grèce, le Chili, la Chine, la Hollande, l'Inde, le Laos, la Turquie, la Pologne, etc. c'est vraiment un rendez-vous à ne pas manquer, disait Denis Careau, res-

ponsable de la publicité.

L'exposition vise à faire connaître à la population ces artistes et artisans néo-québécois qui vivent maintenant chez nous. Les centaines de visiteurs attendus auront peut-être l'occasion d'y trouver un cadeau de Noël non seulement original mais exclusif et à prix raisonnable. Seront exposés vêtements, oeuvres de tissage, broderies, sculpture, aqua-relles, huiles, émaux sur cuivre, batik, peinture sur soie, poterie, icônes et bien d'autres choses.

Dorotea veut rencontrer Lévesque

*Le Soleil
23 sept 81
G4,*

La Confédération des associations linguistiques et culturelles désire rencontrer dans les plus brefs délais le premier ministre René Lévesque pour lui faire part de ses craintes relatives à la formation du nouveau ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Son président, M. Luciano Dorotea, a en effet prévenu verbalement hier le bureau de M. Lévesque de ce souhait car il semble que la décision de mettre sur pied cette nouvelle structure a été prise directement à son cabinet, entre l'élection du 13 avril et la prestation de serment des nouveaux ministres, deux semaines plus tard.

La confédération regroupe des associations totalisant environ 20,000 membres dans la région

de Québec, et craint que ces personnes d'origine autre que "canadienne-française" se voient reléguées dans une sorte de ghetto ministériel.

Le ministre Gérald Godin a pour sa part répliqué en fin de semaine qu'il s'agissait d'un faux problème, position partagée par le président du comité d'implantation du plan d'action gouvernemental à l'intention des communautés culturelles, M. Stephanos Constantinides.

Ce plan d'action dévoilé en mars dernier, pendant la campagne électorale, se trouvait sous la responsabilité du ministre d'Etat au Développement culturel. Mais il devait aboutir entre les mains de M. Godin après les élections.

A-12

Québec, Le Soleil, lundi 25 avril 1983

Semaine du bénévolat

Quitter sa solitude en aidant les arrivants

par François ROY

Qui dit bénévolat, dit don de soi!

"Je pense qu'on pourrait dire aussi sans se tromper que les personnes qui s'offrent à travailler bénévolement, sont très souvent des gens qui ont décidé de quitter leur solitude," disait l'autre jour Mme Andrée Fortin-Bouliane dans les locaux exigus de l'organisme bénévole Fraternité multiculturelle où elle collabore étroitement avec la responsable et permanente Mme Marika Kovacs, Hongroise d'origine.

Affable, cette dernière accueillait LE SOLEIL au 1039 des Erables, presque au coin Saint-Cyrille, en expliquant que cet organisme sans but lucratif mis sur pied il y a 23 ans déjà par Mme May-Aline Pelletier-Blouin, avait pour but premier un accueil fraternel et chaleureux pour ces nouveaux arrivants de pays étrangers quelles que soient leur race, couleur, langue, appartenance politique, religieuse, etc.

"Presque chaque jour, nous allons recevoir des gens. Aujourd'hui c'étaient des Tchèques, demain ce seront des Salvadoriens... La plupart arrivent par avion et selon le cas, nous déléguons des interprètes

bénévoles que ce soit en espagnol, anglais, cambodgien, hongrois... On les conduit d'abord à l'hôtel, puis au Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI), ensuite chez le médecin, etc." expliquait Mme Kovacs, qui peut compter sur une trentaine de bénévoles.

Après l'école...

Quand ils ont terminé un stage scolaire de six mois au COFI pour les aider à mieux comprendre et mieux s'adapter au contexte québécois et canadien, ces immigrants et immigrantes viendront nous voir à la Fraternité multiculturelle pour diverses raisons: comment établir un compte bancaire, faire leur épicerie, enfin toutes ces choses que nous faisons quotidiennement. Nous organisons aussi nombre d'activités, par exemple notre kermesse gastronomique internationale qui aura lieu le 21 mai aux Halles du Palais avec la participation de 19 pays. On y vendra des mets exotiques qui nous permettront d'amasser des fonds.

Avec ces fonds, la Fraternité multiculturelle présente des soirées socio-culturelles, des café-rencontres les jeudi soir à 19h30, des

soupers ethniques tous les 15 jours; pour faciliter les échanges et permettre une intégration plus enrichissante, sans parler de la traditionnelle partie de sucre qui a encore tout récemment attiré grande foule dans l'île d'Orléans, et l'épluchette de blé d'Inde à l'automne.

Une grande famille

Autour de la table prenant également le café sont assemblés l'interprète Juan Fernando Ordóñez du Chili, la jeune Ana Nunez du Portugal, Pasca Stefan et son camarade Sterchevich Constantin tous deux de Roumanie qui semblaient bien se plaire à Québec. Un peu timide, la charmante Ana disait: "Je vais bientôt donner un nouveau cours de danse libre, au début de mai. Les gens peuvent s'informer en téléphonant ici au 522-1263.

Même chose pour les personnes qui voudraient nous aider bénévolement, enchaînait Mme Fortin-Bouliane, elles n'ont qu'à téléphoner ou à venir au 1039 des Erables.

Quant à Mme Kovacs préoccupée, elle se demande quand, et il faudrait que ce soit très bientôt, son organisme bénévole pourra déménager dans des locaux plus appropriés et plus spacieux.



L'organisme bénévole Fraternité multiculturelle a pour but d'accueillir avec chaleur immigrants et immigrantes tout en leur gardant leur identité culturelle propre, expliquait la responsable Mme Marika Kovacs de Hongrie (à droite) entourée de Juan Fernando Ordóñez du Chili (à gauche), Ana Nunez du Portugal, Andrée Fortin-Bouliane de Sainte-Foy, Sterchevich Constantin et Pasca Stefan tous deux de Roumanie.

LES NÉO-CANADIENS À L'ÉCOLE QUÉBÉCOISE

Pour les jeunes Québécois et Québécoises, la rentrée, c'est somme toute la reprise des activités scolaires dans une institution déjà connue avec les amis du quartier et on en parle comme d'une chose toute naturelle.

Mais as-tu déjà pensé qu'il n'en est pas ainsi pour tous les étudiants. As-tu songé aux jeunes immigrants pour qui, la rentrée, représente une adaptation toute différente.

Pour t'en parler, Crayons de Soleil a rencontré deux jeunes immigrantes: Carolina Moralès, 9 ans, Chilienne et Andréa Modrea, 7 ans, Roumaine. Toutes deux sont arrivées à Québec, il y a environ 5 mois et depuis septembre, elles fréquentent une institution de la ville. Carolina est en 3e année à l'école St-Edouard à Québec et Andréa fait sa première année.

Pour elles, la principale difficulté reste la langue car même si elles comprennent bien le français, elles éprouvent certaines difficultés à

communiquer. Par contre, Andréa et Carolina ont eu la chance de faire les classes d'été du YMCA. Ce projet mis sur pied par la Fraternité multiculturelle en collaboration avec le YMCA visait principalement à l'intégration des jeunes immigrants dans notre société pendant les vacances.

Ainsi de juin à septembre, quelque 27 Néo-Canadiens ont participé à de nombreuses activités sportives et culturelles avec d'autres jeunes Québécois. Et selon Arden Dantay, chargé des classes d'été, au YMCA, l'intégration a été excellente. "Les enfants, dit-il, n'ont pas de préjugés et quand ils ne se comprennent pas, ils parlent par gestes".

Andréa est fort heureuse de vivre au Québec parce que, dit-elle, "ici on a beaucoup à manger", mais elle aimerait bien que ses amies roumaines viennent la rejoindre. Pour Carolina, c'est un peu la même chose.

Quoi qu'il en soit nous rappelle Doris Gendreau, présidente de la Fraternité multiculturelle, il reste que c'est difficile la première année et que ces jeunes ont beaucoup de choses à assimiler.

Aussi Crayons de Soleil t'invite-t-il à échanger avec ces jeunes immigrants, qui, peut-être, fréquentent ton école. De plus, ce sera pour toi, une expérience enrichissante car ils aiment bien parler de leurs pays.

Autour du piano, Carolina Moralès, 9 ans, Chilienne, à ses côtés, Andréa Modrea, 7 ans, Roumaine. Derrière nos deux amies, Doris Gendreau de la Fraternité multiculturelle et Arden Dantay, chargé des classes d'été au YMCA.





Le Soleil, Jacques Deschênes

Voici la famille Oudanonh presque au grand complet, il ne manque que Litthidej qui n'est pas encore revenu de l'école. Au premier rang, Thiphavone, Naphaphone et Vannapha, couchée sur le divan. Au second rang, Thiphavanh, papa Viraboun, Lithisack et maman Boun Chong.

Comme s'ils avaient toujours habité ici

par Monique GIGUÈRE

Viraboun Oudanonh, sa femme Boun Chong et ses six enfants sont installés au Québec depuis 27 mois. A en juger par l'activité bourdonnante de cette maisonnée laotienne, on jurerait qu'ils ont toujours habité ce pays. Il n'y a que l'arôme appétissant qui s'échappe des petits plats qu'est en train de mijonner Boun Chong qui n'est pas de chez nous.

La jeune Vannapha, neuf ans, est rentrée de l'école avec un violent mal de tête. Sa mère l'a fait coucher sur le divan et a jeté sur elle une chaude couverture de laine.

Litthidej arrive à son tour, bien sagement. Il est l'un des premiers de sa classe. Son bulletin parle de lui-même: 91 pour 100 en mathématique, 80 pour 100 en français, 91 pour 100 en géographie, toujours huit à 10 points au-dessus de la moyenne. Il est fier des mentions de ses professeurs: "Litthidej est un étudiant très appliqué... Félicitations, Litthidej,

Près de trois ans après le gigantesque effort de parrainage de réfugiés indochinois par des Québécois, LE SOLEIL a cru bon d'aller rencontrer chez eux un certain nombre de ces Né-Québécois.

Les entrevues seront présentées en deux tranches. Aujourd'hui, Monique Giguère fait le point sur la question des réfugiés avec un représentant du ministère fédéral d'Emploi et d'Immigration, Jean Linteau, et le président de la Fraternité multiculturelle de Québec, Carlos Nunes. Puis elle brosse un tableau de l'expérience et du vécu de trois familles indochinoises installées dans la région de Québec: les Oudanonh, du Laos, les Tan, du Kampuchea, et les Vo, du Viêt-nam, ces derniers tout fraîchement arrivés.

Lundi prochain, Anne-Marie Voisard rendra compte du quotidien de cinq familles qui ont élu domicile à la campagne. Parmi les thèmes abordés, figureront le travail, la vie familiale et l'intégration sociale.

Les autres textes sont publiés en pages A-8 et A-9.

c'est vraiment du grand progrès pour toi."

Cet étudiant modèle est un adolescent de 16 ans. Il étudie à l'école Mgr de Laval, à Charlesbourg. Sa soeur, Naphaphone, avait 10 ans à son arrivée à Qué-

bec. Elle en a aujourd'hui 13. Elle fréquente le pavillon Bon-Pasteur et, comme son frère Litthidej, elle obtient d'excellentes notes en classe.

Voir A-2, RÉFUGIÉS

De l'Indochine au Québec

10,000 réfugiés ont eu l'aide de la Fraternité multiculturelle

Depuis sa fondation en 1960, la Fraternité multiculturelle de Québec, connue jusqu'en 1980 sous le nom de Fraternité canadienne, a guidé dans la cité de Champlain les premiers pas de neuf à 10,000 réfugiés et immigrants de toutes nationalités. Bon an mal an, de 400 à 500 Néo-Québécois gravitent autour de l'organisme.

Le développement de la fraternité n'est fait au gré des crises internationales. L'événement qui sert de déclencheur est l'insurrection hongroise de 1956. Les Magyars fuient massivement leur terre natale et plusieurs d'entre eux trouvent refuge au Canada.

Quatre ans plus tard, la fraternité est mise sur pied pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants à la société québécoise. De 1960 à 1974, la fraternité se tire d'affaires avec le concours exclusif de personnes bénévoles.

Pendant ces 14 ans, le flux des immigrants ne cesse de grossir. En 1968, au soir du printemps de Prague, de nombreux Tchécoslovaques prennent le chemin de l'exil. En 1972, le sanguinaire maréchal Idi Amin Dada chasse tous les Asiatiques de l'Ouganda. En 1973, le renversement de Salvador Allende pousse nombre de

ils devraient pouvoir frapper à tout moment en toute liberté", a-t-il indiqué.

A cette fin, M. Nunes a déjà signé une promesse de location dans un immeuble voisin de l'hôtel Ballarçon, bien que le présent bail, avenue des Érables, n'expire que dans trois ans.

Financement

Outre la subvention du secrétariat d'État pour les activités socio-culturelles, qui était de \$20,000 en 1981, la fraternité reçoit un autre montant de \$30,000 d'Emploi et Immigration, de même que \$15,000 du ministère québécois de l'immigration.

Pour arrondir ses revenus, la fraternité organise, en mai de chaque année, une kermesse gastronomique qui connaît, à chaque fois, un succès sans précédent. Grâce à ces fonds, la fraternité a pu se doter d'un secrétariat permanent comprenant cinq employés, dont un animateur et une assistante sociale.

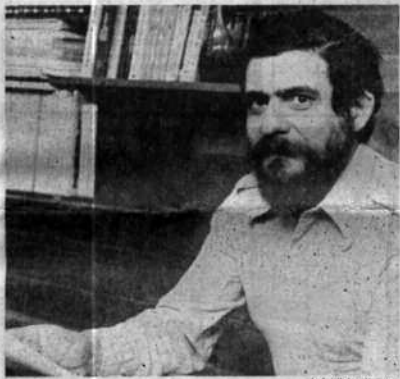
Autres services

Le rôle de la fraternité auprès des immigrants ne prend pas fin le jour de



Le salon des Vo est tout à fait nu; pas le moindre meuble. Mais c'est quand même un abri et déjà un foyer. La moitié de la famille est là autour du père Van Duong Anh. Ce sont Anh Denh, Anh Tai et le benjamin Anh Tri.

La liberté est apparue au début



Rapprocher les bureaux de la Fraternité multiculturelle de la zone d'habitation des réfugiés, dans Saint-Sauveur, est l'objectif que se propose le président Carlos Nunes.

Chiliens à demander asile au Canada. Et jusqu'en 1974, il y a ce flot ininterrompu de Portugais qui fuient la dictature salazariste.

Devant l'afflux de réfugiés, Ottawa s'émeut. La première subvention, plutôt maigre, arrive en 1974. Elle suffit à peine à payer le loyer. Le moteur de l'organisme demeure le bénévolat.

La chaîne d'événements qui va faire décoller la fraternité pour de bon est la prise du pouvoir par les communistes en Indochine en 1975. Les mois d'avril et mai voient les victoires successives du Pathet Lao au Laos, des Khmers rouges au Kampuchea et du Viet cong au Viet-Nam.

Service unique

La vague d'immigrants indochinois qui va déferler sur le Québec à compter de 1977 va forcer les gouvernements à dénouer les cordons de la bourse. Une subvention du ministère fédéral d'Emploi et d'Immigration, permet la mise sur pied du projet, établissement et adaptation, dont la principale tâche consiste à accueillir et loger les immigrants à leur arrivée.

"Établissement et adaptation constitue le noyau des activités de la fraternité, c'est un service unique au Québec", a signalé, vendredi, au cours d'une entrevue, le président de l'organisme, Carlos Nunes.

À leur descente de l'autobus ou de l'avion à Québec, les immigrants sont reçus par un représentant de la fraternité et conduits à l'hôtel Ballarçon, rue Saint-Valier, où ils séjournent en attendant qu'on trouve à les loger ailleurs en ville.

Pour des raisons d'économie et de disponibilité, c'est dans la basse ville, plus spécifiquement le quartier Saint-Sauveur, que la majorité des réfugiés finissent par s'installer.

Une famille d'immigrants de trois ou quatre membres paie en moyenne \$225 par mois pour un logement chauffé, à inadéquats l'ex-directrice de la fraternité, Anne-Marie Nadeau.

La concentration des immigrants dans Saint-Sauveur amène le président Nunes à souhaiter le déplacement de la fraternité dans la haute ville vers le quartier Saint-Sauveur.

"Nous voulons nous rapprocher de la zone d'habitation des réfugiés, leur faciliter l'accès à la fraternité où

leur emménagement. C'est la fraternité qui se charge d'expliquer aux nouveaux locataires les dispositions de leur bail, qui les met au courant des principales lois provinciales et fédérales les concernant. C'est elle qui les renseigne sur la situation du marché du travail à Québec et les guide dans la recherche d'un emploi. C'est elle, enfin, qui s'occupe de détails, menus mais non insignifiants, comme l'installation du téléphone, l'inscription des enfants à l'école, l'achat de meubles et de vêtements.

Pour faciliter les échanges entre les nouveaux arrivants et leurs concitoyens d'adoption, la fraternité organise de fréquents soupers et soirées auxquels sont conviés autant de Québécois que de Néo-Québécois.

Le grand défi

"Le grand défi de l'immigrant, c'est de trouver à ses nouveaux compatriotes qu'il est adaptable, flexible et maniable, mais non assimilable", a fait observer M. Nunes.

"L'immigrant a toujours une longueur de retard sur les citoyens du pays hôte, a-t-il enchaîné. Qu'il soit médecin, dentiste ou ingénieur, il devra commencer au bas de l'échelle et sera presque toujours plongeur un temps avant d'être autorisé à pratiquer sa profession ou son métier."

Quant à la femme, elle éprouve deux fois plus de difficultés parce qu'elle sort peu de la maison, tout absorbée qu'elle est par les soins du ménage. Ainsi, tandis que l'immigrant s'intègre à la vie québécoise, l'immigrante vit isolée et isolée entre les quatre murs de son foyer.

Le fossé entre les deux ne cesse de s'élargir jusqu'au jour où, exaspée, la femme demande le divorce. L'an dernier, confie Anne-Marie Nadeau, la fraternité a accordé son appui technique et moral à cinq couples de réfugiés qui ont décidé de mettre fin à leur union.

Une expérience éprouvante pour les Québécois, le divorce est doublement douloureux pour les immigrants forcés par ailleurs d'épouser une nouvelle patrie.

• • • Québec, Le Soleil, lundi 21 juin 1982



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

Marché aux puces multiculturel

Les connaisseurs et les chercheurs d'occasions ont afflué, tout au long de la fin de semaine, au marché aux puces de la Fraternité multiculturelle de Québec, qui avait été monté dans les locaux de l'association rue des Erables à Québec. Les profits sont destinés aux enfants immigrés. Selon sa devise "Amitié et culture", la Fraternité multiculturelle prend soin des jeunes Néo-Québécois dont les parents suivent des cours, travaillent ou sont dans l'impossibilité d'offrir des vacances estivales à leurs enfants.

ibec, Le Soleil, mercredi 18 janvier 1984

A-5

Crise grave à la Fraternité multiculturelle

par Anne-Marie VOISARD
 À la veille de ses 25 ans, la Fraternité multiculturelle de Québec, organisme qui se consacre à l'accueil des immigrants et des réfugiés, est en train de vivre la pire crise de son histoire. Deux conseils d'administration se déclarent, chacun, légaux, se font la lutte. Des parts, ou presque, les fonds sont coupés. Seul le ministère de

l'Emploi et de l'Immigration du Canada continue d'accorder son soutien, tant que les services seront dispensés. C'est la mort à brève échéance, sauf si, bien vite, quelqu'un parvient à limiter les dégâts.
 Le conflit, déjà latent, a éclaté dans les jours qui ont suivi l'Assemblée générale annuelle du 3 novembre. Ce soir-là, le président Carlos Cid Nunes et les six membres de

son équipe ont tous été élus ou reportés au pouvoir pour un nouveau mandat. Sur les 48 personnes présentes, toutes n'étaient pas d'accord. Mais, à ce moment, personne n'a dit mot. Ce n'est qu'après que Mme Gisèle Lemieux, aujourd'hui vice-présidente du deuxième conseil d'administration, a entrepris de faire signer une pétition réclamant la tenue d'une nouvelle assemblée d'é-

lection.
Un vice de forme

Essentiellement, c'est la validité de l'élection du 3 novembre qui se trouvait contestée. Il aurait fallu, selon les pétitionnaires, élire le conseil en bloc plutôt que de procéder, poste par poste, comme on l'a fait. Les règlements de la fraternité étant muets sur ce point, le groupe des contestataires prend ici appui sur l'article 89 de la troisième partie de la loi sur les compagnies. Le conseil choisi le 3 novembre, est d'avis, quant à lui, que c'est la "tradition de la fraternité" qui doit primer. Or, selon M. Nansen Cheng, trésorier de ce conseil, on n'a fait que procéder selon l'usage.

Quoi qu'il en soit, le président Nunes a rétorqué en convoquant pour le 11 janvier, une assemblée qui "définirait la position du conseil face à la pétition". Insatisfaits, à cause des délais trop longs et parce qu'on ne répondait pas à leur demande, les pétitionnaires ont décidé de tenir, eux-mêmes, le 12 décembre, une assemblée générale d'élection. Cette fois, c'est au tour de M. Nunes et de son conseil de contester les délais jugés trop courts. Et c'est ce qui leur fait dire que cette deuxième assemblée d'élection était, au départ, illégale. N'empêche que M. Nunes et les autres membres du conseil ont accepté de présider les débats.

Atmosphère terrible

De l'avis de tous, le climat de cette soirée fut épouvantable. M. Nunes affirme que 75 pour 100 de la cinquantaine de personnes présentes ce soir-là n'étaient pas des membres de la fraternité. M. Maria Kovacs, directrice générale de la fraternité, soutient que 43 participants avaient droit de vote. A dix heures, après que M. Nunes et son groupe eurent quitté la salle, l'assemblée s'est poursuivie sous la présidence de Mme Nicole Blouin, qui est la fille de la fondatrice, Mme Aline Blouin. C'est à ce moment

qu'on a procédé à la révocation du conseil élu le 3 décembre. S'en est suivie l'élection d'un nouveau conseil. Mme Marie-Louise Makdissi, qui fut déjà la deux représentante de la fraternité, a accepté de reprendre le collier.

Qui a raison?

Où est le vrai conseil? Ou est le faux? Les deux factions se croient dans leur droit, tout en étant conscientes qu'il est impossible de fonctionner avec une direction bipartite. M. Nunes et ses partisans se proposent de faire trancher la question par les tribunaux. En at-

tendant, ils font tout ce qu'ils peuvent pour faire couper les vivres à la fraternité.

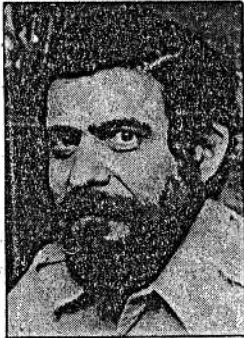
Le secrétariat d'Etat, à Ottawa, et le ministère québécois des Communautés culturelles et de l'Immigration (MCCI) ne se sont pas fait prier pour obéir. Reste le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada qui a, malgré tout, versé \$12.000 en décembre. M. Nunes est offusqué. Il s'agit, selon lui, d'ingérence dans les affaires internes de la fraternité. D'ailleurs, il réclame une enquête. "Quand le gouvernement s'en mêle, souvent le trésorier Nansen Cheng se complique les choses".

Deux présidents, deux factions Difficile de départager qui a tort et qui a raison

par Anne-Marie VOISARD
 Bien malin qui pourrait départager les torts dans la guerre interne qui déchire la Fraternité multiculturelle de Québec. M. Carlos Cid Nunes, président de l'un des conseils d'administration, est enclin à voir la source du conflit dans une lutte de pouvoir entre le conseil lui-même et les employés. Les faits ne tendent à penser que son évaluation est juste.
 En deux ans de pouvoir, M. Nunes a congédié une directrice générale, enregistré la démission de tout le personnel de la fraternité et suspendu l'actuelle directrice générale, Mme Maria Kovacs. "Une étude nous a reproché de faire trop confiance aux employés", affirme M. Nunes.
 D'un côté, les bénévoles; de l'autre, les salariés; trois parties en comptant la directrice générale, qui sont loin de rouler sur leur même si, comme le dit M. Nunes, 95 pour 100 du budget de la fraternité passe en salaires. Avec le deuxième conseil d'administration, dirigé par Mme Marie-Louise Makdissi, les employés, c'est le cas au moins de Mme Kovacs, co-



Marie-Louise Makdissi, présidente du conseil d'administration, élue le 12 décembre.



M. Carlos Cid Nunes, élu à l'issue de l'assemblée, tenue le 3 novembre.

sentent davantage appréciés. Le climat de travail est aussi plus détendu.

Il reste qu'à très court terme, si l'impasse n'est pas dénouée, la Fraternité multiculturelle de Québec

faute de fonds, d'interrompre ses services. Les réfugiés et les immigrants, déjà très démunis, seront les premiers touchés. Dans les deux camps, on affirme avec conviction ne pas vouloir en arriver jusque-là.

La Fraternité multiculturelle survivra

par Anne-Marie VOISARD
 Faible lueur d'espoir à la Fraternité multiculturelle de Québec même si l'animosité reste vive. Les deux conseils d'administration, qui se déclarent chacun légaux, acceptent, pour sauver la vie de l'organisme, de se fonder en un comité provisoire mixte. D'un côté comme de l'autre,

on délègue trois membres. Ils auront pour mandat de diriger ce nouveau conseil, jusqu'à ce que d'éventuelles élections générales viennent sceller le sort de la Fraternité.
 M. Carlos Cid Nunes, le président contesté, reste toutefois sur les rangs. Il aura pour l'appuyer le trésorier Nansen Cheng et la secrétaire Christine Gaudreault.

Salaires coupés

Ce compromis ultime ne signifie pas

pour autant que la hache de guerre est enterrée. La semaine dernière les employés n'ont pas reçu leur paye. Le compte en banque de la Fraternité aurait été bloqué à cause des interventions du président Nunes. Celui-ci le dément formellement et répond plutôt que ce sont les fonds qui manquaient. La présidente Makdissi soutient de son côté

que les fonds ont effectivement été gelés. La Caisse populaire de Notre-Dame-du-Chemin, qui administre les fonds de la Fraternité, refuse de faire la lumière, même s'il s'agit des deniers publics.
 La démission de Mme Maria Kovacs, directrice générale suspendue par le président Nunes au début de décembre, suscite également des dé-

clarations contradictoires. Mme Kovacs quitte la Fraternité pour suivre son mari qui déménage à Montréal avec le Centre de recherche industrielle du Québec. Elle dit regretter son départ à un moment où la Fraternité se porte si mal et surtout elle affirme que sa décision n'a rien à voir avec le nouveau conseil. La présidente Makdissi endosse tout à fait les

Démentis

D'autres affirmations, faites au SOLEIL, par M. Nunes, ont par la suite été contestées. Par exemple, ce n'est pas le ministère de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, mais plutôt le secrétariat d'Etat, qui a versé en décembre une subvention de \$12.000. De même, "c'est faux de dire que la masse salariale atteint 95 pour 100 du budget de la Fraternité", rectifie M. Roger Cardoso, vice-président démissionnaire dans le conseil de M. Nunes. Celui-ci est d'avis cependant que la proportion de 72 pour 100 consacrée aux salaires reste trop élevée.

l'accueil des immigrants et des réfugiés, auront droit à une information juste. Un membre, M. J.L. Taylor, a d'ailleurs réclamé cette assemblée pour le 21 février. Fort de l'appui de 37 autres membres, il souhaite placer les deux conseils d'administration face à face et demander à la salle de faire son choix.
 M. Nunes oppose un qualificatif que proclame cette procédure d'illégalité. M. Cardoso, qui entend continuer à travailler dans la Fraternité comme bénévole, croit qu'une telle confrontation n'offre aucun intérêt. Mme Makdissi préfère elle aussi s'en remettre au comité mixte, à la condition toutefois que la préparation de nouvelles élections, n'excède pas le 31 mars. Elle croit que les membres comprendront, si on leur explique, que ce conseil provisoire est peut-être, dans les circonstances, la meilleure façon de préparer la paix.

D-12

Québec, Le Soleil, samedi 11 février 1984

la Baie

CORRECTIONS

Veillez prendre note des corrections suivantes à apporter au supplément publicitaire "Aventure côté Mode" publié par La Baie le 11 février 1984.

Page 2, article C - La blouse en pur coton de Paris International sera disponible le 20 juin. Nous acceptons les commandes dès aujourd'hui.

Page 2, articles D, E et F - Le blazer, la blouse et la jupe de la collection Alfred Sung ne seront pas disponibles.

Page 3, article A - La robe-sac de Jack Mulgrew sera disponible le 15 février. Nous acceptons les commandes dès aujourd'hui.

Page 3, article C - La blouse en pure soie de Raffinetti sera disponible le 15 février. Nous acceptons les commandes dès aujourd'hui.

Page 4, articles B, C, D, E et F - Les vêtements de la collection Jones New York seront disponibles le 15 février. Nous acceptons les commandes dès aujourd'hui.

Nous regrettons ces erreurs.

Le 21 février

Reste à savoir quand les 84 membres de la Fraternité, cet organisme voué à l'accueil

Québec, Le Soleil, mercredi 15 février 1984

La Fraternité multiculturelle de Québec

May-Aline P.-Blouin l'a mise au mor

par Anne-Marie VOISARD

La Fraternité canadienne, devenue au fil des ans multiculturelle, est indissociable, encore aujourd'hui, du nom de May-Aline Pelletier-Blouin. Cette Québécoise dynamique, imposante aussi, est cette femme qui a mis au monde la fraternité pour faire sauter les barrières et créer des liens d'amitié entre les francophones d'ici et les immigrants. Il y a de cela 25 ans bientôt.

Mme Blouin s'avoue chagrinée en voyant la crise qui ébranle actuellement son oeuvre.

tiste. Directrice de la société, puis présidente du comité féminin, c'est pendant toutes ces années que devait mûrir l'idée de la fraternité.

Mil neuf cent soixante, Année mondiale des réfugiés et ce fameux congrès "des migrations catholiques" à Ottawa, sur lequel insiste beaucoup Mme Blouin, ont marqué le coup d'envoi. Quelques-uns se souviendront de la première kermesse gastronomique chez les religieux de Saint-Vincent-de-Paul, côte d'Abraham. La fraternité venait de naître. Un an

à la surveillance des membres. On n'a pas attendu non plus la

création des COFI (Centre d'orientation et de formation des im-

migrants) pour donner des cours de langues aux Néo-Québécois.

C'est cette tradition que Mme Blouin espère retrouver à la fra-

ternité. Elle qui ne fut présidente que pendant deux ans

croit qu'il e savoir n'emp



Le Soleil, Roland Morneau

Mme May-Aline Pelletier Blouin, fondatrice de la Fraternité multiculturelle de Québec.

Mais son optimisme reprend vite le dessus. Elle croit que "la paix et l'entente entre les peuples" finiront par triompher. "Qu'ils réunissent tout le monde et qu'ils fassent une autre élection." Voilà son message.

Le bénévolat

Encore active, malgré ses 79 ans le ter mal et ses jambes qui la trahissent (après avoir tant marché et quêté pour les autres, ce n'est pas surprenant), Mme Blouin, toujours volubile, aime bien aussi partager ses souvenirs et revivre la tradition de la fraternité. Mariée à 19 ans, mère de sept enfants qui lui ont donné 20 petits-enfants et neuf arrière-petits-enfants, Mme Blouin avait tout pour être une femme au foyer. Pourtant, depuis le jour où sa famille a été en âge de se débrouiller, elle n'a jamais cessé de travailler, mais toujours dans le bénévolat.

La Croix-Verte, qui regroupait les femmes de dentistes préoccupées par la misère des pauvres, l'École des parents, les fêtes de Champlain, on ne saurait toutes compter les associations où Mme Blouin a laissé sa marque. Mais le point de départ reste la Société Saint-Jean-Bap-

plus tard, le nombre des membres atteignait 250. Et il a fallu bientôt se déplacer au Manège militaire.

La tradition

Mais la fraternité, c'est beaucoup plus que la kermesse annuelle, le bal des cathédrales, la fête des Rois ou cette grande réception au premier Salon du livre. Etroitement liée à la société québécoise,

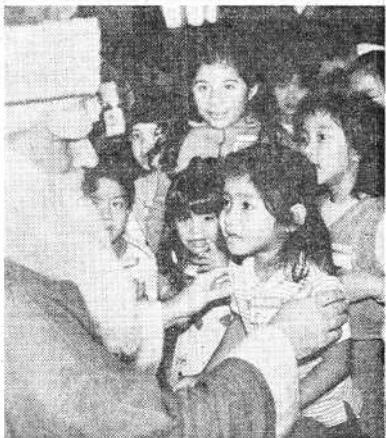
Mme Blouin trouvait normal que les immigrantes, devenues ses amies, soient associées aux activités mondaines. L'entraide pénétrait toutefois plus en profondeur. Des chaînes téléphoniques entretenaient les liens avec les femmes seules. On voulait briser l'isolement. Les locaux de la fraternité étaient toujours ouverts le soir et les fins de semaine. Bien avant les garderies, les enfants pouvaient être laissés

AUJOURD'HUI

QUINN, FRED M.
705-435, ch. Ste-Foy
Québec

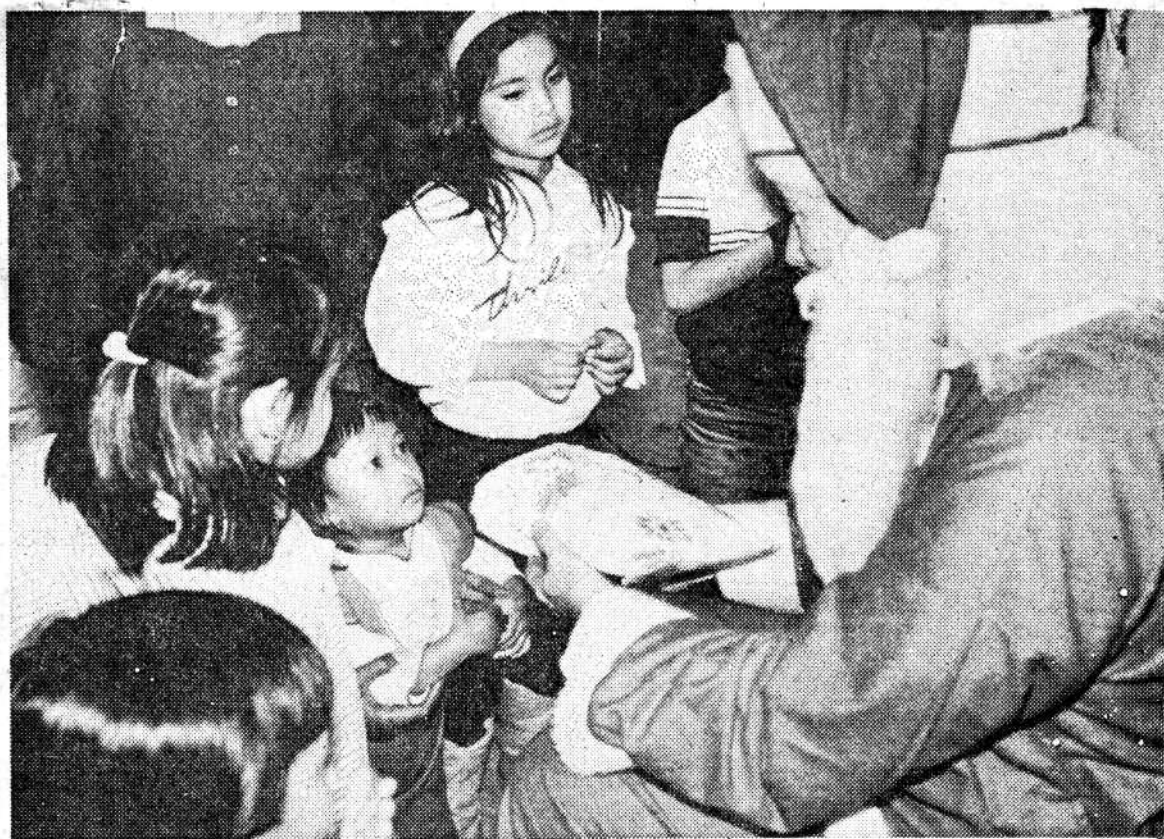
**FAIT LA
MANCHETTE
et gagne
20\$**

LES NOËLS D'AILLEURS



PARTOUT, POUR TOUS, LA FÊTE DE L'ENFANCE

Page A-3



Bienvenue chez vous!

Le Soleil, Marc St-Pierre

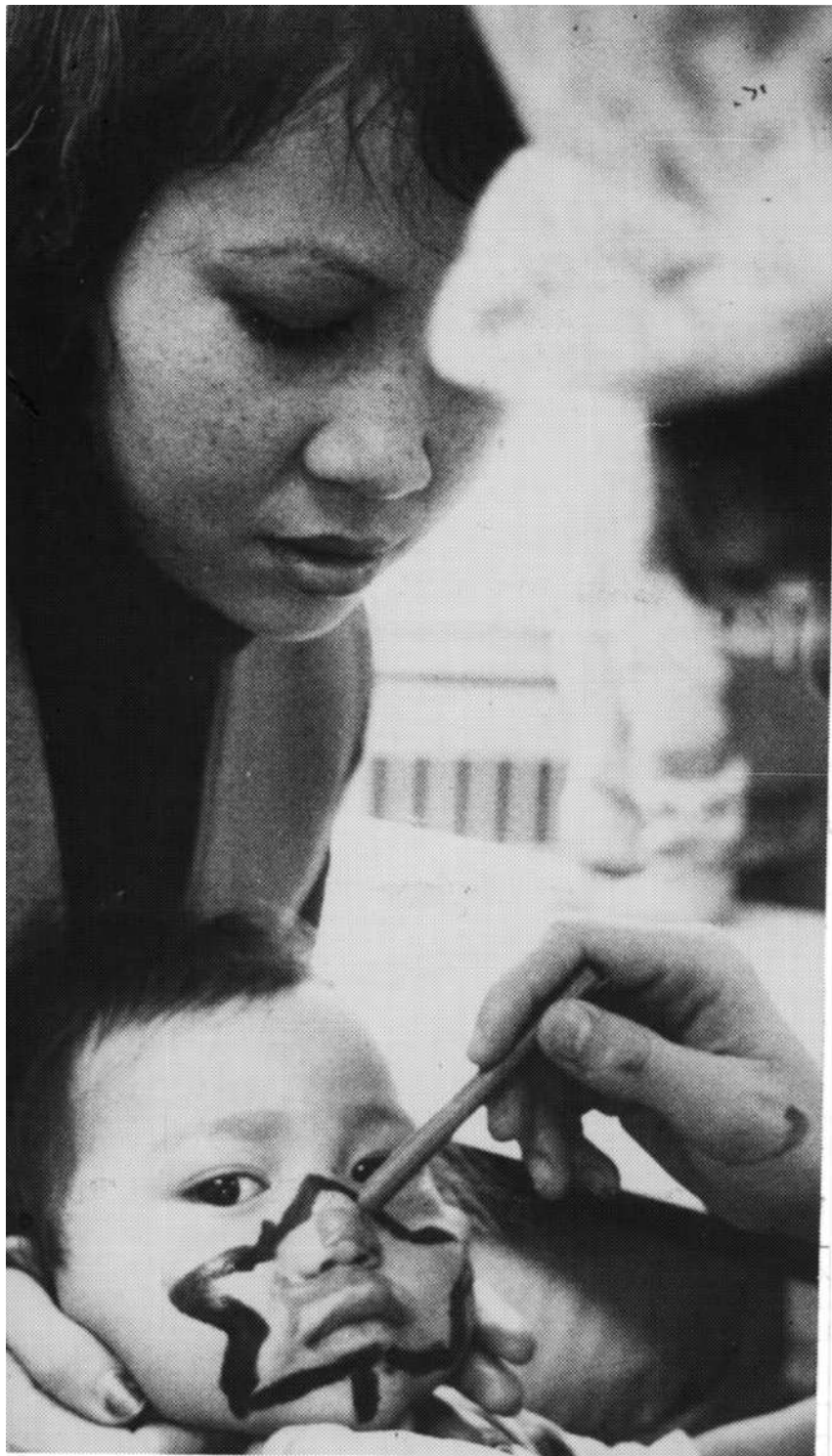
C'est le Père Noël lui-même qui a souhaité la bienvenue à 300 jeunes Néo-Québécois, dont plusieurs sont au pays depuis peu seulement. C'était le Noël des enfants organisé chaque année par la Fraternité multiculturelle. La plupart des familles qui participent à cette fête sont nouvellement arrivées, alors que c'est devenu une tradition pour d'autres. Ces 300 enfants, joyeux et bruyants, attendent leur tour d'être appelés avec leur famille devant cet inquiétant personnage vêtu de rouge. La Fraternité existe depuis 26 ans à Québec. Un café-rencontre a lieu tous les jeudis soirs et un souper ethnique est organisé à chaque mois. La Fraternité offre aussi de l'aide aux immigrants pour toutes leurs démarches. Ses bureaux se trouvent au 800 Père-Marquette.



Le Soleil, René St-Pierre

Fête familiale Québec-France

Quelque 75 à 80 personnes ont assisté à la grande fête familiale champêtre organisée à la ferme expérimentale de Deschambault par la Fraternité multiculturelle et l'Association Québec-France. Lors du souper au maïs, le consul de France Henri Rethoré (à gauche sur la photo) manifestait un grand intérêt à voir comme ce jeune Vietnamien se débrouillait avec ce mets québécois.



Le Soleil, Jacques Deschênes

Noël de l'amitié... et des diabétiques

Plus de 500 réfugiés et immigrants habitant dans la région de Québec, dont plus de 300 enfants, tous maquillés sur place, se sont présentés samedi après-midi au YMCA du boulevard Saint-Cyrille, à Québec, pour la grande fête de Noël de la Fraternité multiculturelle de Québec. Cambodgiens, Vietnamiens, Coréens pour une bonne part, c'était pour ces nouveaux Québécois une des premières occasions d'échanger avec les membres des autres ethnies vivant dans leur pays d'adoption. Hier après-midi, autre grande fête de Noël, celle-là à l'école Saint-Sacrement, sur le chemin Sainte-Foy. Elle est organisée annuellement en vue d'amasser des fonds pour l'Association québécoise du diabète, section Québec.

Facilités d'adaptation accrues pour l'immigrant, à Québec

◆ Les immigrants qui arrivent à Québec peuvent compter depuis peu sur l'appui de bénévoles chargés de leur faciliter l'adaptation. La Fraternité multiculturelle de Québec vient en effet de mettre sur pied un service de compagnonnage. Désormais, chaque nouvel arrivant et sa famille pourra, s'il le désire, être jumelé avec un Québécois.

Textes de *Anne-Marie VOISARD*

Gisèle Lemieux, la responsable de cette initiative, en parle avec enthousiasme. Le projet est né en août, grâce à une subvention de \$40,000, consentie par le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration. Dix jumelages ont déjà été réalisés; 44 immigrants en bénéficient. Mais c'est encore trop peu, surtout lorsque l'on sait que depuis janvier 50 familles, totalisant 125 personnes, sont entrées à Québec.

Comme en Chine

Très souvent ignorantes des rudiments du français, ces personnes ont toutes pour la première fois foulé notre sol en descendant à l'aéroport de Québec. Gisèle Lemieux imagine leur dépaysement. "C'est comme si moi j'arrivais en Chine". Et elle ajoute qu'elle serait bien heureuse si un bon Chinois s'offrait à la piloter dans ses premières démarches.

C'est exactement ce qui se passe avec les bénévoles. Le personnel d'Immigration Canada et les agents d'accueil de la fraternité établissent un premier contact à l'aéroport. Ces derniers s'occupent aussi de trouver un logement, des meubles et des vêtements. En at-

tendant, les réfugiés sont gardés à l'hôtel Mercure. Et c'est là que Mme Lemieux se rend les visiter pour leur proposer les services d'un bénévole. La réponse est toujours favorable, puisque l'offre est sécurisante.

Comment se débrouiller, en effet, dans une ville qu'on ne connaît pas et surtout lorsqu'on ne dispose pas d'argent, sauf de celui qui nous est donné? Les écoles, les hôpitaux, les CLSC, le service de transport, les banques... il n'y a rien en pays étranger qui ressemble à ce que l'on connaissait déjà. Tout est à réapprendre, même la façon de se nourrir et de s'habiller.

Le jumelage

Reste à établir de bons ju-

melages. Connaissant la famille, connaissant aussi les bénévoles, Mme Lemieux puise dans sa banque de noms. Celle-ci ne suffit pas. Mais le projet est jeune et on est confiant que d'autres candidatures vont s'ajouter. Il est important de pouvoir s'assurer de quelques affinités entre le bénévole et sa famille. L'âge en est une. On conçoit difficilement, en effet, qu'un jeune puisse avoir l'expérience nécessaire pour aider les réfugiés à affronter les problèmes qui les attendent. La plupart de ceux qui ont été recrutés jusqu'à maintenant sont des personnes d'âge moyen et il y a, parmi eux, autant d'hommes que de femmes. On compte aussi quelques retraités. Ces personnes sont

précieuses parce qu'en plus de pouvoir miser sur les acquis de toute une vie, elles disposent de plus de temps disponible.

La barrière de la langue est ce qui fait le plus peur aux bénévoles. Mme Lemieux leur dit de ne pas s'inquiéter. "On finit toujours par dire ce qu'on veut dire." D'ailleurs l'expérience est là pour le prouver. Déjà des liens d'amitié se sont établis. Des bénévoles profitent de leur fin de semaine pour faire le tour de l'île d'Orléans en compagnie de leurs nouveaux amis. Ceux-ci les invitent à dîner. Et tranquillement, sans douleur, ils améliorent leur connaissance du français. C'est la marche vers une autonomie retrouvée.

Les groupes ethniques ont leur Maison internationale

◆ Les groupes ethniques de Québec possèdent maintenant leur Maison internationale. Elle a pignon sur rue dans l'ancienne école des Saints-Martyrs, propriété de la Commission des écoles catholiques de Québec.

A l'origine de ce rêve devenu réalité, on retrouve la CASA (Confédération des associations latino-américaines de Québec) qui regroupe à elle seule huit associations, certaines multiculturelles, d'autres constituées de Paraguayens, de Chiliens, de Mexicains et de Salvadoriens. M. Jose Russo est à la fois président de

la CASA et président de la Maison internationale.

Les Chinois, les Cambodgiens et les Laotiens ont aussi installé leurs bureaux dans la Maison internationale. Ces derniers, à cause de leur petit nombre et faute de budget, n'avaient jamais pu, avant ce jour, s'offrir le luxe de posséder leur local.

→ La Fraternité multiculturelle de Québec, organisme d'aide aux immigrants qui vit principalement de subventions, vient aussi d'emménager dans la Maison internationale. C'est là d'ailleurs

qu'elle a tenu son assemblée générale annuelle, jeudi soir. Mme Marie-Louise Makdissi a été reportée à la présidence pour un quatrième mandat.

Plus encore qu'à l'économie de coûts occasionnée par un tel changement, il y a surtout le rapprochement entre les groupes ethniques qui présente des avantages. Désormais, la collaboration sera plus étroite. Des salles communes sont à la disposition de tous les groupes et chacun ispose de plus d'espace. On n'espère qu'une chose, c'est que la CECQ accepte l'an prochain de renouveler le bail de location.

Dorotea veut rencontrer Lévesque

*Le détail
23 sept 81
G4,*

La Confédération des associations linguistiques et culturelles désire rencontrer dans les plus brefs délais le premier ministre René Lévesque pour lui faire part de ses craintes relatives à la formation du nouveau ministère des Communautés culturelles et de l'immigration.

Son président, M. Luciano Dorotea, a en effet prévenu verbalement hier le bureau de M. Lévesque de ce souhait car il semble que la décision de mettre sur pied cette nouvelle structure a été prise directement à son cabinet, entre l'élection du 13 avril et la prestation de serment des nouveaux ministres, deux semaines plus tard.

La confédération regroupe des associations totalisant environ 20,000 membres dans la région

de Québec, et craint que ces personnes d'origine autre que "canadienne-française" se voient reléguées dans une sorte de ghetto ministériel.

Le ministre Gerald Godin a pour sa part répliqué en fin de semaine qu'il s'agissait d'un faux problème, position partagée par le président du comité d'implantation du plan d'action gouvernemental à l'intention des communautés culturelles, M. Stephanos Constantinides.

Ce plan d'action dévoilé en mars dernier, pendant la campagne électorale, se trouvait sous la responsabilité du ministre d'Etat au Développement culturel. Mais il devait aboutir entre les mains de M. Godin après les élections.



Place Laurier à la Kermesse Gastronomique. Notre promotion de l'an dernier "La Ronde des Pays" nous a permis de lier de nombreuses amitiés avec les groupes Néo-Canadiens c'est avec plaisir que notre présidente Mlle Lyse Gobeil remet des bons d'achats aux participants de la Kermesse Internationale de gastronomie qui avait lieu au pavillon des Congrès, sous la présidence de Mme S. Drouin.



1996 – Épluchette de blé d'Inde

Le 12 octobre 1990, La fraternité multiculturelle de Québec inc. change de nom pour devenir le Centre multiethnique de Québec (CMQ). Membres et administrateurs sentent le besoin de redéfinir les objectifs en fonction des besoins variés grandissants d'une clientèle plus exigeante et de ce que la communauté d'accueil peut offrir. Un nouvel élan anime l'organisme.

La mission se précise : accueillir et favoriser l'adaptation des nouveaux arrivants à la société québécoise; leur permettre d'accéder à de meilleures conditions de logement, d'emploi et de services; favoriser une meilleure connaissance des composantes socioculturelles des nouveaux arrivants par la communauté; sensibiliser les Québécois aux besoins des nouveaux arrivants et à leur culture; organiser des activités sociales, culturelles, sportives et récréatives

à l'intention des personnes immigrantes et québécoises.

Le financement se stabilise et provient du seul gouvernement du Québec. Les activités sont revues pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants et de l'organisme. Ainsi, la Kermesse gastronomique internationale qui a réjoui deux générations de Québécois est abandonnée; l'organisme a d'autres sources de financement. Deux activités d'échange et de rapprochement culturels sont conservées : la traditionnelle fête de Noël et le tournoi de soccer.

Le Québec est maintenant l'unique responsable de la sélection, de l'Accueil et de l'intégration des personnes immigrantes sur son territoire; il confie au CMQ une partie des tâches d'accueil et d'accompagnement et le subventionne pour cela.



50 ans au service des personnes immigrantes
Centre multiethnique de Québec

LE DEVOIR

Le Devoir

Avenirs, mardi, 23 février 1993, p. B1

**Université Laval: branle-bas à l'accueil des étudiants étrangers
La responsable du service est mutée****Moisan, Sylvie**

Environ 200 étudiants de l'Université Laval ont manifesté, le 4 février dernier, pour exiger la suspension de la responsable du bureau d'accueil des étudiants étrangers, Mme Quy Tram Do, et la tenue d'une enquête dans ce service.

Les membres de l'Association des étudiants étrangers (AEE) avaient mis la main sur un document résumant les propos de Mme Do, tenus lors d'une réunion avec les membres du service intercommunautaire d'entraide sociale, organisme mis sur pied par le diocèse de Québec.

Dans ce document, affiché dans une église de Sillery, on pouvait lire que «parfois ces étudiants étrangers essayent de manipuler leur interlocuteur par un "chantage affectif" pour obtenir une aide financière» et qu'ils «se trouvent des astuces sophistiquées, soit pour prouver leur solvabilité, soit pour nous présenter leur "profil sentimental" afin d'attirer notre attention et arriver à leur fin.» Le document conclut par «prudence, prudence, prudence face aux demandes d'étudiants étrangers» et recommande de s'adresser personnellement à Mme Do «si on désire plus d'éclairage».

Mme Do affirme, dans *Impact Campus*, journal des étudiants de l'université Laval, avoir été citée hors contexte.

Toutefois, M. Chimere Diaw, de l'AEE, affirme qu'un de leurs membres (dont il refuse de donner le nom), a parlé à soeur Mariette Aubin, responsable des rencontres partage du service intercommunautaire (SIES), laquelle lui aurait confirmé que les propos résumés dans le document, rédigé durant la rencontre, étaient bien ceux de Mme Do. Il nous a été impossible de contacter Mme Do: quant à soeur Aubin, visiblement énervée, elle a refusé de répondre à nos questions.

Les étudiants étrangers ont par la suite mis la main sur les actes du colloque Foi et Culture, tenu en mars 1992 au COFI, sous l'égide du Centre multiethnique de Québec. Dans ce document, Mme Do tient un discours chrétien très articulé et cite largement les Évangiles. Sauf que... Mme Do présente les particularités des étudiants étrangers en les divisant en quatre groupes. Il y a d'abord les Européens, qui utilisent les services d'accueil à leur arrivée puis «ayant fait leur place ils se fondent dans la culture du milieu.» Il y a les Latinos-américains qui «ayant des racines de culture et de religion commune, (européennes), ont moins de difficultés d'adaptation, si ce n'est une certaine difficulté linguistique.» Il y a aussi les Asiatiques qui, selon Mme Do, «s'accommodent de la culture nord-américaine plus qu'ils ne s'y adaptent.» Et puis il y a les autres...

«Pour d'autres, c'est très complexe quand ils sont de culture fondamentalement différente, et issus d'anciennes colonies. Certains ne prennent pas nécessairement les qualités de leurs anciens colonisateurs, mais bien plutôt leurs défauts, comme par exemple le système D, les moyens pour contourner le système socio-politique du milieu, ou l'utiliser au profit de son intérêt personnel, tout en restant à la limite de la légalité : parfois même, une certaine manipulation (probablement inconsciente) par les beaux discours etc.»

Ces documents ont servi d'étincelle à l'éclatement d'un conflit qui couvait depuis plusieurs mois. Les étudiants étrangers reprochaient en effet à Mme Do de ne pas les aider dans leurs démarches. Il semble que ce sentiment soit partagé par beaucoup d'entre eux. «Elle n'était jamais prête à nous aider, elle nous donnait souvent de mauvais renseignements, elle n'orientait pas les gens», affirme Souad Belyazid, membre de l'AEE. Pour Mouctar Diallo, c'est l'attitude directive de Mme Do qui faisait problème, ainsi que la tutelle qu'elle exerçait sur eux. Par exemple, pour avoir un prêt à la Caisse populaire de l'Université Laval, en attendant l'arrivée de leurs bourses, les étudiants étrangers devaient d'abord avoir l'accord de Mme Do. La règle s'appliquait d'ailleurs pour l'ensemble de leurs

démarches administratives. et non selon les origines des individus.

En réponse à la demande de suspension de Mme Do faite par les représentants de l'AEE, le Recteur de l'Université Laval, M. Michel Gervais, a annoncé le 10 février que la restructuration déjà amorcée au Bureau d'accueil des étudiants étrangers serait accélérée.

Dans ce contexte, Mme Do a elle-même demandé à être affectée à d'autres fonctions. La demande des étudiants devient donc, précise M. Gervais, caduque. Il termine en disant que l'Université Laval «est particulièrement soucieuse des conditions d'accueil, d'intégration et de vie de ses étudiantes et étudiants venant d'autres pays (...)»

Selon M. Diaw, les étudiants sont fiers que l'Université rejette toute forme de racisme et s'estiment particulièrement satisfaits du fait que le Recteur entend consulter les étudiants pour la restructuration et l'évaluation du Bureau d'accueil aux étudiants étrangers.

LE SOLEIL

Le Soleil

Les Informations générales, mercredi, 24 février 1993, p. A9

Une place au soleil**Réfugiés bosniaques****Champagne, Pierre**

En acceptant d'accueillir des réfugiés bosniaques, le gouvernement du Québec a chargé le Centre multiethnique de Québec d'organiser et de faciliter leur installation dans la région de Québec. Le gouvernement leur fourni un ameublement minimal comme un lit, une cuisinière et une laveuse mais le centre cherche à compléter l'ameublement de ces réfugiés. Il auraient surtout besoin de meubles de salon, de téléviseurs, de rideaux, de systèmes de sons, de sècheuses, etc. Le Centre se charge de cueillir les meubles et de les distribuer. Les personnes intéressées à donner un ou plusieurs objets sont priées de téléphoner au 650-1708.

Grands Prix du tourisme

C'est demain, en fin de journée, au Concorde, que le directeur de l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec, Pierre Labrie, présidera la cérémonie honorant les lauréats des Grands Prix régionaux du tourisme québécois ainsi que la personnalité touristique de l'année dans le Québec

métropolitain. Le dévoilement des lauréats aura lieu à 18 h, suivi d'un cocktail en l'honneur de ces derniers à 19 h. C'est à guichet fermé.

Des pizzas carrées

Deux jeunes hommes d'affaires de la région de Québec avaient invité la presse à un souper d'ouverture, lundi soir dernier, au 566, Grande Allée, dans l'ex-serre ou la verrière du St-O. Jacques Gosselin et Philippe Cassagne y ont aménagé un estaminet fort sympathique, connu sous le nom de «Le PJ'Z», unissant ainsi les deux premières lettres de leur prénom respectif et le z de pizza. Particularités du PJ'Z; des dessins animés présentés continuellement sur les écrans de télévision au dessus du bar et... des pizzas carrées. Ce soir encore, des dizaines de privilégiés ont été invités à un cocktail privé qui soulignera l'ouverture officielle de cet établissement.

Tanguay inaugure encore

Le président de Ameublements Tanguay, Maurice Tanguay,

inaugurera officiellement, ce midi, un tout nouveau centre de distribution sis au 7200, rue Armand-Viau, dans le parc industriel du même nom, à Québec. Un très grand centre de distribution de 192 000 pieds carrés qui permettra à cette entreprise régionale de rencontrer le défi des années 2000. Prochaine étape ? On parle d'un autre magasin dans la région du Saguenay.

Transport en commun

Le comité régional des usagers du transport en commun (CRUTEC) lance sa campagne de recrutement 1993. Cet organisme travaille à l'amélioration du service actuel en proposant des alternatives et en demeurant présent dans les dossiers du transport en commun dans la région. On peut en devenir membre pour seulement 10 \$ par année. Une assemblée générale est convoquée, tant pour les membres que pour les non-membres, le 25 février, à 19 h, au 910, de la Chevrotière. Pour plus d'informations, il faut composer le 648-1242

LE SOLEIL

Le Soleil

La Trois, dimanche, 28 mars 1993, p. A3

**Chez les adolescents néo-québécois
Le «De quoi j'ai l'air» nourrit l'angoisse des jeunes****Fournier, Lise**

Les adolescents néo-québécois qui fréquentent les polyvalentes craignent plus que tout d'être jugés par les autres. Le «De quoi j'ai l'air» est l'une de leurs grandes angoisses parce qu'en plus de traverser leur propre crise d'identité, ces jeunes ont à s'intégrer à une société culturellement différente.

Carlos Guevara, Suer Ali Abdorahman, Liane Ngo Mben ou Thao Cao les ont ressenties ces peurs et les ressentent encore. Leur différence, delangue ou de couleur de la peau, les distinguent de la masse. À l'école plus encore parce qu'ils se sentent jugés.

«Mais le racisme, moi, je le rencontre plus dans la rue qu'à l'école», avoue Carlos Guevara qui a émigré d'Amérique centrale (El Salvador) avec ses parents, il y a trois ans. Thao Cao d'origine vietnamienne, installée depuis dix ans à Québec, se considère vraiment québécoise. Et elle juge

ignorants ceux qui, à l'école, rient des différences. «Au fond, dit-elle, on est tous de la même race, seule la couleur change.» Thao est de la trempe des fonceuses, elle s'impose à l'école pour faire tomber les préjugés. Mais pour d'autres jeunes immigrants, la tâche est moins facile.

Hier, une dizaine d'adolescents néo-québécois participaient, à l'école Joseph-François-Perrault, au colloque organisé par le centre multiethnique de Québec dont le thème était l'école et les adolescents issus des communautés culturelles. Le forum animé par Michel Salmador Louis, président de l'Institut de recherche et de formation interculturelles visait à faire parler ces jeunes sur leur vécu quotidien.

Les ados dans leur franc-parler, parfois teinté d'accent québécois, ont exposé des problèmes concrets. Par exemple, Sue Ali Abdourahman, 13 ans, originaire de Madagascar, dit

avoir la trouille tous les matins avant d'aller en classe. «J'ai peur qu'on rit de moi.» Liliane Ngo Mben partage les mêmes angoisses. «J'ai peur à l'avance de la journée qui commence. De faire des gaffes, d'avoir à m'excuser...»

Toutefois vis-à-vis des professeurs, ils se disent à l'aise et généralement bien compris. Mais pour ce qui est du contenu des programmes, ces jeunes avaient des opinions très tranchées sur ce qui devrait être inclus et retiré. Ainsi Paula Mocanu qui a émigré de Roumanie n'a que faire des cours de morale et PFS «qui, ajoute-t-elle, ne servent à rien». Et la majorité ont réclamé qu'il y ait plus de cours d'anglais et plus d'anglais parlé en classe.

«Car pour nous c'est important d'apprendre l'anglais», de lancer Thao Cao.

LE SOLEIL

Le Soleil

Les Informations générales, lundi, 14 juin 1993, p. C11

**L'été des nouveaux Québécois
Vive l'été !****Illustration(s) :**

Vallières, Jean

C'est le cri du cœur qu'ont pu pousser hier une centaine d'immigrants venus célébrer sur les plaines d'Abraham le retour de la belle saison à l'invitation du Centre multiethnique de Québec. Le hasard fait bien les choses puisque cette demi-journée de fraternité entre nouveaux Québécois de toutes origines a été baignée de soleil. Parmi la centaine de personnes présentes, on remarquait surtout des Salvadoriens, des Africains, des Vietnamiens et une quinzaine de Bosniaques entourés, bien sûr, d'amis québécois. Les Bosniaques prennent des cours de français au COFI et commencent à bien se débrouiller. Ce salut à l'été marque le début d'un temps d'arrêt dans les activités du Centre multiethnique. Celles-ci reprendront avec une épluchette de blé d'Inde au domaine Maizerets, le 22 août.

LE SOLEIL

Le Soleil

Les Informations générales, jeudi, 6 octobre 1994, p. B4

Une place au soleil

Les efforts physiques**Champagne, Pierre**

C'est sous le thème Les dangers reliés aux efforts physiques que se tiendra le mercredi 19 octobre le colloque de la CSST, à l'Hôtel Québec de Sainte-Foy. Le discours d'ouverture sera prononcé par le nouveau président et chef des opérations de la CSST, M. André Magny. Renseignements : 839-2500.

Dances en ligne

Des pratiques de danses en ligne ont lieu tous les jeudis soirs, au Centre Bourassa de Charlesbourg. Renseignements : Sylvie Sanschagrin, 627-0218.

Lévis

La Joujouthèque de Lévis organise un marché aux puces d'articles pour enfants, le dimanche 23 octobre, à l'école Champagnat. Pour réserver les tables, il faut joindre Sylvie Bergeron au 833-5834 ou Ghislaine Lauzé au 833-9495.

Héli-bouffe

Denis Ancitil,

le gérant de la base de Québec des Hélicoptères Viking, une compagnie aérienne qui se spécialise dans les forfaits touristiques, propose aux Québécois deux aventures gastronomiques exceptionnelles à peu de frais. Un brunch au Mont-Tourbillon (photo ci-dessus) le dimanche ou un souper au restaurant

La Tanière, en soirée, du mercredi au dimanche. Dans les deux cas, on vous transporte au restaurant en hélicoptère et l'on vous ramène à la maison en limousine A-1 de Serge Ratté. Le pilote de l'hélicoptère en profitera, évidemment, pour vous faire faire un tour de la région. En ce temps-ci de l'année, la nature est généreuse en couleurs. C'est magnifique ! Il faut compter, pour le tour d'hélicoptère, le repas et le retour en limousine, 73,50 \$ par personne pour le repas à la Tanière (Viking paie 25 % du montant total de la facture de ce repas gastronomique) et 78,45 \$ pour le brunch. Un minimum de quatre personnes est cependant nécessaire pour que l'hélicoptère prenne le ciel. Dans le cas contraire, l'aventure n'est pas suffisamment rentable pour le propriétaire. Renseignements : Denis Ancitil, 871-2579

Festival du cerf-volant

Pour souligner l'Année internationale de la famille, les élèves en techniques de tourisme du collège Mérici invitent toute la population à sortir ses cerf-volants et à se joindre à eux, ce dimanche 9 octobre, de 10 h à 17 h, pour participer au premier Festival du cerf-volant de Québec, sur les plaines d'Abraham, à l'ouest du Musée du Québec. Cet événement est associé avec *One Sky One World*, un organisme qui favorise la paix dans le

monde par un vol symbolique dans plusieurs pays, le deuxième dimanche d'octobre. Sur place, volde cerfs-volants, atelier de fabrication pour enfants, exposition des plus beaux modèles, démonstration de voltige par des professionnels. Renseignements : Nadine Belleville, 877-9109.

Super bingo

Un super bingo, offrant une bourse de 5000 \$ pour venir en aide au club Kiwanis de Val-Bélair, est prévu, le 9 octobre, à 18 h 45, dans l'école Jules-Émond, au 1065, avenue de la Montagne Est, à Val-Bélair. Renseignements : Irénée Barbeau, alias Monsieur Bingo, 628-8941.

Naître ou ne pas naître

Le Centre Naître ou ne pas naître est un centre d'écoute téléphonique et d'aide à la femme enceinte vivant seule ou en couple. Tous les services sont gratuits. La présidente de la corporation, Pierrette Cantin, dit avoir aussi besoin de bénévoles. Renseignements : 683-8799.

Les accidents d'auto

La Formation continue de l'université Laval présentera, ce mardi 11 octobre, à 20 h, à l'auditorium du pavillon La Laurentienne, une conférence sur les accidents d'automobiles par le professeur Daniel Gardner, qui enseigne le droit des contrats et la

responsabilité civile. Renseignements : 656-3202.

Les paraplégiques

L'Association des paraplégiques du Québec lançait, il y a quelques jours, sa campagne annuelle de souscription auprès du milieu des affaires québécois. L'association s'est fixé un objectif de 100 000 \$ provenant de 250 entreprises. Ces sommes aideront les paraplégiques à relever le défi de l'autonomie. Cette photo a été prise lors du lancement de cette campagne. Dans l'ordre habituel : M. Pierre MacDonald, administrateur ; M. Richard Lupien, premier vice-président, Lévesque Beaubien Geoffrion inc. ; M. Pierre Beauchamp, vice-président de la Banque de Montréal ; M. Charles Charette, notaire, Lozeau & Charette ; M. Jocelyn Lozeau, président de l'Association des paraplégiques du Québec ; M. André Bellefeuille, premier vice-président de la Caisse centrale Desjardins ; Mme Jeanne Wojas, avocate, McCarthy Tétrault ;

M. Guy Larrivée, secrétaire-trésorier, Hector Larivée inc. ; et M. Georges Chartier, conseiller en placement, Lévesque Beaubien Geoffrion inc.

Patro Roc-Amadour

Mario Côté

du Patro Roc-Amadour informe la population que vous pouvez y inscrire vos enfants, en tout temps, pour aussi peu que 40 \$ pour la session automnale. Il suffit de se présenter à la réception du Patro, sur la 1re Avenue. La programmation automnale est adaptée aux différents groupes. Camping, natation, sorties éducatives, sports, ateliers de pastorales, etc. Renseignements : 529-4996.

Hutus et Tutsis

Le Centre multiethnique de Québec, 880, Père-Marquette, présente, ce soir à 19 h, une conférence sur les ethnies hutue et tutsie qui sont au coeur de l'actualité internationale depuis quelques mois. C'est gratuit.

Renseignements : Sylvie Dompierre ou Monique Levac, 697-9771.

Biddle et fille

Un spectacle très attendu sera présenté trois soirs consécutifs au Suro Danana, les 13, 14 et 15 octobre. Charlie Biddle père, qui fait vibrer depuis des années les cordes des Québécois avec sa contrebasse, sera accompagné de sa fille, Stéphanie Biddle. Repas gastronomique à 19 h 30 ; spectacle à 20 h 30. Coût, 50 \$. Renseignements : 692-1515.

Espace Nouvel-Âge

Le président de la Galerie du Meuble, M. Gilles Vaillancourt, offre, ce soir, un cocktail d'ouverture de ce tout nouveau concept exclusif La-Z-Boy qui a pour nom, à Québec, L'Espace Nouvel-Âge. La cérémonie d'ouverture débutera à 17 h, au 1215, boulevard Charest, en présence de M. Ian Douglas, vice-président marketing de Laz-A-Boy Canada, et de Mme Rita Lingwood, designer pour la même compagnie.

LE SOLEIL

Le Soleil

Les Informations générales, mercredi, 12 janvier 1994, p. A6

Les mots sont inutiles pour les orphelines bosniaques**Bouchard, Alain**

Sainte-Foy - Les mots, les langues étaient devenus complètement déphasés pour traduire l'énorme coup d'émotion qu'a vécue la réfugiée bosniaque Remzija Huskic, hier soir, à l'aéroport de Sainte-Foy, lorsqu'elle y a accueilli ses trois soeurs orphelines comme elle et à leur tour rescapées de guerre, un an plus tard.

Sainte-Foy - « J'sais pas quoi dire... », larmes, soupirs, le coeur qui cogne, « c'est pas vrai, je n'y crois pas... » Remzija Huskic, 23 ans, tentait tant bien que mal d'être gentille pour les journalistes et les caméras de télévision. Mais ce n'était même plus une question de langues; le bosniaque non plus ne suffisait pas. Tout était bloqué par en dedans. Et profondément bloqué.

Nevzeta, 27 ans, Mina, 17 ans et Fatima, 13 ans, sont arrivées de Zagreb en même temps qu'une quatrième réfugiée de 23 ans, Mirsada

Velic, impatientement attendue par son frère Salih Velic. Ce dernier avait été du premier contingent de Bosniaques arrivés à Québec, il y a un an, tout comme Remzija et son mari. La communauté de réfugiés de Bosnie-Herzegovine à Québec approche maintenant la centaine.

Contrairement aux premières informations transmises la veille par une instance d'immigration, les parents Huskic n'ont pas été tués à la guerre; la mère est morte il y a 10 ans et le père, en 1990; donc avant les combats armés. Mais un jeune frère de 17 ans a été tué par une grenade il y a un mois à peine, à Sarajevo.

Les quatre nouvelles arrivantes, qu'une trentaine d'autres réfugiés bosniaque s'étaient également donné la peine de venir accueillir à leur descente d'avion, sont parties coucher à Charlesbourg, chez leurs parents locaux. Et à compter de ce matin, elles étaient prises en mains par le

Centre multiethnique de Québec, comme c'est chaque fois le cas dans ces circonstances.

Mina Huskic a déclaré, par la voix d'un interprète, qu'elle était contente d'être là mais qu'elle espérait bien retourner un jour en Bosnie, un peu à la surprise des journalistes. « Il ne faut pas s'en étonner, a dit son compatriote Djemal Dadjic, arrivé 10 mois avant elle. C'est toujours le premier réflexe de vouloir d'abord retourner à nos racines. Jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que cela rimerait à bien peu de choses, puisque la guerre a complètement défiguré le pays d'origine tant aimé. »

Arrivée à Québec il y a seulement cinq mois, la fille de ce dernier, Lejla, 11 ans, vient de se classer cinquième en dictée française, en sixième année. Tandis que son fils de 9 ans, Enes, affichait hier soir un magistral oeil au beurre noir... résultat d'une rondelle de hockey.

LE SOLEIL

Le Soleil

La Trois, jeudi, 17 février 1994, p. A3

**La famille roumaine risque l'expulsion du pays
Les espoirs des Maraloï s'éteignent un à un****Fournier, Lise**

Les Maraloï était au bord du désespoir hier. Le couple roumain et ses deux fils se sont vus refuser une demande de sursis pour rester au pays. À bout de nerfs, Cracium et Marianna Maraloï, les yeux rougis, disent ne pas comprendre le refus de l'Immigration. « Est-ce une question d'argent ?... On ne le sait plus. »

« Pourtant, nous travaillons tous les deux, plaide le père Cracium. Nos enfants ont de bonnes notes à l'école. Nous payons des impôts et ne demandons rien à la société. » Depuis trois ans qu'ils sont ici, les Maraloï n'ont en effet reçu ni allocations familiales, ni assurance-maladie. Ils ne comptent que sur eux-mêmes. « Tout ce qu'on veut, laissent-ils tomber, c'est un avenir pour nos fils alors que la Roumanie représente une menace pour leur vie. »

Mais tout espoir n'est pas totalement perdu. Leur avocat Denis Gingras évoque la possibilité d'aller en appel sur une demande d'aide humanitaire qui a été rejetée, il y a une semaine à

peine. « Tout ce que j'attends, c'est la confirmation écrite des agents de l'Immigration. » Et comme ultime recours, Me Gingras n'écarte pas non plus une intervention du ministre de la Citoyenneté, Sergio Marchi, comme ça s'est produit dans le cas des Davidov. Toutefois le temps presse. Le délai de séjour des Maraloï est expiré depuis hier. Ce qui fait qu'une menace d'expulsion pèse sur la famille.

« Ils vont être tués »

Les déboires des Maraloï auprès de l'Immigration ont aussi mobilisé toute la communauté roumaine de Québec, qui compte quelque 500 membres. Le président de l'Association, Anton Florea, était à leurs côtés, hier. Pour lui, il ne fait pas de doute qu'ils vont être tués s'ils retournent là-bas. Il en donne pour preuve des coupures de journaux décrivant la mort mystérieuse de Roumains qui avaient été forcés de rentrer. « C'est encore la gang de Ceausescu qui mène là-bas, soutient M. Florea. Il n'y a pas de

démocratie, la Roumanie est dirigé par des bandits. »

Au centre multiethnique de Québec, Mme Hélène Foissy indique par ailleurs qu'il y a actuellement de nombreuses personnes dans la même situation que les Maraloï. « On nous demande régulièrement de l'information sauf que nos services, précise-t-elle, ne s'adressent qu'aux immigrants acceptés. » Mme Maraloï, elle, a dû fuir la Roumanie il y a trois ans, en demandant la permission de rendre visite à sa soeur au Canada. Depuis, la famille n'a eu de cesse de régulariser sa situation avec l'Immigration.

Pour Mme Foissy, cette famille, comme bien d'autres, se voit alors forcée d'emprunter le « réseau non officiel » pour immigrer. Cependant, elle croit que le gouvernement doit continuer d'étudier ces cas d'exception. « C'est une question d'humanité », dit-elle.

LE SOLEIL

Le Soleil

Québec et l'Est, jeudi, 24 mars 1994, p. B3

Une place au soleil

Club Richelieu**Champagne, Pierre**

Récemment, le Club Richelieu de Limoilou remettait une demi-douzaine de dons à six organismes de la région de Québec pour un montant total de plus de 32 000 \$. Preuve en est avec cette photographie qui est publiée aujourd'hui et sur laquelle on peut reconnaître, malgré une qualité médiocre, le Dr **Robert Delage** et M. **Léonce Girard**, tous deux de la Fondation Renaud Lemieux de l'hôpital du Saint-Sacrement ; M. **Marcel Poliquin**, président du Club Richelieu Limoilou ; M. **Claude Côté**, de la Fondation des pompiers du Québec pour les grands brûlés ; M. **Gaétan Marcoux** (en arrière) de la Fondation de la Maison de l'Espoir ; Mme **Liliane Girouard** de la Maison de la Famille D.V.S. ; M. **Pierre Maheux** du Projet Intervention Prostitution Québec ; et Mme **Cécile Béland** de l'Harmonie Jean-de-Brébeuf de l'école du même nom, à Limoilou.

Salon de la femme

Le Salon de la femme, repris en main par son créateur, le promoteur **Jean-Pierre Bertrand**, offre, durant toute la fin de semaine, 300 kiosques, des spectacles d'artistes renommés, des défilés de mode et une multitude de conseils à celles qui le visiteront. En effet, après deux ans d'absence, le Salon de la femme doit limiter sa visibilité à quatre jours seulement. La

bonne nouvelle c'est que le prix d'entrée a été fortement abaissé et qu'il ne faut plus déboursier que 3,50 \$ par personne pour assister aux spectacles ou visiter le salon. La mauvaise, c'est que contrairement à ce qui avait été préalablement annoncé, **Ginette Reno** ne sera pas présente durant toute la fin de semaine dans un kiosque pour vendre ses disques et ses cassettes.

Amitié à Vanier

Irène Savard

organise une soirée d'amitié avec « le plus de monde des paroisses voisines », le 2 avril à 20 h, au centre des loisirs de la rue Beaucage à Vanier. Mme Savard est une administratrice de la Fédération des clubs de l'âge d'or de la région de Québec. Information : 683-0139

Retrouvailles

Les finissantes et les finissants de l'année 1983-1984 de l'école secondaire de Donnacona sont invités à une soirée de retrouvailles, le 16 avril, dans le cafétéria de la « poly », dès 19 h. Pour renseignements : Lucie Nadeau, 285-0960 ou Louise Saint-Amand au 285-3849.

Beauport-Beaupré

C'est la présidente de la Chambre de commerce de Beauport-Côte-de-Beaupré, Mme Lisette Lepage, qui

inaugurera aujourd'hui au Carrefour Beauport, en compagnie du président d'honneur M. Viateur Devost, le 9e Salon de l'industrie et du commerce de la Chambre de commerce Beauport-Côte-de-Beaupré. Demain, le président de Quebecor, Pierre Péladeau, prononcera une allocution intitulée « La relance de l'économie ».

L'Irak à l'honneur

C'est un Irakien de naissance, M. **Muwafag Aboud Mubareka**, qui habite Edmundston au Nouveau-Brunswick depuis de nombreuses années, qui sera le conférencier invité du Centre Multiethnique de Québec, ce soir à 19 h au 880, rue Père-Marquette. Il entretiendra son auditoire sur l'histoire, l'économie et les traditions de ce pays.

Espagnol, flamenco

Le Centre bénévole de diffusion de l'information offrira, dès le 5 avril, des cours d'espagnol, d'anglais et de flamenco dont les profits serviront à soutenir les autres activités du Diffudi International. Il faut absolument s'inscrire demain (le 25) au 880, rue Père-Marquette, coin Belvédère, entre 9 h 30 et 20 h. Les prix sont très très concurrentiels. Renseignements : **Graciela Miguens**, 682-3617.

Avocats bénévoles

Samedi et dimanche, de 9 h à 17 h, l'Association du jeune barreau de Montréal, en collaboration avec Bell Québec, offrira sa clinique annuelle d'information juridique. Ceux et

celles qui désirent obtenir des informations sur le droit matrimonial, sur le nouveau code juridique ou sur quelque question que ce soit n'auront qu'à composer le numéro de téléphone

1-800-214-1011. C'est gratuit. L'an dernier, les avocats bénévoles du Jeune barreau de Montréal avaient ainsi répondu à plus d'un millier d'appels en deux jours.

LE SOLEIL

Le Soleil

Les Informations générales, jeudi, 26 mai 1994, p. A10

À Québec**La communauté bosniaque passerait de 90 à 300 réfugiés****Bouchard, Alain**

Un ambitieux projet d'aide humanitaire pourrait faire passer la communauté bosniaque de Québec de 90 à presque 300 personnes.

Après les conjoints et les enfants des réfugiés de l'ex-Yougoslavie installés dans la capitale, voilà qu'il est maintenant question d'y faire venir aussi leurs pères, leurs mères, leurs frères, leurs soeurs, leurs neveux et leurs nièces.

Le projet est conjointement piloté par L'Aide médicale internationale à l'enfance (L'AMIE) et le Centre multiethnique de Québec. Les ministères fédéral et provincial concernés auraient donné leur accord de principe.

« Nous demandons que les parents de nos réfugiés encore coincés un peu partout dans les méandres de cette guerre soient sélectionnés en priorité comme immigrants du Canada et du Québec », explique Mme Andrée Juneau, de L'Amie. Elle estime le lot à quelque 200 personnes.

Mme Juneau est consciente de la grogne que le projet pourrait soulever, compte tenu de l'effet de ressac anti-immigration actuellement propagé au pays sous le prétexte d'une économie en difficulté. Mais elle se dit convaincue de ses arguments et pense pouvoir convaincre les autres.

« Notre fort taux de dénatalité nous prépare des problèmes de subsistance importants, soutient-elle. Pourquoi pas, alors, faire coïncider des solutions démographiques avec des motifs humanitaires ? »

La responsable de l'immigration à L'Amie était d'ailleurs en train, hier, de préparer une réponse au récent dossier du magazine *L'actualité* sur l'immigration canadienne. Il y est dit que le Canada est une passoire à faux réfugiés ; que les immigrants coûtent souvent très cher sans nécessairement apporter beaucoup en retour ; et que c'est ici que se ramassent souvent des fraudeurs bloqués un peu partout ailleurs en Occident.

Mme Juneau ne conteste pas tout en bloc. Mais elle tient à y apporter au moins les nuances relatives à ses propres dossiers, dont celui, bien sûr, de la Bosnie-Herzégovine.

Zehra arrive

À propos de Bosniaques, Zehra Ticevic et ses deux enfants sont finalement entrés au Canada le 4 mai dernier, pour y retrouver le père Enes, après 18 mois de séparation et d'épuisantes démarches qui ont souvent frôlé le désespoir.

La famille d'Enes Ticevic est venue rejoindre ce dernier à Vancouver. Il y était allé retrouver sa soeur Fehda en septembre 1993, après avoir d'abord mis le pied à terre à Québec, l'hiver précédent, en même temps que 40 autres réfugiés bosniaques. Il a maintenant un emploi en Colombie-Britannique, et tout indique qu'il en deviendra un citoyen permanent.

LE SOLEIL

Le Soleil

La Capitale et ses régions, lundi, 29 mai 1995, p. A4

Coup d'oeil sur les régions

Québec

Le Centre multiethnique fête ses 35 ans

Ils sont venus d'Europe, d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. Ils étaient boat people, réfugiés politiques ou simples immigrants en quête d'un ailleurs meilleur. Depuis 1960, le Centre multiethnique de Québec leur offre des services d'accueil. En fin de semaine, l'organisme, fondé sous le nom de la Fraternité canadienne de Québec, a célébré ses 35 ans. Parmi les activités de la dernière journée, une kermesse gastronomique. Samedi, le centre a tenu des kiosques près du Jardin Saint-Roch, comme l'indique notre photo. M.C.

LA PRESSE

La Presse

Politique, vendredi, 8 novembre 1996, p. B1

L'express politique

Prix interculturels

Berger, François

Le ministre québécois des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, André Boisclair, a décerné hier soir les prix du rapprochement interculturel destinés à souligner les efforts d'intégration des immigrants. Trinh Kiet Ngo, Vietnamien d'origine, a reçu le prix du développement régional pour ses activités dans la région de Sherbrooke. Les autres lauréats sont le Centre multiethnique de Québec, la commission scolaire Sainte-Croix, la plus multiethnique des commissions scolaires, la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain qui a multiplié par huit le nombre de ses membres provenant des minorités, et la série d'émissions M'aimes-tu? de Radio-Canada.

LE DEVOIR

Le Devoir

Les Actualités, vendredi, 8 novembre 1996, p. A2

En bref...

Semaine interculturelle

Question de souligner le début de la Semaine interculturelle nationale, le ministère des Relations avec les citoyens a décerné hier les prix du rapprochement interculturel 1996. Ainsi, le Centre multiethnique de Québec inc. a été récompensé (catégorie: organismes communautaires et de rapprochement). Il en va de même pour M. Trinh Kiet Ngo (développement régional), la Commission scolaire Sainte-Croix (organismes publics et parapublics), la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain (milieu des affaires) et la série M'aimes-tu?, produite par Idéacom international (communications). L'édition 1996 de ces prix avait pour objectif de «souligner les efforts de rapprochement entre les citoyens du Québec»

13 DECEMBRE 1998 www.lesoleil.com

De toutes les couleurs !



LE SOLEIL - JACQUES BOUQUIN

La 35^e Fête du Premier Noël à Québec avait une couleur toute spéciale cette année, alors que les réfugiés et immigrants arrivés au Québec en 1998 pouvaient s'asseoir sur les genoux d'un père Noël... noir ! L'activité était organisée au COFI par le Centre multiculturel de Québec. Des petits réfugiés venant d'ex-Yougoslavie, d'Afghanistan, du Rwanda, et de l'Irak ont également reçu leur premier cadeau en terre québécoise.

LE SOLEIL

Le Soleil

Arts et spectacles, samedi, 21 février 1998, p. D8

Arts visuels

Le ballet mécanique**Youri Boumajkov au Centre d'art multiethnique****Quine, Dany**

Rarement avons-nous l'occasion de voir en nos murs le travail d'artistes provenant de Russie. Or, la nouvelle galerie d'art du Centre multiethnique de Québec présente quelques peintures étonnamment énergiques de Youri Boumajkov, immigrant de Tchétchénie qui habite ici depuis deux ans.

Ouverte depuis le mois de novembre, la galerie du Centre multiethnique prolonge en quelque sorte la mission de l'organisme en encourageant notamment l'intégration d'artistes étrangers au milieu des arts de notre région. Cherchant d'abord à faire connaître le travail des créateurs immigrants, le centre n'impose aucune orientation, comme en témoigne d'ailleurs la diversité des expositions présentées.

Évidemment, ce centre n'offre pas le cadre idéal pour mettre en valeur les pièces exposées. Difficile, en effet, d'apprécier des créations accrochées au bas de panneaux amovibles et disposées à proximité de tables recouvertes de nappes à carreaux (il faut signaler que la galerie fait aussi office de cafétéria...).

Heureusement, les cinq pièces présentées par Youri Boumajkov imposent leur présence et font oublier le décor ingrat. Les tableaux de ce diplômé de l'Académie des Beaux-

Arts de Saint-Petersbourg en surprendront plusieurs. Je fus particulièrement séduit par le dynamisme et le caractère inusité de sa peinture qui, malgré ses emprunts à l'avant-garde russe de l'entre-deux-guerres, demeure personnelle.

Outre une composition à la Fernand Léger et une nature morte très animée, constituée de curieux objets et instruments de musique disposés derrière une sorte d'écran en damier, il nous offre trois acryliques étonnantes de complexité et de dynamisme. S'inscrivant dans une série intitulée « Ascension », ses pièces se révèlent comme des emblèmes mécaniques où l'équilibre imposé par la symétrie est confronté à un apparent désordre lié à l'abondance des éléments.

« Je travaille rapidement à partir d'esquisses rudimentaires », précise l'artiste dont l'accent et l'allure slave ne laissent planer aucun doute sur ses origines. « Je peins donc directement sur la toile en me laissant guider par mon intuition et mes sentiments. »

« Il ne faut pas chercher dans mon travail des références à la politique », insiste par ailleurs Boumajkov. Ce réfugié de la guerre de Tchétchénie réalise néanmoins des oeuvres chargées d'une tension toute martiale. Les ballets mécaniques qu'il

chorégraphie avec ses pinceaux portent ainsi les stigmates d'une sourde agressivité.

Lorsque je questionne l'artiste sur le caractère fortement mécanique de son imagerie, une réponse empreinte de poésie et de spiritualité se fait entendre. « Notre vie est mécanique... Le coeur est une grande machine qui évolue dans la nuit. Avec mon art, je cherche le chemin qui mène à la lumière... »

Grabados & Gravuras

Puisqu'il est question d'art étranger, je m'en voudrais de ne pas écrire quelques lignes sur l'exceptionnelle exposition d'estampes présentée à la salle d'exposition du Pavillon Alphonse-Desjardins de l'université Laval. Dommage que cet événement prenne fin aujourd'hui ; il est rare de retrouver en un seul lieu les travaux d'artistes provenant à la fois d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, de Cuba, d'Équateur, du Mexique, du Paraguay, de Porto Rico et d'Uruguay.

Il faut donc se précipiter vers cette exposition qui se distingue par sa remarquable qualité d'ensemble. Regroupant 27 créateurs, dont plusieurs sont réputés dans leurs pays, *Grabados & Gravuras* permet d'avoir

un bon aperçu de la gravure latino-américaine.

Ici, l'excellence de la technique étaye l'imaginaire. Parmi les dizaines d'oeuvres exposées, les eaux-fortes étrangement brillantes de Néstor Millan (Porto Rico), les gravures abstraites inusitées de Graciela Zar (Argentine) et les lithographies réjouissantes de Miriam Tolpolar (Brésil) me sont apparues particulièrement intéressantes.

Marcel Jean et David Naylor

Dans un registre tout à fait différent, les professeurs Marcel Jean

(récipiendaire du dernier prix Reconnaissance Videre) et David Naylor occupent conjointement la galerie des arts visuels de l'université Laval avec deux expositions qui paraissent se fondre en une seule. Les jeux de matières et de textures, les trompe-l'oeil et effets de surprise participent au discours sculptural du duo. Visiblement, ces deux créateurs s'entendent comme larrons en foire.

YOURI BOUMAJKOV. Peintures. Jusqu'au 27 février. Au Centre d'art multiethnique. Centre Multiethnique de Québec. 880, Père-Marquette (coin Belvédère), local 35 (2e étage),

Québec. Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 13h. **GRABADOS & GRAVURAS. Collectif latino-américain d'estampes.** Jusqu'au 21 février. Salle d'exposition du pavillon Alphonse-Desjardins, Cité universitaire, université Laval, Sainte-Foy. Ouvert aujourd'hui de 10 h à 17 h. **MARCEL JEAN & DAVID NAYLOR. Sculptures.** Jusqu'au 1er mars. À la galerie des arts visuels de l'université Laval. Édifice la Fabrique. 255, Boul. Charest Est, Québec. Ouvert du mercredi au vendredi de 9 h 30 à 16 h ainsi que les samedis et dimanches de 13 h à 16 h.

e 20 juin 1999

CARREFOUR

Chargé de l'accueil des Kosovars**Encore du boulot pour le centre multiethnique**

□ Mathieu Prud'homme

Le 7 juin dernier, 91 réfugiés du Kosovo étaient accueillis à Québec. D'ici le 21 juin, 340 personnes viendront s'installer dans la région. Cette vaste opération implique des efforts et une collaboration entre divers organismes d'ici. □

Pour Sylvie Dompierre, directrice au Centre multiethnique de Québec, l'opération se déroule comme prévu. «Notre principal mandat est de fournir l'aide nécessaire aux réfugiés pour la recherche d'un logement, de s'assurer de fournir une première épicerie, des vêtements et des meubles ainsi que d'accompagner les personnes lors de l'ouverture d'un compte de banque, notamment», a affirmé Mme Dompierre. De plus, le Centre multiethnique de Québec travaille en étroite collaboration avec certains organismes de la région, dont le CLSC Basse-Ville-Limoilou, la Croix-Rouge, le Centre international des femmes, la direction régionale du ministère des Relations avec les

citoyens et de l'Immigration, la Ville de Québec ainsi que le ministère de la Solidarité.

Selon Mme Dompierre, les Kosovars se désignent comme des réfugiés temporaires. La principale préoccupation de ces derniers, outre la langue, est de retourner au Kosovo pour renouer avec leur famille. «Tous les réfugiés rencontrés jusqu'à présent ont exprimé leur désir de repartir lorsque le calme sera revenu dans leur pays», a souligné Mme Dompierre.

Au CLSC Basse-Ville-Limoilou, une équipe formée de médecins, de travailleurs sociaux, de psychologues et d'infirmières veille au bien-être et à la santé des nouveaux arrivants. Pour



Photo: Ognjen Radosevic

Sylvie Dompierre, du Centre multiethnique.

Raymonde Pépin, chargée du comité d'accueil des réfugiés, ce n'est pas le travail qui manque. «Lors de l'arrivée des gens, une équipe de médecins et d'infirmières est chargée d'évaluer les dossiers médicaux de ces derniers, obtenus de Kingston, pour ensuite leur donner les soins requis. Ainsi, les médecins rencontrent sur place les réfugiés et peuvent procéder à une première intervention médicale», a déclaré Mme Pépin. Pour l'instant, la préoccupation du CLSC Basse-Ville-Limoilou demeure la santé des réfugiés. «Quant à l'intervention psychosociale, nous sommes présentement en phase exploratoire puisque les réfugiés sont arrivés depuis peu de temps. Il sera plus facile d'identifier les besoins de ces personnes au cours des prochaines semaines», a conclu Mme Pépin. □

LE SOLEIL

Le Soleil

La Une, mardi, 30 novembre 1999, p. A1

**Intégration des élèves réfugiés
La possible harmonie dans l'apparente dissonance****Bouchard, Alain**

Ce matin-là, à l'école Notre-Dame de Duberger, aux limites de Québec, Arian, Harris et Maxime construisent une maison cosmopolite internationale.

Maxime, le Québécois, étire dans un sens. Harris, le Bosnien, compacte dans l'autre. Et Arian, le Kosovar, travaille en miniature. Trois visions de la maison. Mais trois garçonnets du même âge, cinq ans, un jeu de blocs intemporel et universel, plus cette commune passion de construire. La possible harmonie dans... l'apparente dissonance.

"Notre vraie difficulté, explique au SOLEIL le directeur de l'école, Jacques Maheu, c'est la communication avec les parents. Pas avec les enfants."

Au nombre de ses 355 élèves de la maternelle à la sixième année, Notre-Dame compte six réfugiés de guerre kosovars et 11 bosniaques. Ces enfants venus d'ailleurs sont en tout 55 au primaire, et 23 au secondaire, dans l'ensemble des écoles de Québec. Mission: intégration.

"C'est enrichissant d'avoir ces jeunes-là avec nous, à cause de ce qu'ils ont vécu, dit l'éducatrice de la maternelle, Isabelle Fortin. Il faut savoir partir de ça."

Les bouts de chou sont très visuels; particulièrement à cinq ans. Le matériel multicolore proposé par

l'éducatrice a vite fait de mélanger aisément les tout petits. Et de les faire se parler. De sorte qu'Arian, arrivé à Québec en mai, parle déjà un français très fonctionnel, et qu'Harris, arrivé en août seulement, commence déjà à se débrouiller.

Ce qui, cependant, est un peu plus laborieux en cinquième, pour Helfete et Majilinda. "Possiblement parce qu'elles arrivent avec des apprentissages plus coulés, compte tenu de leur âge, dit Jacques Maheu. Et aussi parce qu'elles ont plus tendance à se comparer que les plus jeunes. Ce qui joue alors sur leur estime de soi."

Salade de fruits virtuelle

La grande obsession, le défi constant de l'école, c'est d'éviter que les jeunes immigrants fassent bande à part. Mais ce qui n'est pas toujours simple, malgré la meilleure volonté du monde. "Ne serait-ce, par exemple, qu'à cause de leur religion islamique", constate le directeur.

Ainsi, l'une des filles ne veut absolument pas mettre de culotte courte pour l'éducation physique. "Pour son père musulman, l'éducation physique des filles n'est pas importante, poursuit Maheu. Donc, pas de short pour l'enfant."

Il y a aussi les différences purement économiques. Ou climatiques. Des jeunes réfugiés arrivent à l'école avec

leur habit de neige, comme il se doit. Mais avec leur pyjama en dessous. Il faut patiemment leur enseigner que cet habit-là est conçu pour l'extérieur seulement. Et qu'ils doivent donc porter d'autres vêtements de jour à l'école.

"Mais pour ce qui est de l'uniformité, dit Jacques Maheu, on n'a pas plus de problèmes avec les musulmans qu'avec les enfants québécois de Témoins de Jéhovah."

Dans une autre aile de l'école, un Kosovar et deux Bosniaques concoctent une salade de fruits virtuelle en compagnie d'un petit Philippin immigrant indépendant. Ils découpent des fruits dans des circulaires d'épicerie, tout en apprenant leur nom français.

Deux jours plus tard, l'institutrice Ginette Messier va leur bander les yeux et leur faire toucher de vrais fruits, et aussi des légumes, dans une autre étape pédagogique. Non seulement ils devront les reconnaître, mais pouvoir les nommer aussi.

Une autre fois, ce sera ce que Mme Messier appelle la routine météo. Cette jeune femme est une professeure spécialisée qui s'occupe exclusivement des élèves immigrants. La commission scolaire de la Capitale ne se contente pas d'accueillir ces derniers dans ses classes régulières. Elle voit aussi à leur offrir des

séances d'intégration particulières, ajustables aux besoins de chacun.

Mine de rien, tout en douceur, Ginette Messier en profitera par exemple pour

faire comprendre les mesures d'hygiène élémentaires en vigueur dans leur nouveau pays. Quitte à remonter jusqu'aux parents, le cas

échéant, en collaboration avec le Centre multiethnique de Québec.

LE SOLEIL

Le Soleil

La Capitale et ses régions, jeudi, 3 juin 1999, p. A3

Les Kosovars s'installeront à Duberger, Limoilou, Beauport et Charlesbourg**Benjamin, Guy**

La région de Québec accueillera le plus fort contingent de réfugiés kosovars qui seront dirigés vers la province lors des trois prochaines semaines. Les victimes de la guerre des Balkans seront 340 à se diriger vers Québec, contre 300 à Montréal.

Un premier groupe de 91 Kosovars est attendu à Québec lundi, pour s'installer dans des logements dans les quartiers de Limoilou et Duberger, ainsi qu'à Beauport et Charlesbourg. Ces réfugiés proviendront de la base militaire de Kingston, où ils séjournent depuis deux ou trois semaines.

L'expertise d'organismes comme le Centre multiethnique de Québec et le Centre international des femmes de Québec contribue à faire de la région la terre d'accueil numéro un dans la province, avec 500 à 700 réfugiés par an. Pour le logement des familles qui arriveront lundi, le centre multiethnique a simplement puisé dans sa banque de logements et la liste des propriétaires qui ont l'habitude de loger les réfugiés, note Sylvie Dompierre, directrice de l'organisme.

Des réfugiés de l'Afghanistan, des Colombiens, des Kurdes, des Croates et des Bosniaques ont été reçus des dernières années dans la région. À chaque fois, le problème de la communication est omniprésent, mais il l'est un peu plus cette fois. Les réfugiés qui arriveront lundi parlent l'albanais. Seulement deux personnes de la région peuvent servir d'interprètes. Quatre autres viendront donc de la région de Montréal, puisque six est le nombre nécessaire pour répondre aux besoins. Il n'existerait dans la région qu'un seul dictionnaire albanais/français.

L'âge moyen des premiers réfugiés kosovars se situe entre 23 et 26 ans. Ce qui devrait faciliter leur intégration, croit Johanne Rhainds, du centre international des femmes.

Un deuxième groupe de 39 réfugiés arrivera à Québec le 14 juin, suivi de 105 autres réfugiés deux jours plus tard et d'un dernier groupe de 105 le 21 juin.

Les réfugiés kosovars suivront sensiblement le même parcours que tous les autres réfugiés, soit des cours

de français pour les adultes et des activités de loisirs pour les enfants durant l'été. Ce qui devrait bien les préparer à une intégration scolaire en septembre.

Les organismes se fient aussi aux Québécois pour participer à l'intégration des réfugiés. Les personnes qui désirent être jumelées à une famille kosovare doivent communiquer avec le 1-800-597-9077. Les dons en argent ou en biens seront reçus par la Croix-Rouge et l'Armée du salut.

Le gouvernement fédéral rembourse pendant deux ans la totalité des coûts engendrés par l'accueil des réfugiés, qui pourront, s'ils le désirent obtenir le statut de résident permanent. En arrivant au Québec, les réfugiés sont détenteurs d'un permis temporaire de travail. En attendant d'intégrer le marché du travail, ou de retourner dans leur pays une fois la paix rétablie, ils vivront de l'aide sociale et de la générosité des Québécois.

Le Canada a accepté de recevoir 5000 réfugiés kosovars, dont 1200 seront dirigés vers le Québec.

LE SOLEIL

Le Soleil

La Capitale et ses régions, vendredi, 4 juin 1999, p. A3

**Prêt pour les Kosovars
Martin Leroux a déjà accueilli des Bosniaques****Caouette, Marie**

Charlesbourg - Vingt-deux familles kosovares emménageront lundi soir dans 22 logements de quatre pièces et demi, fraîchement repeints, dans une dizaine d'immeubles voisins sur la 48e et la 49e Rue ouest, près de l'Atrium, à Charlesbourg.

Charlesbourg - Ce sera propre mais sans luxe à l'intérieur. Lorsqu'ils débarqueront de l'autobus en provenance de Kingston, dans lequel aura aussi pris place un bénévole de la Croix-Rouge, et pénétreront dans leur nouveau home, les réfugiés trouveront un mobilier de base, des lits et des commodes neufs, une table et des chaises usagées ainsi que des articles ménagers, fournis par le Centre multiethnique de Québec.

Les immeubles de ce quartier sont habités par des familles, de jeunes couples et des retraités, décrit Martin Leroux, gestionnaire de l'ensemble résidentiel construit il y a 25 ans par son père. Plusieurs locataires ont des liens de parenté, signale-t-il, et profitent de cette proximité pour se voisiner. Le Centre multiethnique a choisi de diriger plusieurs de ses protégés vers ce secteur pour la même raison, afin de faciliter leur adaptation, à son avis. «Ils vont pouvoir se visiter à pied et trouver les services essentiels tout près».

Situé près de l'autoroute Laurentienne, le quartier compte en effet deux garderies, une école primaire La Fourmilière, une épicerie et il est desservi par le transport en commun, énumère M. Leroux. Autre avantage intéressant en cette saison: une piscine est à la disposition des locataires.

Les employés des Immeubles Leroux, une entreprise familiale qui possède environ 200 logements dans ce secteur, s'affairaient hier aux ultimes préparatifs avant que le mobilier soit livré et que des sacs d'épicerie soient apportés dans la journée lundi. En plus d'une couche de peinture, les couvre-planchers et les lustres devaient être changés. «On peut livrer un logement en bon état en 24 ou 30 heures», en travaillant les soirs et les fins de semaine.

Chaque famille signera son bail, explique Martin Leroux, qui n'avait pas encore en mains un nombre suffisant de copies du bail-type. Chacune administrera son budget sous supervision du centre multiethnique.

Martin Leroux connaît ces détails puisque ce ne sont pas les premiers réfugiés qu'on lui envoie. Il a développé des contacts avec le Centre multiethnique depuis environ un an.

Deux familles colombiennes habitent ses immeubles; des réfugiés bosniaques ont aussi élu domicile dans des logements appartenant aux Leroux dans le quartier Duberger. En février, le centre lui avait demandé de conserver des logements libres en vue de l'arrivée prochaine de réfugiés du Kosovo.

M. Leroux n'a que des bons mots, «sympathiques, chaleureux», pour décrire ses locataires venus de l'étranger. Il rapporte qu'une Bosniaque échange des recettes avec le concierge de son immeuble. Il s'attend que «ça aille bien» avec les Kosovars. «Ces gens ont déjà perdu leur toit. Ils feront plus attention que nous, pour qui cela est un acquis».

Un porte-parole de la Croix-Rouge indiquait hier que l'organisme offrira aux réfugiés de rechercher les membres de leur famille perdus de vue au cours des derniers mois et peut-être, eux aussi, partis vers des pays d'accueil. Si les choses s'arrangent là-bas, ajoutait Yves Genest, la Croix-Rouge aura peut-être à organiser le retour dans leur pays...

LE SOLEIL

Le Soleil

La Capitale et ses régions, mardi, 8 juin 1999, p. A5

Après l'horreur, l'exode, les camps...un peu d'amitié!**Rheault, Ghislaine**

Trois fillettes portant des jolies robes imprimées d'un motif de drapeaux ont traversé la haie d'accueil. Un garçon transportait une guitare, un enfant serrait un Snoopy. Une vieille dame semblait exténuée; au total, 98 personnes, dont une femme enceinte qui va accoucher très bientôt. Ça fait donc 99.

Après la fuite, après les camps, après Kingston, après les séparations, après une longue route, ces 98 exilés, dont plusieurs jeunes, membres de familles nombreuses, allaient s'installer hier soir dans 22 logements de la région.

Certains y seront à l'étroit. Comme la famille des Rochelli qui compte huit personnes: six jeunes adultes, en plus des parents. Mais ils tiennent à rester ensemble.

C'est pourquoi ils ont préféré emménager dans un seul logement de cinq pièces et demie plutôt que de se diviser dans les deux quatre et demie qu'on leur offrait.

À la queue leu-leu

Hier, au Musée de la Civilisation, ces réfugiés ont défilé à la queue leu leu, dans un chassé-croisé de fonctionnaires, de bénévoles, de curieux. Ils ont serré les mains de dizaines d'inconnus, sous le regard inquisiteur des caméras, au milieu des madames et des monsieurs de la Croix-Rouge qui portent toujours ostensiblement leur emblème sur la noitrine.

Puis, tout à coup, au bout de la file, j'ai vu les visages sombres et fatigués de ces réfugiés d'illuminer au moment de recevoir l'accolade de Dominique Lachance et de Jose Lopez du centre multiethnique de Québec. Comme si après avoir traversé le désert, ils se trouvaient soudain en pays de connaissance. Car Jose et Dominique ont passé une semaine avec eux, au camp de Kingston.

ET moi qui ai la larme récalcitrante, je me suis surprise à avoir l'oeil embué, devant cette émotion inattendue et ce défilé presque surréaliste. Faut-il que les humains soient imbéciles pour provoquer pareils exodes. Mais je n'étais pas la seule à être émue. J'ai cru voir Sylvie Dompierre, directrice du centre multiethnique, qui doit en avoir l'habitude pourtant, essuyer une larme. J'imagine qu'on ne s'habitue pas au spectacle de l'exil, du déracinement.

Puis, les Kosovars ont écouté les discours en silence. Ils ont applaudi avec vigueur quand le ministre Robert Perreault a prononcé le mot Bienvenue en albanais. Après l'horreur, après la fuite, après les camps, un peu d'amitié, ce n'est pas de trop.

L'arrivée des Kosovars a remué des souvenirs pas très joyeux. J'ai retrouvé une photo publiée en avril 1974. Un homme et une femme au regard triste y apparaissent, en

compagnie de leurs trois filles. C'était au plus noir du règne de Pinochet, après l'assassinat de Salvador Allende.

Les Chiliens fuyaient leur pays où ils étaient en proie au régime militaire. Romualdo Retamal et sa famille avaient trouvé refuge ici, comme beaucoup de leurs compatriotes. D'autres s'étaient vus refuser le droit d'immigrer...

Je les avais rencontrés à la gare maritime Champlain où ils étaient confinés depuis des semaines. Deux membres du comité Québec-Chili avaient ameuté LE SOLEIL, outrés des procédés tatillons du ministère de la Main-d'oeuvre auquel ils se heurtaient. Les services étaient offerts au compte-gouttes.

Dans le temps, en pareil cas, l'administration improvisait. Depuis, elle a appris. La machine est mieux huilée. Presque trop. Et depuis, on a aussi appris à utiliser la loi pour mettre des réfugiés dehors quand ils ne répondent pas aux critères. Et quand on les retourne chez eux, ce n'est pas toujours proprement. Mais hier, l'heure était aux bons sentiments. Les Kosovars ont su nous émouvoir. Ils ont été reçus avec chaleur. Comme si nous avions toujours le coeur sur la main. Et pourtant! Québec, terre d'accueil...cela sonne parfois comme un slogan.

J'ai retrouvé aussi, un article daté de juin 1979, racontant l'exode de Ngo

Tram Lan, un exilé du Vietnam que j'avais rencontré à Saint-Georges de Beauce, parmi un groupe de 49 réfugiés, accueillis dans cette ville à l'époque de la fuite tragique des "boat people".

Pour tout bagage, lui qui possédait autrefois un commerce de vêtements, il avait emporté quelques chemises et des pantalons. Sa famille avait été dispersée au cours d'une fuite digne de Robinson Crusoe. Ils avaient abordé sur une île déserte, avant d'être secourus par bateau et amenés dans un camp de Malaisie.

Parmi ces réfugiés, il y avait aussi Luu van Hiem, un homme de 51 ans au langage fleuri. Et le quatuor des Cao, (Hoc Huy, Van Lam, Tri Quan et leur soeur Thi My.) Ils espéraient être un jour réunis avec leurs parents, leur frère et leur soeur restés au Vietnam.

L'arrivée des Kosovars, dont plusieurs des familles ont été dispersées, a remué tous souvenirs: ceux des Retamal, des Cao, de Ngo Tram Lan...Mais en marge de ces opérations d'accueil largement médiatisées, combien d'autres histoires tragiques n'ont jamais été racontées.

Celles des Kurdes, Afghans, Rwandais, Salvadoriens, Bosniaques, Irakiens, Colombiens, que le centre multiethnique a reçus ces dernières années et dont le passage a fait moins de bruit.

Tous ces réfugiés, victimes des conflits meurtriers. Tous ces exilés témoins de la difficulté des humains à partager le sol, la terre, la vie.

Et devant ces enfants assis sagement, qui retrouvaient le sourire, et ces adultes qui se sont mis à causer quand

on leur a apporté une assiette froide, je me suis demandé hier qui seraient les prochains.

De quel pays viendront-ils? De quel conflit absurde seront-ils à leur tour les victimes, quand le jeu meurtrier se sera calmé au Kosovo? Car il y en aura d'autres.

Pas besoin de Nostradamus pour le prédire. L'être humain étant irrationnel, irascible, immature, incapable de tirer de leçon des catastrophes, incapable de vivre en paix sur la planète bleue. Et c'est à désespérer qu'il ne l'apprenne jamais. Oui, il y en aura d'autres. Beaucoup d'autres.

GRheault@lesoleil.com

LE SOLEIL

Le Soleil

La Une, mardi, 8 juin 1999, p. A1

Bienvenue à Québec**Les Kosovars ne croient ni Milosevic, ni les nouvelles de paix possible****Bouchard, Alain**

"Nous ne croyons ni Milosevic ni les nouvelles qui parlent d'une entente de paix possible. Il n'y aura jamais la paix au Kosovo si l'OTAN ne s'empare pas de la situation."

Hasan Hyxin, 49 ans, est arrivé à Québec, hier, avec sa femme et ses quatre enfants, au nombre des 99 réfugiés kosovars qui venaient s'y installer après un séjour transitoire d'un mois à la base militaire de Kingston, en Ontario. Une fois achevée la cérémonie d'accueil protocolaire du gouvernement provincial, au Musée de la Civilisation, il acceptait de confier ses impressions à quelques journalistes, à l'aide d'un interprète.

"En arrivant au Canada, a poursuivi ce Kosovar de Pristina, nous ne pensions qu'à pouvoir retourner un jour dans notre pays. Mais nous commençons maintenant à changer d'idée, à mesure que nous découvrons vos gens et votre pays."

Ces réfugiés de guerre, dont la moyenne d'âge est aussi basse que 21 ans, s'étaient déjà attachés suffisamment à leurs accompagnateurs de Kingston pour verser plusieurs larmes, lors de la séparation, hier, a raconté Hasan Hyxin. Les 21 familles ont quitté la ville ontarienne à 9 h 30, à bord de trois autobus, pour en descendre au Vieux-Port de Québec un peu passé 16 h.

Les Kosovars étaient fatigués mais relativement souriants. Surtout les très nombreux enfants qui faisaient partie du contingent. Une famille en comptait six à elle seule. Et 15 étaient âgés de moins de sept ans.

"C'est peut-être finalement ce facteur jeunesse qui va peser le plus sur leur décision de repartir ou de devenir citoyens canadiens permanents, a confié l'interprète Idriz Ramadoni, de Québec. Certains vieux m'ont dit qu'ils retourneraient vivre dans une tente, même dans un Kosovo complètement dévasté. Mais plusieurs parents m'ont aussi dit qu'ils respecteraient plutôt le vœu de leurs enfants, en dernier ressort, du fait qu'ils n'entrevoient plus grand avenir là-bas."

Ramadoni, un Macédonien d'origine qui était jusqu'ici employé du restaurant Paris-Brest, fait partie de l'équipe de six traducteurs qu'a mobilisée le ministère de l'Immigration du Québec pour l'accueil des trois vagues de réfugiés de Québec. Il en reste encore 240 à venir d'ici le 21 juin. Et pour tout le Québec, le total sera alors de 2400.

Courte échelle et fleur d'iris

Les 99 réfugiés avaient pratiquement tous appris à dire bonjour en français, lorsqu'ils ont serré la main du ministre Robert Perreault, sur le trottoir du Musée de la Civilisation.

Et ce dernier leur rendait la pareille en leur souhaitant la bienvenue dans son meilleur albanais possible: quelque chose qui devrait sonner comme "mi se erdhet", a expliqué l'interprète Ramadoni.

Après avoir distribué des petits livres des Éditions québécoises La Courte échelle aux enfants, le ministre de l'Immigration et des Relations avec les citoyens a souhaité que les nouveaux arrivants n'importent pas leurs conflits locaux avec eux, au Canada. Il a également souhaité qu'ils décident de devenir Québécois pour de bon. Mais tout en insistant cependant pour dire qu'il respecterait tout à fait leur décision de repartir un jour.

Les réfugiés ont été assis, dans le grand hall du musée, autour de tables ornées chacune de la fleur d'iris emblème du Québec -non, ce n'est plus le lys- et d'abondants plateaux de fruits variés. Le souper leur fut ensuite servi, avant qu'ils soient dirigés vers une aire de formalités à remplir, telle la signature de leur bail, pour prendre après coup la direction de leur nouveau logement de Québec, Beauport ou Charlesbourg, aidés de bénévoles du Centre multiethnique de Québec.

Les tout premiers Kosovars à prendre possession de leur logis ont été les deux frères Agron et Bujar Avdyln, situés quelque part dans la vingtaine.

C'était dans une résidence multifamiliale de la 50e Rue ouest, pas très loin de l'Atrium.

De la nourriture fraîche y avait précédemment été apportée, en matinée. Et un bataillon de bénévoles de la Croix-Rouge, de l'Armée du

Salut, du Centre multiethnique et de l'Aide médicale internationale à l'enfance (AMIE) continuaient de veiller à la bonne marche de cet accueil massif plutôt exceptionnel. Le dernier comparable remontait à 1991, pour l'arrivée de réfugiés bosniaques.

Idriz Ramadoni a indiqué que durant son séjour à Kingston, un musicien du groupe des nouveaux réfugiés kosovars avait composé une chanson dédiée au Canada, en remerciement de son hospitalité politique.

LE SOLEIL

Le Soleil

La Une, mercredi, 9 juin 1999, p. A1

«Il m'a adoptée»**Manon Vallée paye une gardienne pour pouvoir s'occuper de Ramazan****Bouchard, Alain**

Manon Vallée, mère de trois jeunes enfants, a payé une gardienne, hier, pour pouvoir s'occuper du petit Ramazan et de sa famille kosovar.

«Il m'a adoptée», a-t-elle confié au SOLEIL, lors du magasinage chez Assh. «Il n'est plus question de le laisser tomber», a ajouté cette femme de Sillery, absolument touchante de tendresse et d'affection. Le petit Ramazan Desku, deux ans, la tenait par le cou et lui faisait de gros bécots, comme à sa propre mère, au moment où elle témoignait de son expérience.

Manon Vallée s'est rendue préparer le logement de la famille Desku, dans la journée de lundi, en fonction de l'arrivée prévue en début de soirée. «C'était un peu comme adopter un enfant, raconte-t-elle, remplie d'émotion. Je n'avais jamais vu ces gens. Mais je me suis attachée à eux, avant même qu'ils arrivent.»

Cette femme n'avait pas une mince tâche devant elle. Elle a «hérité» d'une mère seule avec cinq enfants, et dont les trois frères aînés sont restés là-bas à faire la guerre. Angoisse, inquiétude, espoir, désespoir. Déroute aussi. C'est beau le Canada, c'est beau le Québec. Mais ces gens-là ont été passablement bousculés, ces derniers temps.

«Je voulais absolument contribuer, dit Manon Vallée. Je me considère chanceuse de pouvoir faire quelque chose pour ces réfugiés.»

Elle a accompagné les Desku à leur logis de Duberger, lundi soir. Elle a alors découvert tout le choc que vivaient ces réfugiés provenant de la profonde campagne kosovare. Ils ne savaient même ce qu'était un commutateur électrique.

Cette Silleroise est l'une des précieuses accompagnatrices

bénévoles rattachées au Centre multiethnique de Québec. Elle jure de s'occuper de «sa gang» du début à la fin.

Elle se dit peinée d'avoir entendu des Québécois dire, hier matin, à la radio, que le gouvernement ne devrait pas dépenser d'argent pour aider des gens qui deviendront un fardeau pour notre société. «Regardez cette femme et ses enfants! Pensez-vous qu'elle a choisi d'être ici, aujourd'hui, à dépenser notre argent? Pensez-vous qu'elle n'aimerait pas mieux être paisiblement là-bas, avec tous les siens?»

Manon Vallée s'était minutieusement appliquée à apprendre à dire «bonne nuit» en albanais, pour pouvoir prendre congé des Desku dans leur langue, lundi soir. Le moment venu, elle avait tout oublié. «Trop bouleversée», dit-elle.

LE SOLEIL

Le Soleil

Le Monde Magazine, jeudi, 10 juin 1999, p. C1

**Ces Kosovars venus d'ailleurs
De grandes familles... sans boîte vocale****Bouchard, Alain**

La petite Arbenita, six ou sept ans, a un grand carton rose attaché au cou, sur lequel est inscrit le chiffre 3. Pourquoi trois? Parce qu'elle était dans le dernier des trois autobus qui amenaient les réfugiés kosovars de Kingston à Québec, lundi. «Nous prenons tous les moyens pour ne pas nous-mêmes les égarer, et aussi pour qu'ils puissent se retrouver entre eux», indique un responsable au SOLEIL.

La fillette a donc son numéro au cou, et cela en plus de la carte d'identité blanche plastifiée que porte chaque Kosovar au même endroit. Mardi, chez Assh, puis à la caisse pop un peu plus tard, tous la portaient toujours. Et tous vont la porter encore un bon bout de temps, lors de sorties extérieures.

Voilà des gens qui non seulement ne parlent pas la langue de leur pays d'accueil, mais qui, en plus, viennent souvent de tout petits villages reculés du Kosovo; donc des gens qui n'ont pas beaucoup l'habitude de la grande ville. Et voilà des gens, en plus, qui sont bouleversés, souvent traumatisés, et fort déroutés de ce qui leur arrive.

Mais des gens qui semblent avoir développé une capacité de résignation peu commune; de sorte que ce n'est pas une attente d'une heure à la caisse qui va les débobiner. Et des gens, aussi, qui esquissent facilement un sourire, dès que l'on daigne s'adresser

à eux. LE SOLEIL les a suivis à la trace, mardi, à l'aide du Bosnien Zehbija Gogalic, lui-même réfugié au Québec depuis 1995, et de son neveu kosovar Amer Muhadjeri, arrivé il y a trois semaines, qui traduisaient du français au bosnien à l'albanais.

«Pourquoi on est si gentils? rétorque Hasan Hyseni, quand on lui pose la question de la tolérance. Mais parce qu'on a vécu les affres de la guerre. Et que vous êtes vous-mêmes très gentils de nous accueillir ici.»

Pas le choix de retourner

Celui-là, par exception, lit le français, en baragouine quelques mots, et devrait pouvoir s'y débrouiller dans quelques mois.

Lui, il est avec tout son monde. Donc, l'exil, à la limite, n'est pas la catastrophe totale.

Mais c'est fort différent dans le clan des Avdyli, l'un des plus gros de ce premier contingent de réfugiés - d'autres suivront bientôt. Enver, le chef, a sa femme et ses trois jeunes enfants avec lui. Mais il encadre aussi ses quatre neveux plus âgés, deux paires de frères cousins, dont les pères et mères sont restés en Macédoine, après la fuite forcée du Kosovo.

«Ce qui fait que pour nous, la question de l'avenir ne se pose même pas, dit Agron Avdyli. Nous devons et

nous allons retourner là-bas, retrouver nos parents.»

La famille kosovare, règle générale, a le même poids physique et moral que celle du Québec des années 50 et 60. De nombreux enfants: cinq, six, sept. Et le clan qui reste tricoté serré, à la maison paternelle même. Ou, sinon, tout proche, autour. Même quand les enfants ont 25, 30 ans, et davantage.

Le mariage est sacré, au Kosovo. Comme la religion, règle générale. Les réfugiés de lundi sont non seulement des musulmans, mais des musulmans pratiquants. Il fallait voir, mardi midi, la serveuse du casse-croûte du Zone Café devoir s'affairer à retirer systématiquement les tranches de jambon de deux panini, parce que les musulmans ne mangent pas de porc. Pour la liturgie, ils pourront se rabattre sur le centre islamique de l'Université Laval.

Que faisaient, là-bas, les cousins Avdyli, qui ont autour de la vingtaine? «Moi, raconte l'un d'eux, j'avais un parent allemand qui m'envoyait de l'argent de temps en temps». Il faut savoir que les mariages interculturels sont très fréquents, dans ce coin du monde.

Incertitude continue

«Mais, voyez-vous, reprend un autre cousin, il faut comprendre que la guerre dure plus ou moins depuis deux ans, au Kosovo. Et que même

avant, c'était l'incertitude presque continuelle. De sorte que tout était arrangé au jour le jour. Rien ne prenait jamais la forme de projet à long terme.»

L'école, par exemple, était quelque chose de compliqué. Beaucoup des nouveaux réfugiés ont à peine franchi le niveau élémentaire.

C'est le cas des soeurs Sylejmoni, qui ont 24 et 19 ans, et qui avaient l'intention de rester au sein de leur famille encore longtemps. Quand on leur parle des nombreuses dépêches de presse nord-américaines selon lesquels des paramilitaires serbes auraient enlevé et violé plusieurs jeunes femmes, Vohide laisse tomber: «C'est même pour ça que nous sommes rendues ici, au Canada. C'est parce que nous avons peur.»

Hysen Huseni, qui a étudié pour être vendeur, mais qui est devenu peintre et plombier, habitait avec ses quatre enfants, en banlieue de Pristina, la capitale du Kosovo. La famille s'est enfuie par les fenêtres de la maison, quand sont débarqués les soldats serbes chargés du nettoyage ethnique.

- Avez-vous eu peur de mourir?

«Cette peur faisait intégralement partie de nous, vous savez....»

Nous sommes d'autant plus à l'aise de poser ces questions que les réfugiés nous affirment n'avoir aucune

objection à parler de leur guerre et de leurs souffrances. Contrairement, par exemple, à ce que répétaient sans cesse certains interprètes et fonctionnaires du gouvernement provincial, lors de l'accueil protocolaire du Musée de la Civilisation, lundi.

Il y a de fait deux attitudes très tranchées, sur ce rapport médias-réfugiés, entre le ministère de l'Immigration et les organismes communautaires d'aide aux immigrants, tel le Centre multiethnique de Québec, par exemple. Les fonctionnaires ont plutôt tendance à tenir les journalistes à distance. Tandis que les autres favorisent pratiquement le méli-mélo, en se disant que c'est une excellente façon d'amorcer l'intégration.

Thé, pain, agneau

Mais, une fois les caméras parties, la vraie vie aura à peine commencé.

Non seulement les Kosovars ne connaissent pas le français, mais ils ne connaissent pas non plus les boîtes vocales. Ni les robinets de douche, pour la plupart. Ni tous ces gadgets électroniques qui polluent nos vies sans même que nous en ayons encore conscience. À la caisse Saint-Malo, mardi, un réfugié s'adosse tranquillement au mur. Un ascenseur le fait sursauter en ouvrant subitement ses portes à côté de lui. Il venait

d'appuyer involontairement sur le bouton d'appel.

Le Kosovar qui va finalement pouvoir obtenir la communication, par téléphone, avec le parent abandonné là-bas, aura tendance, sous le coup de l'émotion, à parler, parler et parler. Attention à la facture! avertit Gogalic. «Je connais des réfugiés qui, le premier mois, se sont ramassés avec un compte de 400 \$ et plus.»

La boisson nationale du Kosovar est le thé.

Le Kosovar mange beaucoup de pain. L'un de ses plats préférés est le pita fourré de viande et légumes... porc exclus, bien entendu.

Le Kosovar mange beaucoup d'agneau.

L'homme kosovar cuisine très rarement. Comme au Québec, autrefois.

Le foot, appelé ici soccer, est le sport le plus pratiqué par les Kosovars. Par les gars s'entend. Les filles font très peu de sport. Comme au Québec, autrefois.

Les enfants kosovars écoutent leurs parents.

Comme au Québec, autrefois...

ABouchard@lesoleil.com

LE SOLEIL

Le Soleil

La Une, vendredi, 19 novembre 1999, p. A1

**Des Kosovars filent à l'anglaise en Ontario
Les groupes d'accueil québécois choqués de s'être défoncés pour rien****Bouchard, Alain**

Plusieurs réfugiés kosovars du Québec, dont au moins deux familles nombreuses de Québec, ont filé en Ontario à l'anglaise, cet automne, dans un chassé-croisé interprovincial qui a choqué les organismes d'aide aux immigrants de la Belle Province.

"On se défonce pour les accueillir et les aider, puis voilà qu'on se les fait pratiquement enlever sous nos yeux!" peste la directrice du Centre multiethnique de Québec (CMQ), Sylvie Dompierre, ordinairement réputée pour son indéfectible réserve.

Le déménagement en Ontario de 12 Kosovars de Duberger, en septembre, a même opposé l'Armée du Salut de Toronto à sa filiale de Québec, dans une rare discorde du genre à survenir au Canada. Elle concernait les familles d'Hasan Hyseni et de son frère Hysen, qui comptent six personnes chacune.

À l'insistance de gens qui les avaient côtoyés durant plusieurs semaines sur la base militaire de London, avant leur départ pour Québec, l'Armée du Salut de Toronto est venue déménager les Hyseni depuis les appartements de la Presqu'île, à Duberger, au grand dam de Claude Duquette, patron régional de l'organisme de charité.

"Toronto a payé tous les frais, raconte Duquette au SOLEIL. L'Armée du Salut de là-bas a non seulement fourni les camions et offert des habitations à

rabais aux Hyseni, mais elle a en plus défrayé les trois mois de loyer inhérents à un bris de bail, afin de calmer la colère du propriétaire des immeubles concernés. C'en est insultant!"

Des SSS vers le Kosovo

Il est difficile de savoir exactement combien, mais des Kosovars de Montréal ont aussi déguerpi en Ontario, confirme la présidente de la Table de concertation québécoise des organismes au service des personnes réfugiées. "Des gens de l'Ontario ont joué sur le fait que leurs méthodes d'accueil sont différentes, de manière à laisser croire aux Kosovars qu'ils obtiendraient plus là-bas, dit Rivka Auginfeld. Ce qui va s'avérer une illusion, à court terme."

Le fait est que pour sa part, Hasan Hyseni, juriste de formation, aurait déniché un emploi à Toronto, indiquent des réfugiés de Québec. Alors qu'il était toujours assisté social, cinq mois après son arrivée à Duberger. La langue ne serait pas étrangère non plus à ces déménagements, disent ces mêmes réfugiés, sous le couvert de l'anonymat.

Ce qui choque les organismes d'accueil du Québec, ce n'est pas tellement de voir les Kosovars choisir, un bon matin, d'aller s'installer ailleurs au Canada. C'est

plutôt de les avoir assistés corps et âme, en lançant notamment de pressants appels à la charité publique.

"Les réfugiés d'ici ont été reçus comme ce n'est pas possible, déclare Claude Duquette. Et ils le sont encore aujourd'hui. Certains continuent de venir assidûment à l'Armée du Salut se stocker de nourriture et de biens personnels. Certains d'entre eux envoient leur argent d'aide sociale à leurs parents du Kosovo et viennent ensuite s'approvisionner gratuitement chez nous. Au point tel que notre clientèle ordinaire commence à s'en plaindre de plus en plus ouvertement."

Entre l'arbre et l'écorce

Sylvie Dompierre, du CMQ, ne voudrait pas que les Kosovars soient spécialement pointés du doigt pour cette pratique et s'empresse ainsi de préciser que tous les réfugiés politiques de Québec ou d'ailleurs essaient d'envoyer de l'argent à leurs proches restés chez eux dans l'indigence. Ce qui lui paraît tout à fait compréhensible, insiste-t-elle. "Mais là où ça devient peut-être questionnable, poursuit Mme Dompierre, c'est lorsque cet argent provient de l'aide sociale qui leur est versée pour pouvoir suffire à leurs propres besoins à eux."

Claude Duquette, de l'Armée du Salut, dit avoir eu le doigt entre l'arbre et l'écorce, dans cette affaire. "D'une

part, explique-t-il, je ne peux en vouloir à mes collègues ontariens de tout faire pour aider les immigrants qui décident de s'installer chez eux. Et d'autre part, l'Armée du Salut de Toronto nous fournit 500 000 \$ du budget annuel de 3 millions \$ que nous administrons, à Québec."

Pour tout le Canada, ce budget approcherait 100 millions \$, selon Duquette.

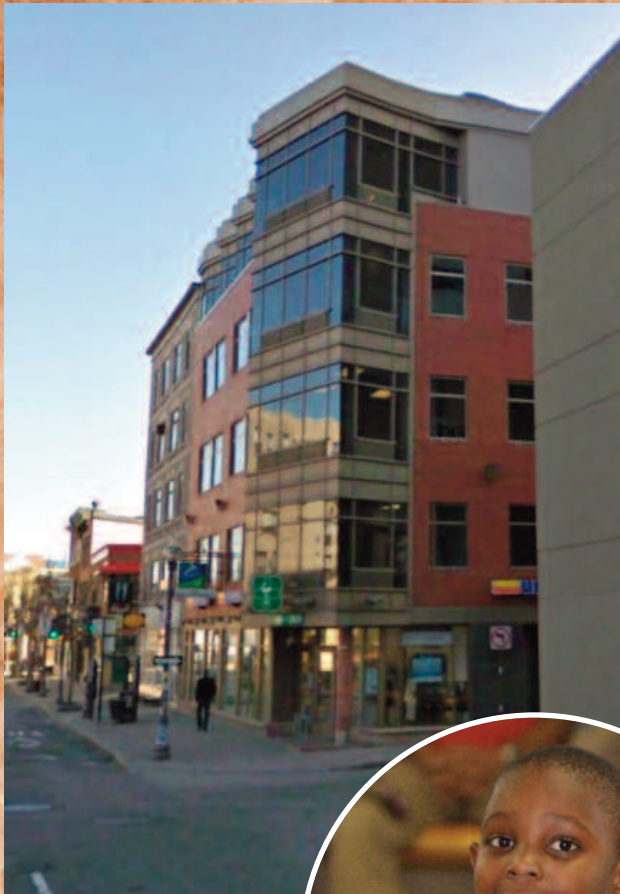
Le directeur général des services d'immigration du Québec, Pierre-Paul

Clermont, dit comprendre la déception des groupes d'accueil québécois, mais insiste sur le fait qu'il faille être capable d'accueillir les réfugiés comme ils sont et d'en respecter le cheminement final.

Une centaine de Kosovars d'abord établis au Québec ont par la suite migré vers d'autres provinces canadiennes, indique le haut fonctionnaire du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Mais en revanche, dit

M. Clermont, un certain nombre aurait parcouru le chemin contraire.

"Cette mouvance survient chaque fois que nous accueillons des vagues de réfugiés, affirme-t-il. Et elle repose beaucoup moins sur la barrière linguistique que sur la réunification de familles et que sur de vieilles amitiés tissées au fil du temps et des déplacements."



Le CMQ rue de la Couronne



Le CMQ quitte les locaux dans lesquels il est depuis 20 ans, rue Père Marquette, pour s'installer rue de la Couronne. Les partenariats avec de nombreux organismes de la région qui ont commencé à voir le jour dans les années 90 se développent et se précisent. Différents programmes sociaux, culturels et sportifs sont mis sur pied dans des domaines touchant sa mission, dont, notamment, le logement, les écoles et les garderies.

Faisant enfin reconnaître la santé comme un besoin à combler dès l'arrivée, le CMQ s'allie au Centre de santé et de services sociaux et au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles pour que les personnes réfugiées aient accès à un bilan de santé et soient ensuite orientées rapidement vers services nécessaires dans les trois mois suivants leur arrivée.

Par ailleurs, les échanges constants avec différents acteurs du milieu amènent une concertation débouchant sur des projets qui favorisent l'intervention dans les quartiers et les lieux d'intégration tels les commissions scolaires, les centres de loisirs, les parcs de logements.

Deux projets chapeautés par le CMQ voient le jour : un intervenant pivot dans l'arrondissement Limoilou—de La Cité et un agent de liaison dans deux commissions scolaires.

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles ajoute à son financement un mandat d'accompagnement des travailleurs qualifiés. Le personnel s'agrandit, passant à une directrice, une secrétaire et sept intervenantes et intervenants. À cela s'ajoute un personnel ad hoc affecté à différents projets. Plus de cinquante bénévoles aident l'organisme à répondre à sa mission.

Le CMQ rayonne; il participe activement à différentes tables et comités, est source de référence en matière d'établissement, d'adaptation et de soutien à la gestion de la diversité, fait de la formation et de la sensibilisation en approche interculturelle dans différents milieux.

- Africains des Grands Lacs
- Birmans
- Bhoutanais
- Brésiliens, Argentins, Péruviens
- Colombiens
- Chinois
- Français
- Mexicains
- Russes, Bulgares, Roumains, Ukrainiens

SOLEIL

LE MERCREDI 15 AOÛT 2001

R LES RÉGIONS

Les réfugiés font les frais du manque de logements

Casés dans trois immeubles de Beauport, des familles africaines vivent dans des logis exigus, mal équipés ou abîmés, une situation exceptionnelle, selon le Centre multiethnique de Québec

JEAN-PHILIPPE CIPRIANI

JPCipriani@lesoleil.com

■ BEAUPORT – Les trois immeubles qui abritent la petite Afrique de Beauport, ces dizaines de familles de réfugiés sur la rue Saint-Jules, souffrent de problèmes de construction et dérogent aux règlements municipaux. La raison est simple: il n'y avait pas de logements pour les placer ailleurs.

«C'est une situation exceptionnelle, explique Sylvie Dompierre, directrice du Centre multiethnique de Québec (CMQ), l'organisme qui a aidé les nouveaux arrivants à se dénicher ce toit. Ces gens provenaient pour la plupart de camps en Tanzanie, et c'était soit les accueillir dans ces immeubles, soit les laisser là-bas.»

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration (MRCI) a donc donné le feu vert au CMQ pour loger les immigrants dans les habitations, même si celles-ci avaient clairement besoin de rénovations. L'édifice, pratiquement vide en pleine période de pénurie de logements, faisait l'objet d'une reprise de finances par une institution financière, d'ajouter M^{me} Dompierre.

Des travaux ont, dit-elle, été entamés pour réparer les murs abîmés et autres problèmes. Cependant, lors de la visite du SOLEIL, la porte d'entrée n'était qu'un cadre sans vitre, les extincteurs étaient inexistant, et le système d'alarme, au dire des locataires, ne fonctionnait pas. Le Service de protection et de prévention des incendies de Québec, qui régit aussi la Ville de Beauport, confirme que des interventions fréquentes ont été effectuées là-bas.

Au moment où le gouvernement québécois veut

inciter les nouveaux arrivants à s'installer ailleurs qu'à Montréal, les réfugiés de Beauport doivent composer avec l'exiguïté. Joseph Sendegeya et sa femme, par exemple, vivent là-bas avec leurs six enfants, dans un cinq pièces et demie. L'ironie, c'est que des appartements sont vacants aux étages supérieurs.

«Au début, dit Joseph, le centre nous trouve un logement, et paie notre première épicerie. Mais après, nous sommes laissés à nous-mêmes, il faut nous débrouiller. Nous sommes casés entre réfugiés ici, alors il est difficile de s'intégrer à la population.» Joseph ne le dit absolument pas en blâmant le CMQ. Il évoque simplement la réalité d'un immigrant à Beauport, et toutes les difficultés à trouver un emploi dans une région où la diaspora africaine est quasi inexistante.

«Habituellement, précise Sylvie Dompierre, les familles ne sont pas concentrées en un seul endroit. Elles sont étalées à travers la région pour faciliter leur intégration. Dans ce cas précis, on parle d'une arrivée massive, ce qui a forcé à agir vite.»

Elle admet que ce n'est pas la situation idéale, mais que l'urgence obligeait à cela. De plus, dit-elle, le regroupement des réfugiés en un seul lieu permet de leur transmettre de l'information plus efficacement.

Bien que les groupes communautaires revendiquent une augmentation du nombre de logements sociaux, entretenus par la municipalité, ceux-ci ne sont pas ouverts aux réfugiés. Plusieurs familles paient ainsi un loyer représentant beaucoup plus que 25% de leur revenu, soit le prix d'un logement à loyer modique.

Malgré tout, Joseph demeure confiant de bien s'intégrer. «Je sens que, petit à petit, la société aura besoin de nous, de notre main-d'œuvre. Ils nous voudront comme travail-

leurs.» Concernant l'immeuble de la rue Saint-Jules, Sylvie Dompierre espère que les problèmes seront réglés le plus tôt possible.



Joseph Sendegeya

LE SOLEIL

Le Soleil

La Capitale et ses régions, mercredi, 17 janvier 2001, p. A5

Des Salvadoriens d'ici parlent facilement à leurs parents là-bas**Bouchard, Alain**

Tous les Salvadoriens de Québec ne sont pas coupés de leur pays depuis le tremblement de terre de samedi, contrairement à ce que nous écrivions hier dans nos pages, sur la foi de Jose Lopez, du Centre multiethnique de Québec.

Jose Luis Umana, de Beauport, a encore facilement rejoint sa famille, hier, au vu et au su du SOLEIL. Elle habite pourtant le même petit village de Santa Ana où les Lopez de Québec se disent incapables de joindre leurs parents à eux. Santa Ana est situé à moins de 100 km de la capitale San Salvador, où a surtout frappé le séisme.

"La raison est qu'il y existe deux systèmes téléphoniques, a fait valoir Jose Lopez, hier. Un moderne et un plus vieux qui ne va pas très bien. Nos parents à nous sont branchés sur le second. Ce qui fait que ce soir (hier soir), ils se rendront dans une autre maison du village où nous pourrions enfin leur parler directement."

Toute la famille Lopez immédiate habite la région de Québec. Ce sont des oncles et des tantes qui restent toujours au Salvador. Dont certains dans la capitale même, qui fut dévastée par le plus gros tremblement de terre à survenir en Amérique centrale depuis 25 ans. Et ceux-là, Jose Lopez ne pense pas pouvoir les rejoindre avant très longtemps.

Au contraire des Lopez, Jose Luis Umana a encore toute sa famille là-bas. Cet homme de 45 ans est arrivé au Québec il y a 20 ans, où il y a épousé une Québécoise de souche.

C'est à une cousine qu'il a parlé, hier midi. À part l'église qui s'est effondrée durant un mariage, Santa Ana n'a pas été beaucoup touché par le séisme, a appris Umana.

Des morts? Quels morts?

Comme quoi les rapports de presse provenant des grandes agences peuvent être particulièrement confus en situation de cataclysme.

L'Associated Press rapportait dimanche des morts présumément survenus à Santa Ana, mais dont personne, chez les Umana du village, n'avait encore entendu parler hier. Celui de Beauport affirme qu'ils l'auraient su.

Tout cela ne change toutefois rien au terrible drame que vit le Salvador depuis samedi; et encore moins aux criants besoins dont souffre sa population depuis le séisme. Ce pourquoi un réseau régional de secours s'est constitué à Québec, lundi, principalement afin de recueillir les dons proposés en argent. Voici ses deux composantes:

La Confédération des associations latino-américaines (CASA), 365, boulevard Charest Est, 647-2929; demandez Ernesto.

Développement et Paix, 1073, boul. René-Lévesque Ouest, 683-9901; demandez Irène (Tremblay).

ABouchard@lesoleil.com

LE LUNDI 16 JUILLET 2001

LE SOLEIL

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

La petite Afrique de Beauport

Des Rwandais se refont un chez-soi à Québec après plusieurs mois passés dans les camps de réfugiés

ISABELLE PORTER
IPorter@lesoleil.com

■ QUÉBEC — Aaron Miyulu, 33 ans, a passé quatre ans dans un camp de réfugiés en Tanzanie avant d'aboutir rue Saint-Jules à Beauport. Il est arrivé il y a tout juste un mois avec ses trois enfants dont la plus jeune, Janette, est née au camp. La route est longue de la guerre à la paix, d'un chez-soi à un autre chez-soi.

La guerre les a d'abord chassés de leur pays, le Rwanda ou le Burundi. Pris en charge par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR), ils ont été envoyés dans un camp en Tanzanie en attendant qu'on leur trouve un endroit où se refaire une vie.

Ensuite, on leur donne la possibilité de faire application comme réfugié. Le Canada a de la place? Ça sera le Canada.

Les rescapés de la guerre peuvent passer des années dans les camps. Selon Rosa Maria Farro, du Centre international des femmes de Québec, les gens sont alors prêts à n'importe quoi pour trouver une terre d'accueil. Ceux qui ont un peu d'argent vont parfois même payer les fonctionnaires pour être mis en haut de la liste.

Une fois les papiers remplis et les examens médicaux complétés, Immigration Canada prend le relais du Haut Commissariat et hop, on remplit des avions.

M. Miyulu est débarqué à Mirabel au début de l'été. « On a rencontré les gens de l'immigration à notre arrivée et puis ils ont mis les familles dans des autobus vers Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe ou, comme dans mon cas, Québec. »

Le 15 juin, près de 80 réfugiés africains sont accueillis à la Maison Jésus-Ouvrier, le temps qu'on leur trouve un logement. « J'ai eu le "moton" quand je les ai vus arriver avec leurs petits sacs à poignées. Ils n'avaient quasiment rien. Il fallait voir les petites filles avec leurs petites robes propres mais usées », se souvient Raymonde Dufour, qui a passé deux semaines avec certains d'entre eux. C'est la seconde fois que le centre accueille des réfugiés. Il y a quatre ans, des rescapés du Kosovo y avaient été hébergés. Dans les deux cas, Jésus-Ouvrier a reçu du gouvernement québécois une compensation financière pour la période d'accueil.

✓ C'est le centre multiethnique qui s'est chargé de trouver un logement aux familles. Trois immeubles déjà presque vides ont été sélectionnés, rue Saint-Jules, à Beauport. Selon les informations obtenues par LE SOLEIL, y résident également des réfugiés en provenance de l'Afghanistan et de l'ex-Yougoslavie. Sur place, un résident de longue date a expliqué que les gens avaient commencé à arriver dès cet hiver. L'homme n'a pas manqué de souligner les problèmes d'hygiène dans l'édifice qui ne semblait pas très bien entretenu. « Je suis un peu le concierge par défaut ici. La nuit, ils n'arrêtent pas de partir l'alarme de feu et quand ça part, ils paniquent et ils viennent cogner à ma porte. »

BESOIN DE RESSOURCES

Les principaux intéressés ne sont évidemment pas dans une position confortable pour se plaindre. Lorsque questionné sur les difficultés éprouvées depuis son arrivée, M. Miyulu s'est dit content dans l'ensemble de sa situation. À côté du camp en Tanzanie, l'immeuble de Beauport, aussi négligé soit-il, fait figure de palace. « Ce que je trouve plus difficile, ce sont des petites choses comme les regards lorsqu'on attend l'autobus, ou bien les jeunes du coin qui se moquent de nous. » On s'en doute, cette arrivée massive de réfugiés a pour le moins changé le paysage de Beauport, une municipalité pas particulièrement multiethnique.

Rosa Maria Farro se souvient de l'arrivée des réfugiés binationaux à Sainte-Foy; il y a six ans: « On recevait des appels paniqués de la Saint-Vincent-de-Paul. Ils étaient complètement débordés. » D'après M^{me} Farro, les réfugiés qui arrivent au Québec sont vite délaissés par le système gouvernemental. « Le gouvernement a une approche de type "info-santé" qui consiste à informer les immigrants des services existants pendant deux, trois jours et puis, ils leur disent de se dé-



L'arrivée massive de réfugiés a pour le moins changé le paysage de Beauport.

brouiller tout seuls. L'immigration et l'intégration, ça prend plus de temps que ça. Il faut qu'il y ait un suivi.»

Selon M^{me} Farro, le meilleur indicateur de la défaillance du système d'intégration est le faible nombre d'immigrants qui vont décider de rester à Québec. « Il y a un problème évident avec l'emploi. L'acceptation est longue et très difficile. Pour ceux qui ne parlent pas le français, c'est pire encore. » Anciennement, les nouveaux arrivants pouvaient prendre des cours au Centre d'organisation et de formation des immigrants (COFI).

Toujours selon M^{me} Farro, le COFI aurait été démantelé dans le contexte d'un processus de décentralisation des services avec cette conséquence, une fois de plus, que les immigrants sont moins bien suivis qu'ils l'étaient. « Les professeurs du COFI sont allés travailler dans les cégeps et à l'université. Pour l'immigrant, c'est beaucoup plus difficile comme milieu d'apprentissage. »

Les enfants, eux, ont pour la plupart commencé l'école avant la fin des cours en juin. Les plus jeunes ne savent probablement pas ce que sont des « vacances ». Leur été 2001 fait suite à un hiver qui a duré des années. Dans les ruelles de la vieille ville de Beauport, ils se promènent à vélo ou s'initient à l'art du patin à roulettes. Lors de notre arrivée hier, ils nous ont offert un festival de sourires. Un accueil digne du « plus meilleur » pays du monde.

**L'été 2001
fait suite
à un hiver
qui a
duré des
années**

LE JEUDI 9 AOÛT 2001

Un français appris au terrain de jeux

Une trentaine de réfugiés africains intègrent le réseau scolaire de Beauport

MICHÈLE LAFERRIÈRE

MLaferriere@lesoleil.com

■ QUÉBEC – Une trentaine de jeunes réfugiés africains et asiatiques prendront le chemin des écoles de Beauport, en septembre, après avoir acquis quelques notions de français dans les terrains de jeux de la ville.

Ils sont arrivés du Rwanda, du Congo, du Burundi et de l'Afghanistan, en juin, en compagnie de leurs parents. Ils étaient 80 et avaient, pour la plupart, passé de longs mois dans des camps de réfugiés.

Ils ont abouti dans trois immeubles à logements de la rue Saint-Jules, à Beauport. Près de trois douzaines de petits, âgés entre six et 12 ans, ont été aussitôt envoyés au camp de jour de Beauport, histoire de faciliter leur intégration et de les mettre en contact avec notre langue.

Selon Marc Lachance, responsable des camps de jour à Beauport, « ils ont appris quelques mots de français, mais ils ont encore du chemin à faire ».

Il y a quatre ans, M. Lachance avait

Depuis juin, 90% des enfants ont réussi à s'intégrer

accueilli des réfugiés kosovars. Ils étaient moins nombreux, c'avait été plus facile. « Les camps de jour, les Africains ne connaissent pas ça, commente Marc Lachance. On a dû tout leur expliquer, les règles des jeux, les règlements de la piscine. Un jour, une fillette nous est arrivée avec son savon pour laver son linge dans la piscine. »

Avec le seul langage des signes et l'aide ponctuelle de quelques parents, les moniteurs sont arrivés à se faire comprendre. Mais M. Lachance soutient qu'ils auraient dû recevoir « un peu d'aide » du centre multiethnique.

UN CHOC

En juin, les enfants sont arrivés « dépayés, avec leurs grands yeux vides ». Aujourd'hui, M. Lachance estime que 90% d'entre eux ont réussi à s'intégrer.

D'ici quelques semaines, un autre choc les attend : la rentrée scolaire. Ces jours-ci, un interprète du centre multiethnique a été chargé d'accompagner les familles dans les écoles primaires pour l'inscription de la maternelle. Les élèves seront classés selon leur âge, quittes à être changés de niveau en cours d'année, si les enseignants le jugent nécessaire.

Micheline Larouche, de la commission scolaire des Premières-Seigneuries, mentionne que la plupart sont arrivés au Québec sans certificat de naissance. « Dans nos registres, ils sont donc tous nés le 1^{er} janvier », dit-elle.

Quatorze enfants fréquenteront Saint-Édouard, l'école de quartier de la rue Saint-Jules. Sept autres iront à Monseigneur-Robert, faute de places à Saint-Édouard. Pour les gens de la commission scolaire, il s'agit d'une arrivée massive d'enfants, à la dernière minute, qui a nécessité un important remaniement des classes, dans le respect des quotas d'élèves régis par les conventions collectives.

UN PROF ASSIGNÉ

Un professeur de français a été embauché pour donner une heure de cours par jour aux réfugiés de chacune des deux écoles.

S'il le faut, il les accompagnera toute l'année. M^{me} Larouche espère que les enfants s'habitueront à leur nouveau milieu. Mais elle fait remarquer que 75% des Kosovars d'il y a quatre ans, sont déménagés en Ontario.

En ce qui concerne les enfants de niveau secondaire, sept iront à l'école de la Seigneurie et cinq à l'académie Sainte-Marie.

Là, comme dans les écoles primaires, le personnel côtoiera des jeunes qui parlent un français plus qu'approximatif et qui sont nettement plus à l'aise avec le swahili.

LE SOLEIL

LE VENDREDI 20 DÉCEMBRE 2002

ACTUALITÉS

La perversion n'a pas de frontière

L'esclavage sexuel n'est pas le fait d'une ethnie en particulier, mais augmente partout dans le monde

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

■ « Ce que le Québec a importé de dangereux, dans cette histoire, ce ne sont pas les immigrants, mais plutôt la pratique de l'esclavage sexuel de mineurs, que nous avons cru l'apanage exclusif de pays étrangers ».

La professeure retraitée Andrée Juneau s'occupe bénévolement d'immigration depuis des lunes, désormais au sein du Service d'accueil aux réfugiés de Québec, qui est l'ancienne AMIE (Aide médicale internationale à l'enfance).

Elle serait extrêmement peinée que la composition ethnique des Wolf Pack, le gang de rue à l'origine du réseau de prostitution juvénile qui défraie la manchette, génère du ressentiment envers l'immigration. Mais elle ne le croit pas. « Je comprends l'angoisse qui frappe actuellement Québec, dit-elle au SOLEIL. Mais elle est bien plus reliée à une perversion venue d'ailleurs qu'à des gens venus d'ailleurs. »

La directrice du Centre multiethnique de Québec abonde à peu près dans le même sens. « La honte ressentie dans cette affaire n'a rien à voir avec la race des acteurs, estime Karine Verreault. Mais plutôt avec le fait que notre jeunesse si précieuse puisse avoir été sciemment abusée par des notables d'ici bien au fait de la gravité du geste. »

M^{me} Verreault affirme que les gens lui parlent bien plus des « respectables » clients des jeunes prostituées en cause que des proxénètes immigrants qui les ont recrutées. Elle n'entrevoit pas d'effets négatifs véritables sur l'hospitalité des Québécois envers les immigrants.

« Les Wolf Pack sont typiques de la composition monoethnique des gangs de rue », dit-elle. Dans ce cas, il s'agit de noirs. Tandis que dans d'autres, il s'agit de Blancs québécois d'origine, comme les Hells Angels, par exemple. Il est très rare qu'il y ait mé-



ARCHIVES LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

Rachid Raffa s'attend à ce que les gens de Québec fassent preuve du même discernement que lors des attentats du 11 septembre.

lange racial dans ce genre de groupes criminels. »

Andrée Juneau dit comprendre la colère de la mère qui demande que les immigrants des Wolf Pack soient renvoyés chez eux (LE SOLEIL d'hier, page A3). « Mais ce n'est pourtant pas une solution, dit-elle. Ce serait simplement s'attaquer au symptôme du vrai problème, c'est-à-dire la montée de l'esclavage sexuel partout dans le monde. C'est devenu une per-

versité sans nationalité. Cibler les immigrants serait passer à côté du problème.

Rachid Raffa, du Centre culturel islamique de Québec, invite les Québécois, dans cette affaire, au même discernement qu'il dit leur avoir reconnu à propos des musulmans, lors de l'attaque meurtrière du 11 septembre 2001, aux États-Unis. « L'immigration est déjà quelque chose de fragile, dans la région de Québec, dit-il. Ce serait dommage qu'elle le devienne encore davantage par des généralisations irréfléchies. »

Raffa dit avoir été frappé par l'impression que risque inévitablement de produire la publication massive de photos de présumés coupables noirs dans les médias. « Il est bien possible que l'honnête citoyen noir qui n'a pourtant rien à se reprocher se sente un peu mal dans ses souliers, devant cet étalage. Et je pense que les médias doivent être conscients de ça. »

L'homme ajoute cependant avoir noté une grande sobriété dans les articles publiés jusqu'ici à ce sujet. « Les images frappent toujours très fort, dit Raffa. Mais le fait est que l'information devait être faite et qu'elle a été plutôt bien faite dans l'ensemble. »

C'est aussi l'avis de Marie-Louise Makdissi, du regroupement Mieux-être pour les immigrants. « Je trouve entre autres que la police de Québec a bien fait et bien dit les choses, lorsqu'elle a répondu à quelqu'un, par exemple, qu'elle lutte contre le crime et non pas contre des communautés. »

M^{me} Makdissi estime que des Québécois feront la part des choses tandis que d'autres ne la feront pas. « Mais ce sont là des attitudes que l'on retrouve partout dans le monde », observe-t-elle. Dire que la race libanaise est corrompue parce qu'un Libanais figure parmi les présumés coupables des Wolf Pack équivaudrait, à son avis, à prétendre que tout le personnel du FM93 a abusé des mineurs parce qu'un des leurs, Robert Gillet, a été accusé de ce crime. »

LE SOLEIL

LE VENDREDI 10 SEPTEMBRE 2004

ET SES RÉGIONS

Mise en péril des stages pour jeunes immigrants

92 candidats pourraient être laissés sur le carreau faute de financement gouvernemental

MARTIN CROTEAU
 MCroteau@lesoleil.com

STRATÉGIE
 D'ACTION JEUNESSE

■ Faute de financement gouvernemental, les stages en entreprise pour jeunes immigrants sont menacés, laissant près d'une centaine de candidats dans l'incertitude. La conseillère municipale Ann Bourget demande à Québec d'allonger 800 000 \$ pour maintenir le programme l'année prochaine.

Le Fonds jeunesse Québec (FJQ) avait prévu près de 1,5 million \$ pour financer le projet, dont une centaine d'immigrants de moins de 30 ans devaient bénéficier cette année et environ 150 l'année prochaine. Mais le mandat de l'organisme, qui avait été créé en février 2000, arrivera à terme à la fin novembre. Les sommes qui n'auront pas été utilisées, y compris les 800 000 \$ destinés à la seconde phase du projet, seront retournées au gouvernement.

Depuis la fin du printemps, la Ville tente en vain d'obtenir le maintien du financement de la part du premier ministre Jean Charest, responsable des dossiers jeunesse. « Le maire a écrit plusieurs lettres, il y a eu plusieurs démarches de faites, sans toutefois qu'on ait de réponse, explique Ann Bourget, lors d'un entretien accordé au SOLEIL. Le résultat, c'est que 92 stagiaires ont passé des entrevues sans savoir s'ils travailleront. »

Le programme, mis en place au début de l'année, semblait pourtant connaître un franc succès.

Au total, 137 immigrants de moins de 30 ans ont travaillé trois mois dans diverses compagnies de la région. Leur salaire de 13 \$ l'heure était assumé par le FJQ. « On a eu des échos extrêmement positifs de la part des entreprises participantes, a indiqué Ann Bourget. Une soixantaine de personnes ont conservé un emploi par la suite. »

Alors que l'incertitude persiste au sujet du financement du 400^e anniversaire et de l'assainissement de la rivière Saint-Charles, la conseillère déplore à son tour le climat qui règne entre les deux administrations.

« C'est en plein le genre de problème qui est dénoncé par le maire et, encore hier, par l'ancien ministre Marc Bellemare, qui disait "ça ne débouche pas à Québec, qu'est-ce que le gouvernement attend pour donner des réponses?" »

« On ne parle pas d'un projet de 20, 30 ou 40 millions \$, on parle de 800 000 \$, a-t-elle ajouté. C'est à peu près rien et ce n'est pas de l'argent supplémentaire, puisque le gouvernement va recevoir l'argent du Fonds jeunesse de toute façon. »

Selon Ann Bourget, l'insertion des nouveaux arrivants dans un milieu de travail est le meilleur moyen de garder les immigrants à Québec. Sans boulot, nombre d'entre eux quitteront pour Montréal ou Toronto. « Et on a des besoins immenses! Plusieurs secteurs, comme l'informatique, le tourisme, la culture, la construction, font face à d'importantes pénuries de main-d'œuvre. »

Simon La Roche, propriétaire du Groupe Sécurité-Sports, a reçu deux stagiaires cette année, dont un a par la suite été embauché. Il admet cependant qu'il n'aurait pas été porté à embaucher un jeune immigrant sans coup de pouce.

« Il y a plusieurs employeurs qui vont hésiter avant d'investir plusieurs mois de salaire pour former quelqu'un qui pourrait avoir du mal à communiquer et dont les compétences sont plus ou moins connues. C'était donc très intéressant pour nous, parce qu'on a eu une sorte de période d'essai. »

L'attachée de presse du premier ministre, Marie-Claude Champoux, assure que « les sommes résiduelles du Fonds jeunesse seront consacrées à des programmes d'aide aux jeunes ». Mais pas question de réinvestir dans les stages pour jeunes immigrants, du moins avant l'année prochaine. « Nous allons adopter une stratégie d'action jeunesse au printemps 2005. Comme nous sommes en révision de programme, nous n'allons pas poursuivre le financement des autres projets sans avoir un plan défini. »

« Tout n'est pas perdu, il y aura sans doute un programme plus large l'année prochaine », a pour sa part fait valoir le porte-parole de la Chambre de commerce de Québec, Paul-Christian Nolin. D'ailleurs, fait-il remarquer, la reconduction du programme pour l'année 2005 n'a jamais fait l'objet d'une promesse gouvernementale.

DEMANDES D'ADMISSION

La hausse des frais vertement critiquée

Alors que les immigrants font face à une diminution des services, la présidente du Centre multiculturel de Québec, Karine Verreault, qualifie de « scandaleuse » l'augmentation des frais pour les demandes d'admission des nouveaux arrivants.

« On prétend être une société ouverte, mais on réduit les services aux immigrants et on complique encore la tâche à ceux qui viennent s'installer ici, déplore-t-elle. Disons que ça remet en question la volonté du gouvernement d'attirer des gens de l'extérieur. »

S'installer au Québec coûte déjà beaucoup plus cher qu'ailleurs au Canada, fait remarquer Karine Verreault.

Qu'il plus est, les compressions au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) ont créé d'importants retards dans les processus d'intégration, notamment pour les cours de français. « On continue de faire valoir que l'immigration est un privilège, alors que c'est un besoin pour toute la société », indique-t-elle.

Le porte-parole de la Chambre de commerce de Québec, Paul-Christian Nolin, convient que les besoins de main-d'œuvre sont grands. Mais l'augmentation des tarifs ne devrait pas effrayer les immigrants outre mesure.

« Pour ouvrir un dossier, faire les

vérifications de sécurité, les examens de santé, etc., tout cela finit par coûter des milliers de dollars, dit-il. En bout de ligne, ce n'est pas 250 \$ par personne qui va vraiment faire la différence. »

« C'est vrai que les nouveaux arrivants ont habituellement déjà un peu d'argent pour vivre ici en attendant de se trouver un emploi, mais ce n'est certainement pas un pas dans la bonne direction », affirme pour sa part la directrice du Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup, Marie-Josée Huot, dont l'organisme

cherche activement à recruter auprès des immigrants pour combler les pénuries de main-d'œuvre.

« Pour plusieurs, ça pourrait être la goutte qui fait déborder le vase », craint-elle.

Entrepreneurs et travailleurs autonomes, travailleurs ordinaires ainsi que travailleurs temporaires seront frappés par une hausse variant entre 30 % et 75 % pour le traitement de leurs demandes d'admission. La modification devrait rapporter 4 millions \$ au MRCI. Québec veut accueillir 44 400 personnes en 2005, 46 000 en 2006 et 48 000 en 2007. M.C.

S'installer ici coûte plus cher qu'ailleurs au Canada

Fouillis et embrouilles

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

■ Boubakar-Pierre Touré, directeur général du Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT), parle de « situation embrouillée » et de « tiraillement ». Benoît Songa, directeur du Centre RIRE 2000, parle de « fouillis dans les démarches ». Louise Bédard, directrice générale d'Option-Travail, dit que « ça tire dans tous les sens ».

Certains intervenants du milieu déplorent carrément le trop grand nombre d'organisations d'aide aux immigrants; même s'ils reconnaissent que toutes sont nées de bonnes intentions et qu'entre autres choses, le bénévolat ne peut être condamné, tout imparfait soit-il. D'autres ne s'attaquent pas tant au nombre qu'à l'éparpillement des efforts et au dédoublement des missions.

« La multiplication des services d'aide à l'emploi aux immigrants, déclare M. Touré, de SOIIT, affecte les budgets dédiés à leur intégration professionnelle et devient source de confusion pour les nouveaux arrivants. »

Il reproche au ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) d'avoir créé de petits organismes dotés des mêmes missions que les grandes, ce qui, dit-il, crée du

tiraillement entre elles, à cause de leurs petits moyens. « Par exemple, illustre-t-il, le Club de recherche d'emploi et Option-Travail Québec viennent gruger dans la même galette que nous. C'est le principe des 100 000 \$ divisés en 10 plutôt. »

M. Touré estime qu'il existe une nouvelle tendance vers ce qu'il appelle « l'ethnicisation » de l'immigration, avec la prestation de services par les associations de communautés culturelles, « d'où une dispersion des services d'aide aux immigrants et, donc, du financement ».

Il considère toutefois que les trois géants du domaine, SOIIT, le Centre multiethnique de Québec et RIRE 2000 occupent des créneaux bien déterminés et fort différents, « bien que, ajoute-t-il, RIRE 2000 touche à de plus en plus de choses, alors qu'il devrait se concentrer sur l'interculturel ».

SAUPOUDRAGE DE SUBVENTIONS

Benoît Songa, justement de RIRE 2000, trouve que le très grand nombre d'organisations affichées fausse la réalité de l'aide possible, parce que beaucoup sont toutes petites ou comptent exclusivement sur le bénévolat, tout méritoire soit-il. Il en résulte aussi un « fouillis dans les démarches, dit-il. L'immigrant n'est pas toujours référé au bon endroit. Il se

fie souvent à l'information d'un ami qui était lui-même allé au mauvais endroit ou qui n'avait pas les mêmes besoins ».

Tout le monde est bien intentionné mais « ça tire dans tous les sens, dit Louise Bédard, d'Option-Travail. Il n'y a pas de lignes directrices. Des organisations interviennent avec de très petits moyens. Beaucoup tentent de tirer leur épingle du jeu ».

La Chambre de Commerce de Québec déplore le « saupoudrage » des subventions, souvent des « granaillles », à une multiplicité d'organismes. « Quand quelque chose devient *in*, dit son directeur général Alain Kirouac, tout le monde veut se l'approprier. C'est ce qui se passe actuellement avec l'immigration à Québec. »

Il y a cependant une voix discordante, dans ce discours, et provenant en plus de l'un des trois géants du domaine, le Centre multiethnique de Québec. Sa directrice générale, Karine Verreault, reconnaît qu'il existe beaucoup de portes où frapper, « mais, plaide-t-elle vigoureusement, les immigrants ne sont pas si perdus que ça. Les gens savent où nous trouver et on leur dit très bien où aller, le cas échéant. C'est impossible, par exemple, que les réfugiés (NDLR : environ 40% des immigrants) soient perdus. Nous les accueillons tous à l'avion, quand ils arrivent ! »

«L'immigrant n'est pas toujours référé au bon endroit»

La ville à deux têtes

Québec. Le haut et le bas. Le haut, c'est l'élite. La culture est celle de l'Europe, la France, le théâtre, les livres. Le bas, c'est le peuple. La culture est américaine, la musique, le cinéma. On magasine chez Costco et Wal-Mart. On mange chez McDo. Les élites y vont aussi, mais évitent de s'en vanter. Québec est unilingue francophone. Les gens sont vieux. Ils ne se déplacent pas autrement qu'en auto, ou très peu. Existe une certaine méfiance à l'égard de ce qui est étranger. Québec ville fortifiée, entourée de murs, l'image nous convient bien. On reste entre nous.

■ Québec la belle. Qu'on soit sur les hauteurs ou en bas du cap Diamant, le fleuve toujours changeant à cause des marées, peu importe le point de vue, est une splendeur. Ville de contrastes et d'autoroutes.

Sans voiture, à Québec, le citoyen ne va pas loin. C'est là un de nos premiers signes distinctifs, indissociable de la couleur du paysage. Nous sommes 40 000 à emprunter chaque jour le boulevard de la Capitale. La proportion de ceux qui prennent leur auto pour se déplacer atteignait, aux dernières nouvelles, 85%. L'historien Réjean Lemoine, ancien conseiller municipal, nous décrit comme « les champions de l'American way of life ». À New York, 40% des gens utilisent les services de transport en commun, alors que chez nous, ça se limite à 10%.



Anne-Marie Boisard
A.M.Boisard@ledevoir.com

Qui voit-on dans les autobus? Des travailleurs, dont plusieurs opteraient pour l'auto s'ils en avaient le choix. Des étudiants. Des personnes âgées, lesquelles le sont de plus en plus. Le titre de Vieille Capitale nous sied bien. Au Canada, il n'y a que Victoria, où l'âge médian est de 41 ans, qui nous dépasse. Mais c'est ici que le vieillissement est le plus rapide. Entre 1996 à 2001, nous sommes passés de 36,7 à 39,5 ans. Ce qui signifie qu'une personne sur deux a 40 ans et plus.

ÉCOLES: NOUVELLE VOCATION

Forcément, l'âge est une réalité à prendre en considération. C'est commencé d'ailleurs, puisque des écoles, faute d'enfants en nombre suffisant, ont été converties en résidences pour personnes âgées. Suzanne Gingras le sait trop bien, elle qui a vu, l'une après l'autre, celles du quartier Montcalm changer de vocation. En 1970, jeune mère de famille, elle achète une maison sur Salaberry, croyant pouvoir inscrire ses enfants à l'école Saint-Cœur-de-Marie. « Elle va fermer », lui dit-on. Le scénario s'est reproduit à l'école Saint-Dominique, puis à Notre-Dame-du-Chemin, après qu'elle eut aménagé, en 1975, dans un duplex de la rue Lomessorier. Le coût de la transaction: 34 000 \$. En 1990, le même duplex s'est revendu 150 000 \$ et, tout récemment, 289 000 \$.

Les temps changent. Suzanne Gingras a, quant à elle, tiré profit de son militantisme dans les comités de parents. « Ce fut mon école de formation. » Elle a été commissaire à la commission scolaire de la Capitale, puis conseillère municipale. Aujourd'hui, elle tient la barre des Loisirs Montcalm, dont la clientèle de jour se compose en grande partie d'aînés. Ici, en train de jouer au billard, des hommes aux cheveux gris. Là, un groupe de femmes s'apprentent à converser en anglais, histoire de garder leurs méninges en éveil.



En dépit d'investissements massifs dans Saint-Roch, la Basse-Ville demeure bien silencieuse le soir venu, même dans les quartiers touristiques. Selon Karine Verreault, du Centre multiculturel de Québec, la Vieille Capitale se trouve dans une sorte de milieu malheureux: ni suffisamment petite pour que tous se connaissent, ni suffisamment grande pour nourrir un « night life » comme celui de Montréal.

Les gens de Québec, autre caractéristique, sont généralement bien scolarisés. En l'espace de 10 ans, de 1991 à 2001, le pourcentage de personnes de 15 ans et plus qui détiennent un diplôme universitaire a crû de 17,1 à 21,1%. Ceci nous situe au-dessus de la performance canadienne, qui était de 17,9% en 2001, et de celle de la province, 17,2%. Nous voisins Montréal, dont le taux de scolarisation s'est établi à 21,6%. Mais c'est la région d'Ottawa-Gatineau qui l'emporte, avec 28,4%.

Ottawa, Québec, deux villes où dominent les services. Ici, 85,1% des emplois se retrouvent dans le commerce, les soins de santé ou l'administration publique. Le gouvernement à lui seul fournit du travail à 50 000 personnes. « Ça crée de la stabilité », constate Réjean Lemoine, un Québécois qui aime sa ville et la connaît sur le bout des doigts. À la différence de Suzanne Gingras, qui est née rue Lavigne au coin de Sainte-Marie, donc à la haute ville, M. Lemoine est originaire de Vanier, qui s'appelait autrefois Québec-Ouest. Son attachement aux lieux qui ont marqué son enfance ne le prive pas d'un regard critique.

LA FORTERESSE

« Québec, une forteresse avec des murs, c'est pas pour rien. »

Du Postino où nous sommes attablés, dans l'édifice qui abritait l'ancien bureau de poste, à l'angle de Saint-Joseph et Dorchester, Réjean Lemoine parle de la revitalisation de Saint-

Roch, mais aussi de la brisure entre le haut et le bas de la ville. Faute de bourgeoisie économique, « la culture, c'est ce qui permet de monter à Québec... mais ça ne fait pas qu'on est plus ouvert ». M. Lemoine dit qu'« on s'est réjoui sur notre statut de petite ville provinciale francophone. (...) On est bien à Québec, ajoute-t-il, et on ne veut rien savoir du reste. »

D'autres, lors d'une récente table ronde, se sont exprimés sur le sujet. Margaret Deslisle, députée de Jean-Talon, perçoit de la « méfiance » dans l'attitude des gens d'ici et invite à faire un mea culpa. L'individualisme est montré du doigt. Pierre Moisan, architecte, perçoit « un conservatisme au-dessus de nos têtes ». John Porter, directeur du Musée national des beaux-arts, trouve « frileuse » la ville de Québec. « On a besoin de plus d'ouverture sur le monde. » Ann Cantin, du service des communications au Centre des congrès, soutient qu'« on est très sectaires; il y a des clans, c'est très difficile de s'intégrer ». Elle remarque que « les gens de Québec sont résignés; ils ne se battent pas pour défendre leurs idées très longtemps ».

SAINT-ROCH LE JOUR

Pourtant, Saint-Roch et son parc, qui s'étend du boulevard Charest à la côte d'Abraham, sont la preuve que des projets peuvent être réalisés. Le visage de Saint-Roch s'est tellement modifié que des gens viennent de Saint-Jean-Baptiste voir ce qui en est...

« parce que ça fait bien », observe Réjean Lemoine.

Ce déplacement de la haute vers la basse ville s'effectue toutefois de préférence le jour. En soirée, les rues se vident de leur clientèle chic. Si vous poussez plus loin, du côté du Vieux-Port, même un jeudi, vous vous buterez à des portes closes. Le magasin de vaisselle Renaud, rue Saint-Paul, ferme à 17 h. Les gens ont pris l'habitude de magasiner dans les centres commerciaux de banlieue, où le stationnement est plus facile et ne coûte rien.

« On est très sectaire; il y a des clans, c'est très difficile de s'intégrer »

C'est ce qui fait, entre autres, qu'à Québec, un lundi soir, c'est tristonnet », constate Karine Verreault, directrice du Centre multiculturel de Québec. Anthropologue, elle est native de Québec, mais a vécu en Outaouais et à Lac-Etchemin. Son explication: il y a à la fois trop de gens ici pour que tout le monde se connaisse, comme dans les petites municipalités, et trop peu pour donner accès au night life, comme à Montréal. L'anonymat, la solitude risquent d'être le lot des étrangers.

Bernard Dagenais, qui enseigne les

communications à l'Université Laval, confirme à sa façon. Depuis 30 ans qu'il vit à Québec (précisément, il habite Sainte-Pétronille), il n'est invité, dit-il, que par des gens venus de l'extérieur. Aussi plusieurs partent-ils, dès que la carrière ne les retient plus. Mais il assure que ce ne sera pas son cas.

VIE PAISIBLE

Québec, il faut le reconnaître, ne manque pas d'atouts. C'est la ville la plus sécuritaire au pays, et de loin. En 2001, on a compté 532 crimes avec violence par 100 000 habitants. À Victoria, ville à laquelle on nous compare souvent, c'est plus du double, soit 1132.

Se loger à Québec, toutes proportions gardées, ne coûte pas non plus trop cher. C'est ici que le taux de loyers allouant 30% ou plus de leur revenu au coût du logement est le plus bas. Il s'établit à 35,1%, comparativement à 39,6% au Canada.

Pour peu qu'on aime la nature, Québec demeure une destination de choix: un endroit où la vie coule paisiblement. Québec, ville d'eau, bordée par le majestueux Saint-Laurent.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Qui est le citoyen de Québec?

ÉCRIVEZ-NOUS à opinion@ledevoir.com en inscrivant votre adresse et votre numéro de téléphone.

AIDE AUX NOUVEAUX ARRIVANTS

Un véritable labyrinthe

Pas moins de 54 organismes offrent leurs services à Québec

■ Cinquante-quatre organisations se réclament de fournir de l'aide aux immigrants, à Québec, seion une liste publiée dans le site Web de la Ville. Ça va du géant SOIIT (Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail), budget de 750 000 \$ et 14 employés, à la mini-Association bulgare de Québec (ABQ), budget de 0 \$ et aucun employé, qui repose sur un mince bénévolat comme tant d'autres.

Ces organismes et associations proposent divers services aux quelque 1800 immigrants qu'accueille annuellement la capitale nationale en moyenne, selon les chiffres de la Ville; dont 40% de réfugiés, environ. Au total, Québec compterait actuellement 20 000 immigrants, c'est-à-dire les étrangers nés hors du Canada, ce qui exclut leurs enfants nés ici.

Au nombre de ces organisations, 26 disent faire de l'intégration sociale. SOIIT et l'ABQ sont du nombre. Plus

diverses autres associations ethniques comme l'Association des Camerounais et Camerounaises de Québec, la Communauté burundaise de Québec. De même que le Centre multiculturel de Québec, budget de 340 000 \$ et sept employés, à part une vingtaine de bénévoles, la Ruche Vanier, budget de 150 000 \$ et un employé permanent assisté d'une dizaine de bénévoles, Option-Travail Québec, Mieux-être des Immigrants, Les Amis veillants, l'Arche de Noé, la Maison internatio-

nale de Québec, le Centre international des femmes de Québec, etc.

Une douzaine dit promouvoir le rapprochement interculturel. Le Centre RIRE 2000, budget de 220 000 \$ et six employés destinés aux immigrants, est de ceux-là, aux côtés de l'Association chinoise de Québec, l'Association des universitaires français de la région de Québec, l'Alliance sociale et multiculturelle de Québec, le Carrefour culturel Sésame de Québec,



Alain Bouchard
ABouchard@soleil.com

l'Institut international de développement régional, etc.

Dix disent s'occuper de l'emploi. Le SOIIT et le Centre RIRE 2000, déjà cités précédemment, sont les deux meneurs du domaine. Il y a aussi l'Association des fonctionnaires issus des communautés culturelles, le Club de recherche d'emploi, l'Association des communautés culturelles et des artistes, Voici Québec, un organisme privé celui-là, etc.

Trois disent s'occuper de la langue: RIRE 2000, encore une fois, plus la Communauté juive de la ville de Québec ainsi qu'À-TOUT-LIRE. Enfin, d'autres disent s'occuper particulièrement de la santé, de l'émancipation des femmes, des hommes en difficulté psychologique, des femmes violentées, etc.

MULTIPLES RAMIFICATIONS

La grande majorité de ces organisations proposent un site Web. Mais plusieurs n'avaient toujours pas répondu aux messages du SOLEIL, trois semaines plus tard, en dépit du qu'elles publient une adresse électronique et invitent formellement les intéressés à communiquer avec elle! Faute de moyens, vraisemblablement Mais ce qui, déplorent des internautes du milieu, risque de conforter les immigrants nécessiteux qui tentent de les contacter et, pis encore les décourager.

Lorsque interrogées sur leur fi

Voir LABYRINTHE en D 9 >

Plus d'information Page D 2

LE SAMEDI 12 FÉVRIER 2005

LE SOLEIL

ZOOM

LABYRINTHE

Suite de la D 1

d'aider par exemple les immigrants à chercher un emploi, certaines de ces organisations nous renvoient à une autre liste de plusieurs organismes, comme le fait le Club de recherche d'emploi. Sa liste comprend des organismes comme Art-Mérik, Avenir Orientation, Azimut Québec-Canada, Centre d'aide à l'emploi pour femmes Jonathan, Centre étape, CJE Charlesbourg, Commission de développement des ressources humaines des premières nations-Bureau de Québec, Coup de pouce Travail, etc.

Le tout finit par ressembler à un arbre immense, dont les nombreuses branches comptent elles-mêmes une série de ramifications qui sont parfois des répliques plus ou moins identiques les unes des autres. Ce qui fait dire à beaucoup d'immigrants qu'il est impossible de se retrouver dans un pareil labyrinthe.

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration subventionne 20 de ces organisations d'aide aux immigrants, pour un montant total de 500 000 \$, en plus des 420 000 \$ octroyés à la Ville aux fins de l'immigration. Emploi-Québec en subventionne 17 pour un montant total de 734 000 \$. Le ministère de la Santé et des Services

sociaux, par le truchement de l'Agence régionale de la santé, ainsi que le ministère de l'Éducation, subventionnent aussi certaines de ces organisations. Et du côté fédéral, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et celui des Ressources humaines sont les deux principaux subventionneurs du domaine.

Mais si ces derniers écoutaient toutes les doléances de toutes les organisations, elles distribueraient encore plus de subventions. Konstantin Kartzarski, président de l'Association bulgare de Québec, se plaint comme bien d'autres de ne pas avoir de subventions. « Sans argent, notre action est limitée, dit-il au SOLEIL. Mais avec des subventions, nous ferions beaucoup plus. »

Si certaines organisations, généralement non subventionnées, n'arrivent même pas à répondre aux courriels reçus, d'autres qui ne le sont pas non plus jouent toutefois un rôle très actif et très visible auprès des immigrants dans le besoin. C'est le cas du Service d'accueil aux réfugiés de Québec (SARQ), qui fonctionne avec 30 bénévoles et un maigre budget de 35 000 \$, ramassés bon an mal an auprès de divers donateurs. Avec, dans son cas, une mission aussi claire que différente de toutes les autres: le parrainage collectif de familles de réfugiés.

Beaucoup d'immigrants disent qu'il est impossible de se retrouver dans un pareil labyrinthe



Ce Malaisien remplit une demande de visa pour entrer au Canada.

Ann Bourget préconise un guichet intégré

La ministre Courchesne est d'accord pour regrouper les services sous un même toit

ALAIN BOUCHARD

ABoucharD@lesoleil.com

■ À la notion de guichet unique que réclame résolument la Chambre de commerce locale (CCQ), la Ville de Québec préfère celle de guichet intégré des services aux immigrants, à laquelle adhère volontiers le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI).

La conseillère municipale Ann Bourget, responsable de l'immigration à l'hôtel de ville, reconnaît qu'il est parfois difficile de se retrouver à travers les dédales des nombreuses organisations d'aide aux immigrants, à Québec. « Les organismes font un bon travail en général, dit M^{me} Bourget au SOLEIL. Mais il y a un certain éparpillement des efforts. Par exemple, un peu tout le monde s'occupe de l'emploi. »

Un guichet unique de tous les services, tel que préconisé par la CCQ, paraît trop réducteur à la conseillère. Mais un guichet intégré des services, estime-t-elle, serait une excellente solution. M^{me} Bourget définit le guichet intégré des services comme leur regroupement sous un seul et même toit. Et elle souhaite que ce lieu soit la future Maison interculturelle de Québec, un projet en gestation depuis deux ans.

Cette Maison interculturelle, dont l'idée a reçu l'aval de la ministre Courchesne, pourrait en même temps abriter certains services du MRCI. Quelques immeubles sont actuellement considérés pour sa localisation, qui se fera très certainement au centre-ville. En plus de regrouper divers services et organismes d'aide aux immigrants, la Maison interculturelle se voudra un lieu de rencontres et d'échanges.

La Ville est actuellement en train de tout revoir ce que M^{me} Bourget appelle la « mappemonde » du flux migratoire de Québec, en collaboration avec

le MRCI. Un premier rapport de ce travail devrait même être déposé dans le courant du mois. Québec a investi quelque 60 000 \$ dans ce qu'elle espère être un processus de rapprochement.

« Il y a des organismes intouchables, bien sûr, dit-elle. Par exemple, le Centre multiethnique de Québec. Et il ne s'agit pas non plus d'enlever leur mission même aux petits organismes qui semblent se dédoubler. Il s'agit plutôt de définir exactement leur mandat et de les faire travailler ensemble, le cas échéant. Il faut absolument consolider les efforts. »

M^{me} Bourget dit qu'il faut toujours se mettre dans la peau de l'immigrant, quand on prétend l'aider. « Ce pourquoi, explique-t-elle, la Ville ne donne jamais d'argent pour le fonctionnement d'une organisation, mais seulement pour des initiatives ciblées. Il n'y a rien de plus difficile que de dire non à une demande d'argent, parce qu'il y a toujours des attentes non comblées. J'en ai moi aussi, tout le monde en a... »

UN ACCORD PRUDENT

La ministre du MRCI se déclare en faveur du guichet intégré des services, « parce que ça pourrait faciliter l'intégration », estime Michèle Courchesne. Mais cette dernière se montre très prudente quant à l'avenir des petites organisations comme les associations ethniques. « Les réfugiés, par exemple, vont d'abord vers les membres de leur communauté, dit M^{me} Courchesne au SOLEIL. Quand nous les subventionnons, c'est que nous croyons avoir raison de le faire. »

La Communauté roumaine de Québec (CRQ) est l'une de ces petites organisations qui encadrent de plus en plus leurs compatriotes immigrants. Son président, Luigi Matei, explique qu'elle va même cueillir les nouveaux réfugiés à l'avion, ce que fait pourtant déjà le Centre multiethnique de Québec. Plus encore, indique M. Matei, son groupe



Pour la conseillère Ann Bourget, il faut se mettre dans la peau de l'immigrant pour l'aider.

s'occupe même d'intervenir auprès d'éventuels nouveaux réfugiés roumains intéressés à Québec, parallèlement aux instances officielles chargées de cette mission. Le CRQ ne reçoit cependant aucune subvention et, bien sûr le déplore.

« Je suis certain qu'il y a plusieurs organisations qui ont des objectifs semblables, dit M. Matei, mais qui ont peut-être des modalités différentes d'atteindre ces objectifs. Chacune a choisi ses modalités en fonction des possibilités, en fonction de leurs capacités et en fonction de leurs motivations. »

M^{me} Courchesne estime que ces organisations doivent toutefois avoir une direction commune. « Je réunis celles que je subventionne pour les convaincre de ça, dit-elle. Il faut de la concertation, du leadership, autant du côté de la Ville et de la Chambre de commerce que du nôtre. Mais il faut surtout éviter de mettre toutes les petites organisations dans le même panier pour qu'elles semblent avoir l'air de faire les mêmes choses. »

Québec a déjà investi 60 000 \$ pour rapprocher les groupes

Le chemin essoufflant et parfois déroutant du nouvel arrivant

La région de Québec cherche à attirer davantage d'immigrants. Outre les pouvoirs publics, plus d'une cinquantaine d'organisations se sont donné le mandat d'accueillir les nouveaux arrivants, de les former, de les aider à travailler ou à s'intégrer socialement. Malheureusement, le résultat n'est pas toujours heureux. Manque de moyens, confusion, éparpillement. Les structures d'accueil à Québec répondent-elles vraiment aux besoins? LE SOLEIL fait le point.

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

■ Tous les immigrants n'arrivent pas à Québec à bout de forces, traumatisés, dépaysés et inquiets. Mais c'est le cas de la très grande majorité des réfugiés, qui sont immédiatement pris en charge par le Centre multiethnique de Québec (CMQ). C'est l'organisme officiellement mandaté pour cette tâche par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI).

**Nourris
et logés
durant une
semaine
environ**

Il existe trois grandes catégories d'immigrants dans le registre des lois canadiennes: les parrainés et les indépendants d'une part, qui font le choix d'immigrer, et les réfugiés d'autre part, forcés d'immigrer pour survivre. La totalité des réfugiés de Québec, qui constituent environ 40% de tous ses immigrants, passent nécessairement par les services du CMQ. Tandis qu'une majorité d'indépendants choisissent librement de le faire, pour leurs meilleurs intérêts.

À leur descente d'avion, à Montréal la plupart du temps, les réfugiés sont accueillis par le personnel du MRCI et grimpent dans un autobus qui les con-

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Que faudrait-il faire pour améliorer les structures d'accueil des nouveaux arrivants ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com
Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

duira à destination. Ceux de Québec doivent parfois faire escale à Joliette et à Trois-Rivières, où descendent certains de leurs compatriotes. D'autres continuent jusqu'à Jonquière, au Saguenay. Souvent partis de l'autre côté de la planète, d'un pays sens dessus dessous, ils ont dû voyager durant 24, 36, 48 heures, pour se retrouver dans une civilisation qui leur est complètement étrangère à tous points de vue.

Les réfugiés de Québec sont conduits à l'hôtel Best Western, du quartier

Voir **ARRIVANT** en A 11 ►

Plus d'information Pages A11 et Zoom

LE SAMEDI 12 FÉVRIER 2005

ARRIVANT

Suite de la Une

Saint-Roch, pour y être logés et nourris durant une semaine environ ; ils vont au Holiday Inn de l'autre côté de la rue de la Couronne s'il n'y a pas de place au premier endroit. Les interprètes du CMQ leur expliquent son rôle, les premières démarches d'installation, les logements disponibles, leur localisation et leur prix, le formulaire du bail résidentiel, les trajets d'autobus, les procédures de la sécurité du revenu, des prestations pour enfants, des allocations de logement et du remboursement de la TPS. Ils sont ensuite accompagnés pour l'achat de vêtements, la prise de photo pour la carte d'assurance-maladie et l'obtention de la carte d'assurance sociale.

Il y a après coup visite de logements, signature du bail, transmission des formulaires d'usage aux centres locaux d'emploi (CLE). Le CMQ leur remet les chèques nécessaires à la première épicerie et un document d'accès aux services de santé, en attendant la carte soleil. Les réfugiés reçoivent les articles ménagers et les meubles de base. Les fenêtres sont mesurées pour la commande des stores. Un chèque de dépannage est cueilli au CLE, en attendant celui de l'aide sociale, garantie à tout réfugié le temps qu'il lui faut pour décrocher un emploi. Il faut lui ouvrir un compte en banque, lui faire une demande d'installation du téléphone, lui expliquer les services disponibles dans son nouveau quartier.

Les démarches de citoyenneté et d'installation durent quelques jours, après quoi un suivi ponctuel est assuré, selon les besoins et les capacités de chacun. Le personnel du CMQ vérifie les résultats des premières démarches et aide à inscrire à la garderie ou à l'école les enfants dont les parents vont entreprendre les cours de français prévus par le gouvernement provincial. Il s'agit d'une formation de six mois que le MRCI confiait autrefois au COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants), mais qui a été transférée à l'Université Laval et au Cégep de Sainte-Foy au cours des années 90.

CHOC CULTUREL

Le CMQ continue autant qu'il le peut de veiller à l'adaptation des immigrants durant les premières années. Il le fait par des activités de groupe, dans ses locaux de Saint-Roch, par des visites à domicile, par toutes sortes de démarches auprès d'institutions et d'instances. Et il le fait surtout en orientant ceux qui en ont besoin vers les autres organisations d'aide aux immigrants.

« Une fois que le réfugié est installé dans son logement, dit Andrée Juneau, du Service d'aide aux réfugiés de Québec (SARQ), un organisme indépendant, l'assistance du CMQ diminue beaucoup, tout simplement parce qu'il se prépare déjà à recevoir d'autres réfugiés (NDLR : il accueille environ 160 familles par année). Dans le contexte, le travail d'accueil est admirable. Mais il devrait durer plus longtemps. Et pour ça, il faudrait plus de monde au CMQ. »

C'est la fin des cours de français, estime M^{me} Juneau, qui risque de constituer le pire moment d'isolement pour certains immigrants, aussi longtemps qu'ils n'auront pas déniché un emploi. Ils se sentent souvent laissés à eux-mêmes, et ils commencent à se perdre un peu dans « ce catalogue d'organismes bien plus gros que son contenu », selon ses propres termes. « C'est encore plus vrai pour le réfugié, dit-elle, à cause des terribles traumatismes qu'il a vécus dans son pays ou en exil, et à cause aussi du grand choc culturel qu'il vit en débarquant sur l'un des continents au rythme le plus trépidant de la planète. »

Certains réfugiés n'ont jamais vu de commutateur, encore moins une cuisinière ou un réfrigérateur électriques. « Il y a parfois de ces petites choses toutes simples qui nous paraissent aller de soi mais qui peuvent leur causer un mal fou, explique Andrée Juneau. Imaginez-les maintenant devoir se débrouiller à l'extérieur de leur logement ! »

En quête de tranquillité

Les Camacho-León ont choisi Québec pour fuir la cohue et la violence de la Colombie

GENEVIÈVE BOUCHARD
GBouchard@lesoleil.com

Ils y habitent depuis deux mois et demi, mais Québec est toujours pour eux une ville de carte postale où l'on fête Noël sans feux d'artifice et où les trajets de transport en commun s'effectuent en silence. À mille lieues de la joyeuse cohue de leur Colombie natale, Pilar Camacho et Hildebrando León n'iront pas se plaindre. Après tout, c'est d'abord le calme qu'ils sont venus chercher ici.

Chez eux, ils faisaient partie de l'élite de la société. Elle était professeure d'espagnol, il était maire de la municipalité de Villanueva dans la province de Casanare. Menacé de mort par des groupes paramilitaires à causes des activités politiques d'Hildebrando, le couple a fait ses malles en novembre dernier pour offrir à sa fille Sofia Valentina un milieu stable dans lequel grandir.

« Dans notre pays, il y a un grand problème avec la violence et, pour nous, c'était très difficile, explique Pilar dans un français chantant, à peine hésitant. Nous trouvions important de pouvoir vivre dans la tranquillité. »

Guidés par l'expérience d'une ancienne professeure de français, Pilar et son époux ont choisi le Québec pour terre d'accueil. Le 25 novembre, la famille Camacho-León a atterri à Mont-

réal, armée uniquement de valises remplies de vêtements peu appropriés à l'automne québécois. Une équipe du ministère de l'Immigration veillait au grain pour accueillir les nouveaux arrivants et les vêtir convenablement.

« Mon époux est sorti de l'aéroport avec le manteau ouvert... Il l'a vite refermé! raconte Pilar en riant. Mon Dieu qu'il faisait froid! Nous ne pouvions vraiment pas imaginer ça! »

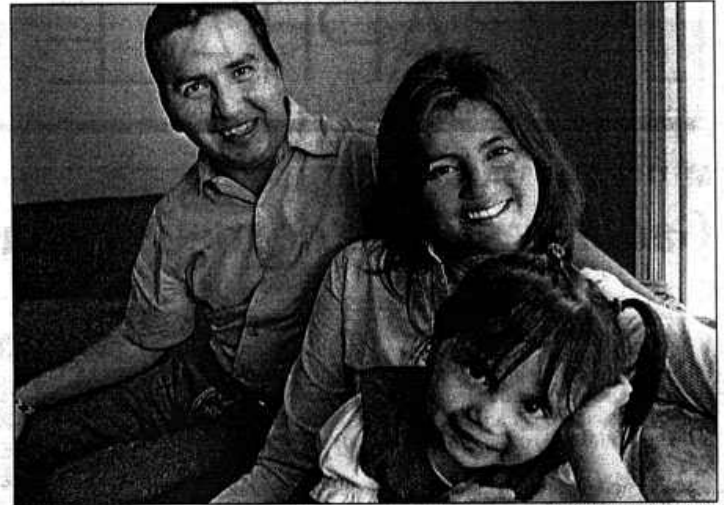
COMME DES TOURISTES

Douée pour les langues, Pilar Camacho s'est initiée au français à l'université. Du moins en théorie... C'est en mettant le pied à Montréal que la Colombienne a eu sa première véritable leçon pratique en servant d'interprète à la vingtaine de compatriotes qui l'accompagnaient.

« J'ai pris des cours pendant un an, mais je n'avais pas pratiqué depuis six ans! » confie-t-elle simplement.

Après une première nuit québécoise bien méritée — « Nous nous sommes couchés à une heure du matin... Nous étions si fatigués! » —, la famille Camacho-León a pris le chemin de Québec pour entreprendre sa nouvelle vie.

C'est à l'hôtel que les Colombiens ont passé leur première semaine. Pris en charge par le Centre multiethnique de Québec, ils ont joué aux touristes entre les entrevues d'accueil, les formulaires



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Hildebrando León, Pilar Camacho et leur fille, Sofia Valentina

gouvernementaux et la recherche d'un appartement qu'ils ont eu tôt fait de trouver dans le quartier Les Saules.

« La première journée, nous sommes sortis marcher pendant deux heures, se rappelle Pilar. Nous nous sentions comme en vacances, nous ne pensions pas vraiment au fait que nous allions vivre ici. »

Preuve à l'appui, Hildebrando montre fièrement sur l'écran de l'ordinateur familial — acheté avec l'argent envoyé par un cousin pour que les Camacho-León puissent garder contact avec leurs proches — des petites vidéos tournées lors de leur première semaine en sol québécois,

marquée particulièrement par une enthousiaste initiation à la neige.

Plus de deux mois après leur arrivée chez nous, Pilar et son mari envisagent l'avenir avec espoir, même s'il leur faudra travailler fort pour s'intégrer au marché du travail (surtout pour Hildebrando, qui vient d'entreprendre des cours de français).

« Il a été difficile pour nous de quitter notre famille et notre culture, mais nous sommes tranquilles et c'est le plus important. Nous avons beaucoup d'attentes envers notre nouvelle vie. Nous sommes confiants que nous y aurons beaucoup d'opportunités », résume Pilar, les yeux brillants

NOUVELLE COMMUNAUTÉ BIRMANE À QUÉBEC

Quand on a besoin de tout

Josée Guimond
jguimond@lesoleil.com

Faites l'exercice de penser que vous devez repartir de zéro dans un nouveau pays. De quoi auriez-vous besoin? Probablement... de tout! C'est un peu la situation à laquelle font face les premiers réfugiés birmans débarqués depuis peu à Québec.

Comme le révélait *Le Soleil*, la semaine dernière, une nouvelle communauté de 200 réfugiés birmans verra le jour à Québec, d'ici mars prochain. Déjà, plus de 70 d'entre eux fêteront Noël ici.

Touchés par le sort de ces familles qui arrivent de camps de réfugiés, plusieurs lecteurs ont manifesté le désir d'aider. Un souhait qui fait chaud au cœur de Dominique Lachance, la directrice adjointe du Centre multiethnique de Québec (CMQ) qui accueille ces nouveaux arrivants.

«On est content de voir la bonne foi des gens, leur générosité», se réjouit M^{me} Lachance. Le CMQ a également reçu des appels de résidents de Québec qui désirent aider les réfugiés birmans à devenir leurs concitoyens. Le beau problème de tout ça, c'est de gérer la générosité. Car les besoins sont multi-

ples, de la petite cuillère au logement cinq et demi!

Dominique Lachance explique que le CMQ est davantage en mesure de gérer les offres de bénévolat et les dons en argent, un peu moins les offres de vêtements, de jouets et d'autres denrées. Mais que personne ne s'empêche de donner son ancien manteau d'hiver ou les jouets des enfants devenus grands! «Comme des gens veulent aider directement les ré-

fugiés birmans, nous allons prendre entente avec un organisme de charité qui pourra gérer les dons matériels», précise M^{me} Lachance. On s'assurera ensuite que le tout sera remis aux bonnes personnes. Également, le CMQ organisera, en début de semaine prochaine, une rencontre avec ceux qui désirent concrétiser leur aide en donnant de leur temps.

Le besoin criant actuel est vraiment de trouver suffisamment de

logements abordables pour héberger toutes ces familles, qui comprennent souvent plusieurs enfants. Le problème est connu, le CMQ lance encore une fois un appel aux locateurs qui ont des logements disponibles. Dominique Lachance invite les gens à communiquer directement avec le CMQ au 418 687-9771 ou au www.centremultiethnique.org, que ce soit pour des dons ou offrir de leur temps.



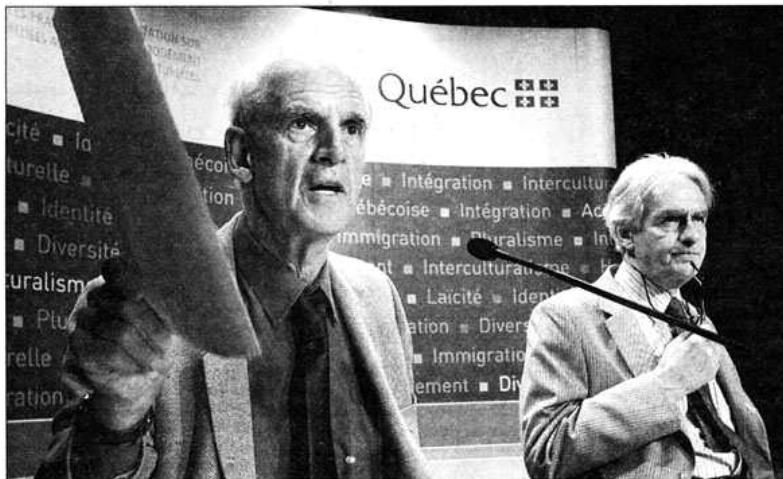
Commentaire Nestor Turcotte, Matane

Les «francofuns» du Québec

(Aux commissaires Gérard Bouchard et Charles Taylor)

Votre rapport est entre les mains de la population du Québec. Vos conclusions me désarçonnent complètement. La majorité francophone du Québec est pointée du doigt et de nouveau accusée de ne pas être suffisamment ouverte aux revendications des minorités ethniques qui s'installent sur son territoire. Les Québécois «de souche» (expression à exclure désormais du vocabulaire) n'accrochent pas suffisamment les minorités ethniques qui entrent au Québec. Solution simpliste : pour en finir avec ce problème, la majorité doit s'ajuster à «elles», doit s'ajuster à toutes les minorités qui s'installent ici. Ce n'est plus à la majorité d'accueillir les greffons à l'arbre. Le tronc doit s'effacer au profit des multiples branches qui s'ajoutent souvent contre sa volonté. Les racines qui tiennent l'arbre en vie n'ont plus d'importance. On en a que pour les multiples feuillages venus d'ailleurs, sans que les racines puissent s'exprimer.

De plus, les Québécois «de souche» (pardonnez-moi, Messieurs, cet impair malheureux) doivent s'acclimater à la nouvelle donne de «Québécois d'origine canadienne-française» et se placer maintenant au même niveau que les autres Québécois venant



M. Turcotte juge les conclusions du rapport Bouchard-Taylor décevantes. — PHOTOTHÈQUE LE SOLEIL

d'autres origines. Les Québécois d'origine canadienne-française doivent accepter de devenir une ethnie parmi toutes les autres qui foulent le territoire du Québec. Rien ne doit les distinguer des Québécois d'origine grecque, des Québécois d'origine italienne, des Québécois d'origine haïtienne, des Québécois d'origine africaine, laotienne, vietnamienne, indienne, etc.

Le Québécois d'origine cana-

dienne-française n'a plus pré-séance sur les autres ethnies. Il est une minorité (dans le grand continent nord américain) comme toutes les autres minorités. Établies sur le sol québécois. À cause d'un accident historique.

Les Québécois «de souche» ne réagissent pas ou si peu devant la vision des commissaires. Ou, s'ils le font, c'est dans un silence plus ou moins concerté, avec des coups de gueule qui ne font que

fendre l'air, devant un verre de bière, un souper bien arrosé, une partie de hockey contestée. «Peuple sans histoire», disait Lord Durham des Canadiens français dès 1840. Les Québécois «de souche» sont-ils en train de lui donner raison, par leurs peurs dissimulées, leurs appréhensions camouflées? Le temps n'a pas assimilé ce peuple, perdu dans ces grands espaces, foulés par les ancêtres venus dès 1534, d'une bonne dou-

zaine de provinces françaises.

Un de nos meilleurs écrivains du Québec disait, il y a quelques années, que «si tu réussis à maintenir ta victime dans l'ignorance de son état, tu as beaucoup plus de chance de la dominer». C'est fait. Par la culture de la peur orchestrée, l'à-plat-ventrisme modulé, la crainte de déplaire, la majorité s'est soumise aux dictats de l'étranger. Je chante mal *L'Alouette en colère* de Félix, le poète endormi dans l'île. Les mots passent difficilement dans ma gorge asséchée et mon refrain semble usé, éteint, essulé, presque découragé d'avoir trop lutté.

Merci à Gilles Vigneault d'écrire : «À celui qui me dit : Je suis de tel pays... Je réponds : De quel arbre? Et de quelle fontaine? Près de quelle colline? Au bout de quel chemin?» Désolé, Messieurs les commissaires, je ne reconnais pas ma patrie, dans vos pages blanches ou barbouillées. Je ne trouve pas mon arbre, ma fontaine et le bout de chemin qui n'est toujours pas complété. Auriez-vous le goût de finir notre histoire, en nous proposant rien de moins, que la rencontre obligée et imposée de ceux qui viennent, et qui sont à la veille de «nous» assimiler? «Francofuns» du Québec... je me réserve, dans ma forêt préservée, la possibilité de... pleurer!

Le Soleil Vendredi 14 novembre 2008

Une communauté birmane est née

Marc Allard
marc.allard@quebec.com

Une nouvelle communauté culturelle naît à Québec. C'est le début mais, environ 200 réfugiés birmanes sont attendus dans la capitale, a appris Le Soleil.

— dont la moitié sont des enfants —, Québec assiste à la naissance d'une petite communauté culturelle, qui devrait bien sûr grandir.

Les Birmanais ont été sélectionnés dans des camps de réfugiés au Bangladesh et en Thaïlande par Citoyenneté et Immigration Canada, avec l'aide du Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies.

Ils étaient tous présents en Ottawa (voir autres pages).

Ottawa s'est ensuite tourné vers le ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles (MCC), qui décide dans quelle ville s'établissent les réfugiés.

DESTINATION PRISÉE

Depuis qu'Ottawa et Québec ont signé en 1991 une entente qui permet au gouvernement

Québec ne comptait aucun Birman sur son territoire. En mars, elle recensera 200 réfugiés de cette nationalité

québécois de sélectionner ses immigrants, la ville de Québec reçoit chaque année la plus grande part des réfugiés qui viennent dans la province. Cette

année, le MCC s'est fixé l'objectif d'en accueillir 500 à Québec par rapport à 150 dans la métropole, sur un total de 1800 dans la province.

À Montréal, il y a une attraction majeure par les immigrants des autres catégories, dont l'économique. Alors pourquoi un sursaut des réfugiés à Montréal?, explique Philippe Anzil, coordonnateur des services aux personnes immigrantes pour la région de Québec, au MCC.

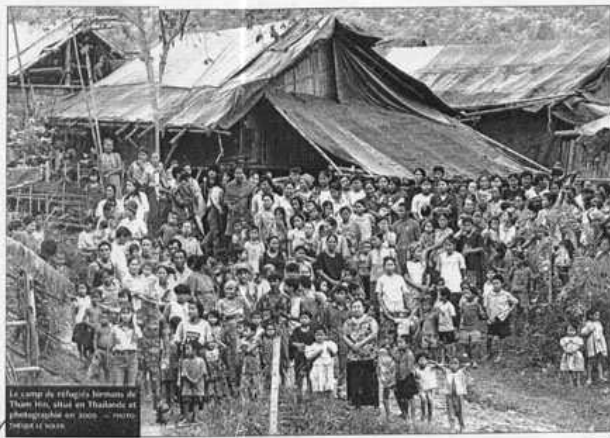
La capitale est aussi reconnue pour avoir une excellente capacité d'accueil, tant du côté des organismes, des services sociaux, des commissions scolaires que de la santé, poursuit-il. Le Centre de santé et de services sociaux de la capitale a par exemple mis sur pied une clinique de santé spécialement pour les réfugiés.

De plus, Québec possède une tradition réputationnaire d'accueil des réfugiés. Au fil des conflits internationaux, la capitale a entre autres accueilli des foyers de réfugiés vietnamiens, des Indonésiens, des Rwandais et des Cubains.

UN DŒUR D'INTÉGRATION

Chaque année des réfugiés prédominants, l'immigration des Birmanes représente un défi de taille. Le gouvernement, avec la collaboration d'organismes comme le Centre multiethnique de Québec, les MCOs ou leur financement via possibilité de services pour les aider, les frateriser, les aider à se trouver un emploi, un logement, leur apprendre à gérer des finances, etc.

Les commissaires scolaires de la capitale se préparent pour leur part à recevoir le contingent d'écoliers birmanes dans des classes d'accueil et réhabituent aux nouvelles façons d'intégrer les nouveaux élèves. Un cours-été s'achève qu'ils se parlent pas français et ne sont pas familiers avec la culture locale.



Le camp de réfugiés birmanes de Thon Heu, situé en Thaïlande et photos prises en 2005. — Reuters/Anadolu/Le Soleil

La Birmanie en chiffres

Population: 67,8 millions d'habitants
Superficie: 687 240 km²
PIB par habitant: 1 000 \$
Taux d'alphabétisation: 80,9 %
Population urbaine: 35,6 %

PRINCIPAUX GROUPES

« Ici, les gens ne font pas la différence entre ceux qui sont musulmans et ceux qui ne le sont pas »

— Hamid Ullah, qui fait partie des 55 Birmanes de la minorité Rohingya (musulmans) qui sont déjà arrivés à Québec

Dix-sept ans au camp de réfugiés

Hamid Ullah ne savait pas du tout à quel point le Canada, quand on lui a annoncé qu'il quittait avec sa famille le camp de réfugiés au Bangladesh et il était enfant depuis 17 ans.

Un, il avait entendu dire qu'il était plus froid. Simplement, mais il n'était pas un interprète qui nous traduit son propos.

M. Ullah est assis dans une calèche de chemin Sainte-Foy dans la nuit. Il est parti de 10 Birmanes de la minorité Rohingya (musulmans) qui sont déjà arrivés à Québec, où ont été accueillis 24 Rohingya (musulmans), un autre réfugié birman.

D'après longtemps qu'il se souvenait, Hamid Ullah a toujours été persécuté dans son pays à cause de sa religion ethnique et de sa foi en l'islam.

Avant d'aborder dans un camp de réfugiés au Bangladesh, il avait vécu un peu en Jamaïque de la famille et un moment avec un groupe Rohingya en Birmanie.

TRAVAIL FORCÉ
Cependant, en 1991, il a été assis au travail forcé par la justice militaire qui avait pris le contrôle du pays deux ans plus tôt. Durant deux jours, il s'est tenu jour et nuit dans un petit de police.

« Quand on s'endormait, on avait 4, 5 ou 6 coups de bâton. »

Mort du régime, Hamid Ullah a quand même réussi à s'enfuir jusqu'au camp de réfugiés des Nations unies. C'est là qu'il a rencontré et marié sa femme et qu'il a eu six enfants.

LES PRIX C... DEAUX SIMONS...
L'ÉCONOMIE, C'EST LA MODE !

twik

La Tribune

La Tribune (Sherbrooke, Qc)
Actualités, jeudi, 1 octobre 2009, p. 33

Pas de rabais sur l'autobus avec le niqab

LA PRESSE CANADIENNE

Québec - Les femmes de Québec qui portent le niqab ne pourront monter dans des autobus du Réseau de transport de la Capitale (RTC)

Québec - sans dévoiler leur visage au chauffeur, si elles souhaitent profiter des rabais reliés à leur carte privilège.

Québec - "Aucun motif religieux ne permettra à un utilisateur d'une carte privilège de cacher son visage au chauffeur quand il entre dans un autobus du RTC, a expliqué Claude Lévesque, porte-parole du réseau. Le chauffeur doit vérifier si le visage correspond à la photo qui est sur la carte."

Les cartes privilège sont munies de la photo de son utilisateur et permettent aux étudiants et aux personnes de plus de 65 ans d'utiliser le transport en commun à un coût réduit. Les personnes qui paient le tarif régulier mensuel ne sont pas obligées de montrer leur visage au chauffeur, car il n'y a pas de photo sur leur carte Opus.

Cette position ferme du RTC fait suite à un incident qui s'est produit en juillet dernier. Une jeune Birmane au visage voilé par un niqab avait été expulsée par le chauffeur d'un autobus du RTC après avoir refusé de montrer son visage au conducteur du véhicule.

Le niqab est un voile qui masque tout le visage, à l'exception des yeux.

En signe de soutien, deux autres femmes qui portaient le niqab étaient également sorties de l'autobus. Elles se sont immédiatement rendues au Centre multiethnique de Québec, qui a aidé quelque 200 réfugiés de Birmanie à s'installer dans la Vieille Capitale à la fin de 2008, afin de se plaindre de ce traitement qu'elles jugeaient discriminatoire.

La directrice du Centre multiethnique de Québec, Dominique Lachance, a confirmé cette histoire publiée hier dans le Journal de Québec.

Québec accueillera 200 réfugiés du Bhoutan

Frédéric Denoncourt
fdenoncourt@lesoleil.com

Québec s'enrichira bientôt d'une nouvelle communauté culturelle. Après avoir reçu 200 réfugiés birmanes au cours de la dernière année, la ville tendra les bras à 200 autres réfugiés, bhoutanais ceux-là, d'ici la fin de 2009, a appris *Le Soleil*. Ils deviendront les premiers citoyens originaires du petit pays de l'Himalaya à s'établir dans la capitale.

Les premiers groupes devraient débarquer vers la fin de l'été, explique Claude Fradette, porte-parole du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. «Nous n'avons pas de date précise d'arrivée pour l'instant, mais on nous a dit de se préparer.»

Les réfugiés sélectionnés sont souvent parmi les plus vulnérables, poursuit M. Fradette. Ce sont parfois des orphelins ou des mères seules avec leurs enfants. «Ils devraient arriver par groupes de 10 à 20 personnes. On ne séparera pas les familles. Et s'il y a un grand-parent, il sera là aussi.»

Un premier groupe de 25 réfugiés du Bhoutan a foulé le sol québécois en décembre pour s'établir à Saint-Jérôme. D'autres petits groupes ont suivi et habitent aujourd'hui Joliette et Sherbrooke. Le contingent qui s'amène en ville sera de loin le plus imposant.

100 000 RÉFUGIÉS

Les Bhoutanais que Québec se prépare à recevoir sont, tout comme ceux qui les auront précédés, de l'ethnie lhotsampas et vivent en ce moment dans un camp de réfugiés au Népal, en compagnie de plus de 100 000 de leurs semblables. Persécutés par le roi Wangchuk parce qu'ils ne parlaient pas la langue officielle du pays et qu'ils pratiquaient l'hindouisme, ils ont été contraints à l'exil au



Outre le Canada, qui accueillera 5000 réfugiés d'ici 2010 provenant de camps comme celui-ci au Népal, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont répondu à l'appel de l'ONU. — PHOTOMIQUE/LE SOLEIL

début des années 80. Ce traitement a de quoi surprendre quand on sait qu'au Bhoutan, le bouddhisme, qui place la compassion au cœur de son enseignement, a le statut de religion d'État. «Pendant de nombreuses années le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a tenté de négocier avec le roi leur retour, sans succès. Il y a deux ans, l'ONU a donc interpellé plusieurs pays pour accueillir ces apatrides», relate M. Fradette.

Outre le Canada, qui a consenti à recevoir 5000 réfugiés d'ici 2010, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont répondu à l'appel de l'ONU.

Qu'importe qu'ils soient considérés comme des parias dans

leur pays d'origine, les futurs résidents ne se pointeront pas ici démolalisés, assure M. Fradette.

«Ce sont des gens très travailleurs et résolus à s'intégrer»

— Claude Fradette, porte-parole du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

«On n'a que de bons commentaires au sujet de ceux qui sont débarqués à Saint-Jérôme. Ce sont des gens très travailleurs et résolus à s'intégrer. Dans les camps très organisés où ils vivaient ils ont été scolarisés. Cela devrait faciliter leur intégration.»

Bien sûr, un choc culturel est à prévoir pour les nouveaux arrivants, qui prend souvent la forme d'anecdotes savoureuses. «J'étais avec le comité d'accueil à l'aéroport en décembre dernier, confie M. Fradette. Je me souviens de deux jeunes enfants. C'était très beau de les voir. Un des deux à qui l'on avait remis de gros gants d'hiver ne voulait plus les enlever. Il semblait se prendre pour un superhéros.»

On raconte aussi qu'au moment de monter dans la voiture des membres du comité d'accueil peu après être descendus de l'avion, les Bhoutanais se sont spontanément dirigés vers l'arrière de la voiture pour grimper dans la valise, comme cela se fait couramment dans leur pays!

UN LOGEMENT D'ABORD

Des organismes d'accueil, le Centre multiculturel de Québec en tête ainsi que des intervenants des milieux de l'éducation et de la santé se mobilisent à l'heure actuelle afin de préparer l'arrivée des réfugiés. La priorité est de trouver des logements pour les familles. Par la suite, il faudra inscrire les enfants à l'école et amorcer les cours de francisation.

«On va leur montrer des logements potentiels, puis on leur demandera s'ils désirent y emménager. Règle générale, ils ne sont pas difficiles. Mais c'est une procédure d'intégration respectueuse pour que les gens s'approprient les lieux», ajoute M. Fradette, qui précise que certaines personnes par exemple ne pourraient pas vivre dans un deux-sous-soi parce que cela leur rappellerait des choses troublantes qu'elles ont vécues.

«Le but de ces mesures d'encadrement est d'amener ces gens à l'autonomie. Au départ cela demande beaucoup d'accompagnement», conclut M. Fradette.



INFOGRAPHIE AP, LE SOLEIL

THE GAZETTE • montrealgazette.com • SUNDAY, JANUARY 4, 2009

BURMESE refugees struggle to resettle in Quebec

Far from family

MARIANNE WHITE CANWEST NEWS SERVICE

QUEBEC - Rahima Begum holds a crumpled sheet in her hands that seems to have been folded and looked at dozens of times.

She tells the translator it is a precious item. It's a pale photocopy of headshots of members of her family, including her mom, her dad, her sister and her children. There are 14 photos on the page.

They are the ones she left behind at a refugee camp in Bangladesh when she came to Quebec City a few weeks ago with her two children.

"I miss them a lot," 21-year-old Rahima says through a translator.

She is part of a group of 54 refugees from Burma - including 36 children and 14 women - who have landed recently in Quebec thanks to a federal refugee program. They are among the first group of about 5,000 Rohingya people, a Muslim ethnic minority from western Burma's Arakan state, who will be coming to Canada in the next few years.

Rohingya refugees have been living in United Nations camps in the southern tip of Bangladesh for 17 years. Originally from Burma (also known as Myanmar), they fled the ethnic and religious suppression of the Burmese military junta in the late 1970s and 1980s.

In 1991, more than 260,000 Rohingya people settled in camps in Bangladesh. About 27,000 are still living there today.

Rahima lived in those camps since she was 7 years old. "It was difficult," she says. "We were isolated and it was controlled. We couldn't go in and out as we wanted."

Tamira and Senoyra Begum - the three women share the same last name but they are not related - also spent most of their life in the camps. They got married and divorced there, too.

"The time spent with my husband was the worst," Tamira, 25, tells the translator Ashrafal in a mix of Bengali and Rohingya language.

She explains that her husband beat her, but she stops short of giving details. "It's a long story. It will hurt and I will cry if I tell it," she says.

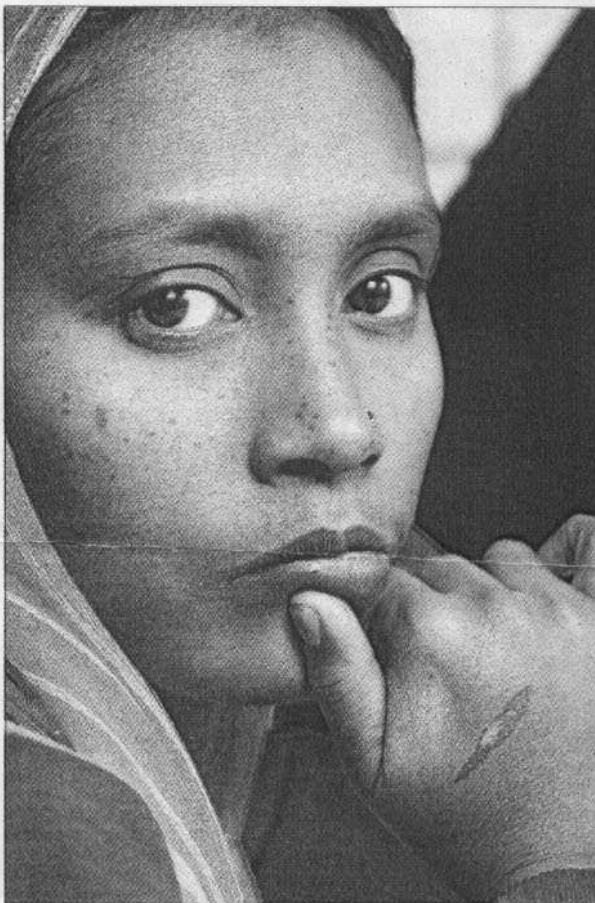
But Tamira and Senoyra are grateful to be in Canada now, far away from the dangerous conditions of the camps and their former husbands.

"I hope my husband could read your story," Tamira says with a big smile. Senoyra nods her head in agreement. "It's great here. I'm very happy," she says. "The children sleep like babies."

But their smiles quickly fade when they talk about the rest of their family. Rahima, Tamira and Senoyra came to Canada with their children, but they left their other loved ones behind.

Now that they are safe in their new adopted country and learning to cope with the winter - "Snow good," Rahima manages to say in English - all they think about is bringing them to Canada.

When Immigration and Citizenship Minister Jason Kenney paid a courtesy visit to the Burmese refugees in Quebec City recently he was assailed with questions: "Can the rest of my family come to Canada? What do I have to do?"



FRANCIS VACHON CANWEST NEWS SERVICE

Tamira Begum is part of a group of 55 Rohingya refugees from Myanmar who have arrived in Quebec City. The hardest part, they say, is leaving families behind.

The translator was relaying their concerns to the minister, who refused to make any public commitment.

"We have a reunification program and you will be in a good position to help your family if you settle here and integrate well into your new country," Kenney told them.

He stressed that learning one or both official languages and finding a job will be crucial to help them eventually sponsor their family to come to Canada.

But Ferid Chikhi, who heads the Quebec multi-ethnic centre that took charge of the Rohingyas, says it is hard for them to resettle and start a new life here without their families.

"A new world is opening up to them, but they are uprooted from their relatives. They are deeply worried about those left behind in difficult conditions," he says. "In the refugee camps they had nothing, but at least they were together."

It could take years to help bring their

families here because reunification programs are complicated and costly, said Dominique Lachance, assistant director at the multi-ethnic centre.

"I wish that they would have moved entire families to Canada instead of hand-picking the ones who could come," she says.

The most vulnerable, women and children, have been selected via refugee programs.

Lachance told Kenney herself when he visited the centre that the Rohingyas could use some help from the government to facilitate the reunifications, such as special programs that were put in place to help groups of refugees from Bosnia in the 1990s.

Rahima, Tamira and Senoyra can only hope that their families will soon join them. Meanwhile, they are helping and supporting each other.

"I'm not worried for them," Lachance says.

"They are survivors."

leSoleil jeudi 1^{er} octobre 2009

Actualités 17

À visage découvert dans les autobus

Mathieu Boivin
mboivin@lesoleil.com

N'en déplaise aux quelques femmes de Québec qui portent le niqab, aucune d'entre elles ne pourra entrer dans des autobus du Réseau de transport de la Capitale (RTC) sans dévoiler son visage au chauffeur, si elle souhaite profiter des rabais liés à sa carte privilège.

«Aucun motif religieux ne permettra à un utilisateur d'une carte privilège de cacher son visage au chauffeur quand il entre dans un autobus du RTC, a expliqué Claude Lévesque, porte-parole du RTC. Le chauffeur doit vérifier si le visage correspond à la photo sur la carte.»

Les cartes privilège sont munies de la photo de son utilisateur et permettent aux étudiants et aux personnes de plus de 65 ans d'utiliser le transport en commun à coûts réduits. Les personnes qui paient le tarif régulier mensuel ne sont pas obligées de montrer leur visage au chauffeur, car il n'y a pas de photo sur leur carte Opus.

Cette position ferme du RTC fait suite à un incident qui s'est produit en juillet, quand une jeune Birmane au visage voilé par un niqab a été expulsée par un chauffeur du RTC quand elle a refusé de lui montrer son visage. Le niqab est un voile qui masque tout le visage, à l'exception des yeux.

En signe de soutien, deux autres femmes qui portaient le niqab sont également sorties de l'autobus. Toutes sont immédiatement allées au Centre multiethnique de Québec, qui a aidé quelque 200 réfugiés de Birmanie à s'installer à Québec à leur arrivée dans la région, à la fin de 2008, afin de se plaindre de ce traitement qu'elles jugeaient discriminatoire.

La directrice du Centre multiethnique de Québec, Dominique Lachance, a confirmé cette histoire qui a été publiée hier dans le *Journal de Québec*. Selon elle, seulement trois des femmes originaires de Birmanie qui viennent d'immigrer à Québec porteraient le niqab. Les autres femmes portent le voile, mais se promènent dans le public le visage à découvert.

Selon M^{me} Lachance, la jeune femme n'aurait pas apprécié la demande du chauffeur, car il savait qui elle était. Elle emprunterait souvent ce parcours d'autobus et connaîtrait le chauffeur.

Par l'intermédiaire de M^{me} Lachance, *Le Soleil* a tenté d'obtenir, en fin d'après-midi hier, une entrevue avec la jeune femme qui a été expulsée, mais elle a refusé. Une plainte a été faite au RTC, mais comme elle manquait de précision, aucune enquête n'a pu aboutir.

MOTIFS HUMANITAIRES

Pour sa part, le porte-parole du RTC a indiqué que son organisation allait mettre de l'avant une démarche d'exception pour les gens qui pourraient refuser de montrer leur visage aux chauffeurs, mais uniquement pour des motifs humanitaires. Dans ces cas d'exception, la carte ne serait pas munie de la photo de l'utilisateur.

«Si une personne a été brûlée gravement au visage ou si elle présente une grave malformation, elle pourrait bénéficier d'une photo de dérogation, explique M. Lévesque. Il faudrait que la personne se présente dans nos bureaux et elle devrait montrer son visage à deux de nos employés avant la préparation de sa carte. Ce principe de la photo de dérogation sera présenté à notre conseil d'administration le 28 octobre. Le conseil devra approuver cette résolution avant qu'on puisse aller de l'avant.»

Les mille visages du voile

Jean-François Cliche
jfcliche@lesoleil.com

Foulard? Niqab? Burqa? Chaque fois qu'il refait surface, le débat sur le port du voile ramène ces mots à l'avant-scène, sans que l'on sache trop ce qu'ils signifient.

Ces variations sur le thème du voile proviennent de la même «prescription» religieuse qui veut que les musulmans fassent preuve de modestie dans leurs choix vestimentaires.

Fait intéressant, écrit la spécialiste américaine de l'Islam Sahar Amer dans son texte *Uncovering the Meaning of the Veil in Islam*, le Coran n'ordonne pas explicitement le port du voile par les femmes. Le terme *hijab*, «voile», y apparaît cinq fois, mais souvent de façon métaphorique. En une seule occasion est-il utilisé pour dési-

gner un morceau de vêtement — et encore, il fait alors référence aux «épouses du Prophète», pas aux femmes en général. Quelques autres passages du Coran recommandent que les femmes cachent «leurs atours» et qu'elles «serrent sur elles leurs voiles» afin d'éviter d'être «offensées», mais sans définir de quoi elles doivent se couvrir.

Il y a donc eu, d'une tradition à l'autre, plusieurs manières différentes de se voiler. Le port du simple foulard, qui ne couvre que les cheveux est la façon la plus répandue. Ainsi, le *niqab*, comme celui que portait la femme qui a été expulsée d'un autobus du RTC, va un peu plus loin en recouvrant tout le visage (sauf les yeux) en plus des cheveux. Le terme *burqa*, dont on entend aussi parler à l'occasion, désigne quant à lui un sur vêtement très ample qui recouvre la femme de la tête aux pieds.

leSoleil jeudi 16 juillet 2009

Visas aux Mexicains 13

Une terre d'asile?

Bloqués à la frontière américaine et incités par des agences frauduleuses à s'établir au pays de la feuille d'érable, les Mexicains ont été près de trois fois plus nombreux à demander le statut de réfugié au Canada, dans les quatre dernières années.

De 2005 à 2008, le nombre de demandeurs d'asile Mexicains est passé de 3400 à 9400, selon les données fournies hier au *Soleil* par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), qui impose depuis

mardi un visa aux Mexicains — et aux Tchèques — avant de passer la frontière canadienne.

«Le nombre [de demandes d'asile de la part de Mexicains] croît sans cesse, mais malheureusement il y en a un bon nombre qui sont sans fondement», souligne Nicolas Fortier, le porte-parole de CIC. «Alors, la situation comme elle est présentement mine la capacité à offrir une protection aux personnes qui en ont vraiment besoin.»

Sur les 9400 demandeurs mexi-

cains du statut de réfugié qui ont été entendus par la Commission de l'immigration et du statut des réfugiés l'année dernière, 89 % ont vu leur demande refusée.

Ni Citoyenneté et Immigration Canada, ni la Commission de l'immigration et du statut des réfugiés n'ont voulu commenter hier les raisons qui poussent de plus en plus de Mexicains à demander le statut de réfugiés au Canada.

LA RÉCESSION EN CAUSE

Mais selon le professeur Gérard Verna, spécialiste en gestion et en éthique des relations internationales à l'Université Laval, le resserrement de la frontière entre les

États-Unis et le Mexique en raison des travailleurs illégaux et la crise économique qui frappe plus durement les Américains incite un nombre croissant de Mexicains à se tourner vers le Canada.

Ceux-ci sont également poussés par une multitude d'agences au Mexique qui leur demandent de l'argent en échange d'un emploi et de papiers au Canada.

Or, l'asile n'est octroyé qu'à ceux qui craignent d'être persécutés en raison de leur race, de leur nationalité, de leur opinion politique, de leur sexe ou de leur orientation sexuelle, notamment, «et non pour des raisons économiques», souligne Gerardo Rojas, intervenant au

Centre multiethnique de Québec.

M. Rojas a lui-même déjà rencontré un demandeur d'asile mexicain à Québec qui avait payé une agence avant de se faire refuser le statut de réfugié et d'être renvoyé au Mexique. «C'est dommage, dit-il, parce qu'il y a beaucoup de monde qui vont être pénalisés par des gens malhonnêtes.»

En octobre 2008, l'ambassade du Canada à Mexico avait d'ailleurs publié une mise en garde sur son site Internet concernant ce type de fraudeurs. Un employé qui travaille en collaboration avec le gouvernement mexicain a aussi été embauché pour lutter contre ces escrocs, assure CIC. **MarC Allard**

leSoleil dimanche 20 septembre 2009

Actualités 33

lelauréat *Le Soleil*–Radio-Canada

Hommage à des gens d'exception de la région de Québec

Comité Limoilou Pluriel

Aider les nouveaux arrivants à trouver leur place

Frédéric Denoncourt
fdenoncourt@lesoleil.com

Présentation

Lauréat : Comité Limoilou Pluriel
Occasion : Gagnant d'un prix d'excellence du Réseau québécois de villes et villages en santé

Mars 2005. Devant les lacunes observées en matière d'intégration des personnes immigrantes dans Limoilou, une journée d'échanges est organisée à l'initiative du Cégep Limoilou et de représentants de l'arrondissement. Surprise! Des participants provenant de 24 organisations viennent témoigner du fossé existant entre la communauté d'accueil et les nouveaux arrivants. Le Comité Limoilou Pluriel venait de naître.

«C'est le Cégep qui a sonné l'alarme. On avait constaté que beaucoup d'étudiants étrangers connaissaient toutes sortes de difficultés hors des murs. La direction se sentait impuissante», dit Sylvie Fournier, conseillère en culture, loisir et vie communautaire de l'arrondissement de Limoilou.

Michel Saucier, conseiller à la vie étudiante au Cégep Limoilou, soutient qu'à l'époque, plusieurs étudiants se sentant isolés quittaient la région après une seule session. «Les étudiants se retrouvaient seuls durant les Fêtes. Ils abandonnaient leurs études et partaient pour Montréal.»

La méconnaissance des différences culturelles et des besoins des immigrants a été un des principaux constats établis lors de cette première rencontre. En octobre 2005, le Comité Limoilou Pluriel voyait officiellement le jour. Son mandat est de déterminer et de comprendre les besoins des nouveaux arrivants pour favoriser une intégration durable. Intégration entendue ici sous ses facettes professionnelle, sociale, économique et communautaire. Parce que si l'insertion dans le cadre du travail est fondamentale, elle est insuffisante. «Même avec un emploi, ce n'est pas sûr qu'on va être bien intégré socialement», analyse Alfredo Ramirez, intervenant pivot au Centre multiethnique de Québec.

Composé aujourd'hui d'une vingtaine d'organismes issus des milieux communautaire, de l'alphabétisation, de l'employabilité ou de la santé, Limoilou Pluriel met l'accent sur la concertation et l'échange d'information.

Limoilou regroupe environ 3000 immigrants, dont plusieurs originaires d'Afrique et d'Amérique latine. Entre 2001 et 2006, le nombre de nouveaux arrivants a bondi de 40 % dans l'arrondissement.

«On ne fait pas que donner un numéro de téléphone. Quand je rencontre une personne, je fais une évaluation de ses besoins. Par exemple, des gens disent au départ avoir de la difficulté à trouver une garderie, puis ils se mettent à parler d'autres pro-



En octobre 2005, le Comité Limoilou Pluriel voyait officiellement le jour. Son mandat est de déterminer et de comprendre les besoins des nouveaux arrivants pour favoriser une intégration durable.

— PHOTO LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Chaque semaine, un jury formé de représentants des rédactions du *Soleil*, de la radio et de la télévision de Radio-Canada à Québec nomme un lauréat afin de souligner une réalisation exceptionnelle ou une contribution significative à la vie ou au rayonnement de Québec. Rencontrez le lauréat de la semaine le dimanche dans les pages du *Soleil*, à la radio de Radio-Canada à 16h05 ainsi qu'à la télévision au *Téléjournal Québec* à 18h. Vous connaissez une personne qui mériterait d'être nommée lauréat?

Écrivez-nous à redaction@lesoleil.com

blèmes qu'ils vivent», ajoute M. Ramirez, un Chilien d'origine vivant à Québec depuis trois ans.

La grande force de Limoilou Pluriel tient à ce que chacun des organismes qui le composent «dé-passe son intérêt immédiat ou corporatif», explique M. Saucier. On en a eu un bel exemple l'année dernière, quand un étudiant avait des difficultés sociales, de santé, et familiales. Au Cégep, quand on a vu que ça dépassait notre champ de compétence, on l'a redirigé vers

le Centre multiethnique. Cet étudiant continue aujourd'hui de fréquenter notre établissement.»

«Chaque organisme a sa mission particulière et tous respectent la mission des autres», lance Liliana Hernandez, intervenante au Centre multiethnique.

Un dépliant où l'on trouve tous les services de référence offerts aux immigrants a été produit. En novembre 2008, le Service territorial en interculturelisme était mis en place. La Fête unicité, tenue en

août, a rassemblé plus de 1500 personnes. Bientôt, un journal communautaire devrait être lancé. La clé du succès de Limoilou Pluriel a été avant tout d'établir les bases d'un dialogue. «Les différences culturelles sont difficiles à comprendre pour les gens d'ici aussi», rappelle M. Saucier.

«Parfois, ce qui est permis dans une société ne l'est pas dans une autre. Il faut chercher à se comprendre», conclut M^{me} Hernandez.

MONDE COMMUNAUTAIRE



L'apprentissage de l'interculturalisme à Limoilou

par Marie-Josée Ouellet, comité directeur

Le Centre multiethnique de Québec est un organisme communautaire autonome dont la mission est d'accueillir les personnes immigrantes de toutes catégories, de faciliter leur établissement, de soutenir leur adaptation et leur intégration à la société québécoise et de leur favoriser l'accès à de meilleures conditions socio-économiques. Établi depuis 1960, le Centre multiethnique de Québec fête son cinquantième anniversaire en 2010. Il est membre d'un réseau constitué d'une centaine d'organismes qui sont regroupés au sein de la *Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes*.

Par un beau jeudi d'hiver, nous rencontrons madame Liliana Hernandez, Colombienne d'origine, établie à Québec depuis dix ans et intervenante au Centre. Elle aborde avec nous quelques activités novatrices mises en œuvre à Limoilou en matière d'immigration, et plus particulièrement le *Service de sensibilisation, de soutien, de référence et de médiation en interculturalisme*, une initiative développée par *Limoilou pluriel*.

DS- Madame Hernandez, comment est venue cette idée ?

LH- L'arrondissement Limoilou, devenu depuis peu celui de La Cité-Limoilou, dans la ville de Québec, est l'un des arrondissements qui accueille le plus d'immigrants à Québec. En 2005, des représentants de l'arrondissement et du Cégep de Limoilou ont mobilisé différents partenaires¹ autour de l'enjeu de l'immigration. Ils se sont également associés au Centre multiethnique de Québec en raison de son expertise reconnue en la matière pour créer la *Table de concertation Limoilou pluriel*. Cette table a rassemblé des groupes de discussion afin de mieux connaître la réalité et les besoins des personnes immigrantes résidant à Limoilou.

Les discussions ont permis de poser un diagnostic éloquent. On note ainsi un manque d'accompagnement personnalisé, global et de proximité offert aux personnes immigrantes et à la communauté d'accueil durant la période d'adaptation linguistique et culturelle. D'autres complications sont mises en lumière, notamment la difficulté de développer un sentiment d'appartenance à l'échelle de l'arrondissement et la méconnaissance des organismes et des ressources de l'arrondissement chez les personnes immigrantes. Les discussions permettent aussi de faire ressortir le besoin de mieux connaître la composition de la population immigrante par quartier, ainsi que ses réalités, pour mieux réussir à rejoindre les personnes immigrantes et à faire connaître les activités et les services offerts par les organismes et les institutions.

DS- Comment en sont-ils venus à mettre en place cette initiative ?

LH- C'est la convergence de ces constats qui a amené la mise en

commun des ressources humaines et financières autour d'un projet pilote afin de doter le territoire d'un *Service de sensibilisation, de soutien, de référence et de médiation en interculturalisme*. Ce service est offert à l'ensemble de la population, des organisations et des institutions œuvrant à Limoilou. Les objectifs sont ambitieux. Outre faciliter l'accès à des services d'accueil et d'intégration dans le milieu de vie des personnes immigrantes et assurer leur continuité, on vise aussi à améliorer la rétention des personnes immigrantes dans l'arrondissement. Pour ce faire, des efforts sont consacrés pour encourager une plus grande participation citoyenne des personnes immigrantes dans les organismes, les activités et les autres structures de gestion de leur quartier. Finalement, on veut agir sur la compréhension interculturelle en contribuant à la résolution de conflit dans et par les milieux de vie.

Embauché par le Centre multiethnique de Québec à l'automne 2008, Alfredo Ramirez est l'intervenant pivot à qui on a confié le mandat de concrétiser cette nouvelle approche. Compte tenu des besoins recensés, le travail de monsieur Ramirez s'articule en quatre grands services : un service de *sensibilisation*, destiné à l'ensemble de la population de l'arrondissement; un service de *soutien* en interculturalisme, au profit des organismes et des institutions du territoire, et qui a pour objectif d'améliorer les connaissances, l'intégration des personnes immigrantes aux structures de participation existantes et la résolution de problème; un service de *référence*, à l'intention de personnes immigrantes, afin de les orienter vers les ressources existantes et de leur faciliter l'accès à ces ressources; et un service de *médiation interculturelle*, pour les milieux où il est davantage susceptible d'exister des tensions interculturelles, afin de mieux prévenir ces tensions et de les résoudre, le cas échéant.

DS- Pourriez-vous donner aux lecteurs et lectrices quelques exemples d'autres initiatives mises en place par *Limoilou pluriel* ?

LH- La *Table* a également conçu un guide intitulé *Bienvenue à Limoilou*, destiné aux immigrants, qui présente les différents services offerts. La *Table* organise également des rencontres d'accueil pour les immigrants nouvellement installés dans l'arrondissement afin de leur faire connaître les ressources disponibles. Cependant, cette initiative est encore jeune et il sera intéressant de suivre son évolution au cours des prochains mois. D

1. Centre Louis-Joliet, Commission scolaire de la Capitale, Emploi-Québec, Santé publique et protection civile du Canada, Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale, Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale, Office municipal d'habitation de Québec et Comité local de prévention de la criminalité.

Le Centre multiethnique de Québec se dévoile pour ses 50 ans

> **Thais Martel**
redaction_quebec@transcontinental.ca

Depuis 50 ans, le Centre multiethnique de Québec accueille les immigrants, facilite leur établissement et soutient leur intégration à la société québécoise. Mais malgré l'ouverture de plus en plus grande de la société face aux nouveaux arrivants, les intervenants du centre se sentent encore bien souvent impuissants, à la fois devant la détresse des immigrants fraîchement débarqués et la lourdeur de l'administration.

Pour lancer les célébrations entourant son 50e anniversaire le Centre multiethnique de Québec a choisi d'ouvrir ses portes afin de se faire connaître non pas des immigrants ni des autres organismes – le travail est déjà fait de ce côté – mais plutôt de monsieur madame tout le monde. Difficile, dans ces circonstances, de ne pas aborder les problèmes rencontrés par l'organisme et les nouveaux venus qui le fréquentent.

Et les défis sont nombreux. Trouver un logement dont le propriétaire est prêt à accueillir une famille de 10 personnes, dénicher une garderie pour les enfants, apprendre un nouveau métier ou obtenir une certification, suivre des cours de français ou tout simplement comprendre le fonctionnement des différents appareils utilisés dans la vie de tous les jours; de petites choses simples qui peuvent rapidement devenir très compliquées. «Des gens viennent encore nous voir

au bout de 10 ans pour se faire traduire une lettre reçue par la poste», résume Dominique Lachance, la directrice du Centre.

Longue adaptation

Depuis quelques années, Québec est devenue la plus grosse destination pour les réfugiés. Si Dominique Lachance s'en félicite, elle considère aussi que cette situation amène son lot de difficultés. «Les problèmes nous sautent plus rapidement au visage. C'est beaucoup de travail au quotidien, mais en même temps c'est tellement enrichissant. L'immigration représente un gros atout pour la ville, il faut juste laisser le temps aux gens de s'adapter.»

Dans une société où tout se passe vite, c'est de temps dont ont besoin les nouveaux arrivants. De temps et de patience face à la complexité de l'administration. «Quand on arrive, on n'est pas à son meilleur. Beaucoup ont des deuils à faire. On ne peut pas dire à quelqu'un d'être heureux maintenant si la moitié de sa famille est en train de mourir dans un camp de l'autre côté de la planète. Il y a beaucoup de déficiences dans les programmes de parrainage. La majorité des réfugiés n'ont pas les moyens financiers et techniques pour faire venir leur famille», indique Mme Lachance.

Pour la directrice du Centre multiethnique de Québec, la problématique demeurera tant que la «machine» ne sera pas allégée. «On se sent impuissants face à ce qu'on voudrait faire, face aux besoins des gens par rapport à nos moyens.»

Ensuite le travail

Des réfugiés Rohyngas et Karen aux coutumes et à la religion très éloignées de ce qui est connu ici en passant par des réfugiés de guerre venus du Rwanda et de Bosnie et les travailleurs qualifiés venus d'Europe, les immigrants arrivent à Québec de tous les horizons et leurs attentes varient en conséquence.

Pour les réfugiés, l'intégration prendra en moyenne cinq ans, période pendant laquelle le centre les prépare à entrer sur le marché du travail. Toutefois, 50 % des immigrants sont des travailleurs qualifiés et 10 % d'entre eux viennent s'installer au Québec parce qu'ils s'y sont déjà déniché un emploi.

Pour les 40 % restant, l'intégration est souvent facilitée, depuis les dernières années du moins. «Je travaille au centre depuis 2001. Au début, pour les professions protégées [par un ordre professionnel comme les ingénieurs ou les médecins], c'était mission impossible. Contrairement aux autres catégories d'immigrants qui dépendent du gouvernement fédéral, les travailleurs qualifiés sont sélectionnés par le ministère québécois

de l'Immigration et des Communautés culturelles. C'est le gouvernement qui a fait pression sur les différents ordres, ce qui a eu pour conséquence de retenir davantage les travailleurs qualifiés», raconte Kanita Jandric, intervenante au centre.



Dominique Lachance, directrice du Centre multiethnique de Québec, Marie-Claude Gilles, présidente du conseil d'administration, et Kanita Jandric, intervenante auprès des travailleurs qualifiés immigrants. (Photo Thais Martel)

Bref, pour les intervenants du Centre multiethnique de Québec, mieux vaut faire connaître les défis de l'immigration à la population puisqu'elle est devenue nécessaire et incontournable. «J'ai la conviction que l'immigration est essentielle pour le développement de Québec. Soutenir et accompagner les nouveaux arrivants est donc nécessaire tant pour les nouveaux arrivant que pour le reste de la communauté», conclut Marie-Claude Gilles, présidente du conseil d'administration du centre.

Centre multiethnique de Québec 50 ans d'aide aux immigrants

KATIA LAVOIE

Saint-Roch - En 2010, le Centre multiethnique de Québec fête 50 années d'accueil et d'accompagnement des personnes immigrantes. L'organisme a tracé un bilan positif de son évolution lors du lancement des célébrations, le 27 mai.

Lors de sa fondation en 1960, le centre, sous la bannière Amitié et culture, intervenait bénévolement auprès des immigrants réfugiés et des travailleurs qualifiés. L'aide prenait la forme d'activités culturelles et folkloriques afin de faciliter le rapprochement entre les nouveaux arrivants et le milieu d'accueil. Au cours des années 80, le jumelage et la conscientisation ont remplacé la première approche. Avec le temps, le centre s'est converti en services professionnels. Il travaille maintenant en collaboration avec les différents acteurs du milieu, tout en continuant de créer des liens entre les citoyens et les immigrants.

L'organisme, situé sur la rue De la Couronne, intervient aujourd'hui dans tous les aspects de la vie, sauf pour la recherche d'emploi. Ils les accompagnent sur une durée de cinq ans. Les 800 à 1000 nouveaux arrivants par année n'ont, cependant, pas tous besoin de services complets. «Des fois, des travailleurs qualifiés viennent seulement pour un logement ou pour la garderie», indique **KANITA JANDRIC**, chargée des communications pour le centre.

Projets

De plus en plus de personnes issues de différentes cultures s'établissent au Québec. Le Centre multiethnique devra donc s'adapter à des clientèles nouvelles comme les travailleurs temporaires. «Les besoins des nouveaux arrivants sont souvent les mêmes, cependant leurs attentes sont variées et souvent nouvelles», souligne **MARIE-CLAUDE GILLES**, présidente du conseil d'administration.

L'organisme consolidera les partenariats existants. Par exemple, les réfugiés accèdent à un bilan de santé grâce à l'entente avec le Centre de santé et de services sociaux et le ministère de l'Immigration et des Commu-

nautés culturelles. Le centre souhaite également collaborer avec d'autres organismes pour faciliter l'adaptation des immigrants.

Activités du 50^e anniversaire

Le centre offrira plusieurs activités au cours de l'année. Il organisera une journée portes ouvertes le 18 juin. Un tournoi de soccer est au programme les 31 juillet et 1^{er} août. «Cette activité est très représentative des activités de rapprochement entre les immigrants et la communauté d'accueil», estime Mme Gilles.

L'organisme prévoit également un forum sur le logement le 18 novembre. **DOMINIQUE LACHANCE**, directrice du centre, compte se servir de cette rencontre «pour mettre des actions concrètes sur la table».



Claude Garneau, d.d.
DENTUROLOGISTE

- Prothèses complètes
- Prothèses partielles
- Prothèses sur implants
- Service professionnel

386, RUE DORCHESTER
418-529-9278

Appelez
Les MAÎTRES DU PATIO

ESTIMATION GRATUITE

PATIO

- Fibre de verre
- Bois traité
- Plastique recyclé

et profitez de l'été!

VERRIÈRE ET GALERIE

418
455-2680

Réservez tôt!

La pénurie de logements s'accroît à Québec

Pierre-André Normandin
panormandin@lesoleil.com

La vigueur économique de Québec vient raviver la crise du logement. Déjà bas depuis 10 ans, le taux d'inoccupation a dangereusement chuté ce printemps. Et loin de se limiter au 1^{er} juillet, la pénurie se fait désormais sentir pendant plusieurs mois, rapportent les organismes sociaux.

La Société canadienne d'hypothèques et de loyer (SCHL) a dévoilé hier un nouveau recul du taux d'inoccupation. De 0,8 % en 2008 et 2009, celui-ci se situe désormais à 0,4 %. C'est à peu de choses près le creux observé au plus fort de la crise du logement en 2002, alors qu'il était de 0,3 %.

«La demande est très forte. Le marché de l'emploi se porte bien, ce

qui a pour effet d'attirer des travailleurs», observe Elisabeth Koulouris, analyste principale à la SCHL.

Pendant que le monde traversait une crise économique, la vigueur économique de la capitale a permis d'attirer 5500 nouveaux résidents en 2008 et autant en 2009. Cette tendance devrait maintenant s'accroître en 2010 et 2011, avec plus de 6000 nouveaux arrivants attendus chaque année.

Le marché immobilier a beau rouler à plein régime depuis 10 ans, la construction de nouveaux logements ne répond pas à la demande. Même les bas taux d'intérêt qui ont incité un nombre croissant de locataires à devenir propriétaires n'a pas suffi à détendre la tension sur le marché locatif.

Ce nouveau recul du taux d'inoccupation inquiète les organismes sociaux qui vivent depuis une décennie dans un état de crise.

«Quand ça baisse, on a une surcharge», rapporte Éric Boulay, coordonnateur à L'Auberivière. L'automne dernier a été particulièrement difficile, le centre d'hébergement situé au centre-ville ayant été forcé de refuser 79 personnes en septembre et 40 en octobre.

Plusieurs autres organismes ont aussi témoigné de la pénurie vécue en septembre et octobre derniers. «La situation est difficile, mais par rapport à l'automne dernier, on répond un peu mieux en ce moment», indique Dominique Lachance, directrice du Centre multiethnique de Québec.

L'organisme qui aide de 800 à 1000 immigrants à se loger chaque année emploie une personne à temps plein afin de trouver des appartements libres. «Avant, on montrait deux ou trois logements pour qu'ils choisissent; après tout, ce sont des adultes. Maintenant, on ne peut plus faire ça. On leur dit voici le logement que vous allez occuper», rapporte M^{me} Lachance.

Loin du cliché des «familles jetées à la rue», la crise affecterait surtout les personnes seules. Au Bureau d'animation et d'information logement du Québec métro (BAIL), on constate que la crise touche surtout les hommes seuls de plus de 50 ans. «Ces gens ont un moins grand réseau que les jeunes, ils connaissent moins de gens, alors quelques-uns se retrouvent à L'Auberivière», rapporte la responsable, Nicole Dionne.

Surtout que, étonnement, le taux d'inoccupation des studios est de 0,1 %. Dans toutes les autres villes, ce sont davantage les logements de trois chambres et plus qui font défaut.

LISTE EN TEMPS RÉEL

La Ville de Québec dit continuer à prendre les mesures pour contrer les effets de la pénurie de logements. Depuis trois ans maintenant, l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) maintient de la mi-mai à la mi-août une liste des logements disponibles. Mais sur les 2373 adresses présentement inscrites, seulement 605 sont considérées comme «abordables».

Signe tangible de la crise, l'organisme municipal compte tout près de 1800 personnes en attente d'une place parmi les quelque 9000 logements sociaux sous sa responsabilité. Cette liste ne cesse de s'allonger même si d'année en année, l'OMHQ dit réussir à placer de 500 à 600 familles.

Malgré le nouveau recul du taux d'inoccupation, Québec assure de plus que la situation reste moins tendue que l'été dernier. À pareille date, plus d'une centaine de personnes avait sollicité de l'aide, contre 59 cette année. «On conseille aux gens de ne pas quitter avant d'avoir signé un bail», résume Geneviève Hamelin, conseillère municipale responsable de l'habitation sociale au sein de l'administration Labeaume.

MAILLOTS DE BAIN

GRANDE VENTE

Directement du manufacturier!

À QUÉBEC Taxes incluses dans les prix.

TOUT DE

50%

À

80%

4 JOURS SEULEMENT

Le jeudi 17 juin de 9 h 30 à 21 h

Le vendredi 18 juin de 9 h 30 à 21 h

Le samedi 19 juin de 9 h à 17 h

Le dimanche 20 juin de 9 h à 17 h

SURPLUS D'INVENTAIRE :

Maillots designer - Accessoires de plage

Grandes tailles disponibles

Angela Jones
maillots

2345, rue Dalton, local 110
Québec (Ste-Foy) G1P 3S3
418.688.8618
www.angela-jones.ca

Le Soleil 16 juin 2010

Le Nouvelliste

Le Nouvelliste (Trois-Rivières)

Actualités, mercredi, 3 mars 2010, p. 26

Et à Québec...

Le Soleil

À Montréal, l'expulsion d'une étudiante qui a refusé de dévoiler son visage dans un cours de francisation a relancé le débat sur le port du voile intégral. Dans la capitale, trois étudiantes portant le niqab se sont aussi présentées au Cégep de Sainte-Foy l'an dernier pour apprendre le français. Mais l'histoire a pris une tout autre tournure, le Cégep de Sainte-Foy n'ayant eu aucune difficulté à les convaincre de renoncer au voile intégral en classe.

Le 1er juin, trois jeunes Birmanes se présentent au Cégep de Sainte-Foy pour une activité d'accueil destinée à une quarantaine d'adultes inscrits à un cours de francisation. Les jeunes filles portent le niqab.

Après une rapide consultation, le conseiller pédagogique et les enseignants présents leur demandent, par le biais de leur interprète, de suivre le cours à visage découvert

"pour des raisons pédagogiques". Une requête à laquelle elles ont tout de suite acquiescé, affirme le directeur général du Cégep, Denis Juneau.

"La communication est un élément très important pour la réussite du cours et les trois dames l'ont très bien compris. Elles ont accepté séance tenante de se dévoiler le visage. Il n'y a pas eu de problème", raconte M. Juneau.

En classe, les jeunes filles ont donc abaissé leur voile sous leur menton, tout en se couvrant de nouveau le visage après le cours, dans les corridors du Cégep. Une pratique qui a toutefois disparu progressivement, affirme Mélissa Sloan, responsable des programmes de francisation au Cégep de Sainte-Foy. "Les jeunes filles ont commencé par elles-mêmes à ne plus se couvrir le visage à l'extérieur de la classe", dit-elle.

Il s'agissait du premier incident du genre au Cégep de Sainte-Foy, une situation qui ne s'est pas répétée depuis. M. Juneau confirme par ailleurs qu'il s'agit des mêmes trois jeunes filles à qui le Réseau de transport de la Capitale (RTC) avait demandé, en juillet dernier, de montrer leur visage avant de monter à bord d'un autobus pour confirmer leur identité.

La directrice du Centre multiethnique de Québec, Dominique Lachance, avait alors indiqué au Soleil que seulement trois des femmes originaires de Birmanie qui sont arrivées à Québec au cours de la dernière année portent le niqab. Il a été impossible hier de parler à Mme Lachance. À la suite de cet incident, les jeunes filles avaient d'ailleurs fait savoir hier qu'elles cesseraient de porter le niqab en public.

leSoleil

Le Soleil

Actualités, mercredi, 3 mars 2010, p. 5

Port du niqab**Un autre visage
Entente facile à Québec****Dion-Viens, Daphnée**

À Montréal, l'expulsion d'une étudiante qui a refusé de dévoiler son visage dans un cours de francisation a relancé le débat sur le port du voile intégral. Dans la capitale, trois étudiantes portant le niqab se sont aussi présentées au Cégep de Sainte-Foy l'an dernier pour apprendre le français. Mais l'histoire a pris une tout autre tournure, le Cégep de Sainte-Foy n'ayant eu aucune difficulté à les convaincre de renoncer au voile intégral en classe.

Le 1er juin, trois jeunes Birmanes se présentent au Cégep de Sainte-Foy pour une activité d'accueil destinée à une quarantaine d'adultes inscrits à un cours de francisation. Les jeunes filles portent le niqab, ce voile noir qui ne laisse paraître que les yeux.

Après une rapide consultation, le conseiller pédagogique et les enseignants présents leur demandent, par le biais de leur interprète, de suivre le cours à visage découvert "pour des raisons pédagogiques". Une requête à laquelle elles ont tout de suite acquiescé, affirme le directeur général du Cégep, Denis Juneau.

"La communication est un élément très important pour la réussite du cours et les trois dames l'ont très bien compris. Elles ont accepté séance tenante de se dévoiler le visage. Il n'y

a pas eu de problème", raconte M. Juneau. En classe, les jeunes filles ont donc abaissé leur voile sous leur menton, tout en se couvrant de nouveau le visage après le cours, dans les corridors du Cégep. Une pratique qui a toutefois disparu progressivement, affirme Mélissa Sloan, responsable des programmes de francisation au Cégep de Sainte-Foy. "Les jeunes filles ont commencé par elles-mêmes à ne plus se couvrir le visage à l'extérieur de la classe", dit-elle.

Il s'agissait du premier et seul incident du genre au Cégep de Sainte-Foy. M. Juneau confirme par ailleurs qu'il s'agit des mêmes trois jeunes filles à qui le Réseau de transport de la Capitale (RTC) avait demandé, en juillet dernier, de montrer leur visage avant de monter à bord d'un autobus pour confirmer leur identité.

La directrice du Centre multiethnique de Québec, Dominique Lachance, avait alors indiqué au Soleil que seulement trois des femmes originaires de Birmanie qui sont arrivées à Québec au cours de la dernière année portent le niqab. Il a été impossible hier de parler à Mme Lachance. À la suite de cet incident, les jeunes filles avaient d'ailleurs fait savoir hier qu'elles cesseraient de porter le niqab en public.

Étudiante expulsée

À Montréal, le Cégep de Saint-Laurent s'est heurté à beaucoup plus de résistance de la part d'une étudiante d'origine égyptienne. Devant son refus de se dévoiler le visage en classe, le ministère de l'Immigration a dû intervenir pour l'expulser du cours, a rapporté La Presse hier. La femme a porté plainte à la Commission des droits de la personne, invoquant la liberté de religion.

Pourtant, plusieurs efforts avaient été faits pour accommoder l'étudiante, qui refusait de dévoiler son visage en classe à cause de la présence d'hommes. L'enseignante lui avait offert de s'isoler dans un coin de la classe pour des exercices de conversation à visage découvert, ayant été jusqu'à lui permettre de faire un exposé oral au fond de la salle, pour ne pas qu'elle fasse face aux hommes présents. Mais la situation est rapidement devenue explosive et l'étudiante a fini par refuser systématiquement de se dévoiler le visage, même lors de conversations privées avec l'enseignante.

Au Cégep de Sainte-Foy, les étudiantes voilées n'ont formulé aucune demande pour éviter d'être en

contact avec leurs collègues masculins, a indiqué Mme Sloan hier.

Selon l'avocat Julius Grey, spécialisé en immigration et en droit constitutionnel, l'incident survenu au Cégep de Saint-Laurent représente clairement une demande d'accommodement déraisonnable.

"Ici, il y a un très bon argument pédagogique et d'intégration. Dans une classe, c'est important pour le prof et les autres étudiants de voir le visage", affirme-t-il.

Me Grey refuse par ailleurs que le Québec se dote de lignes directrices concernant le port de signes religieux.

"Les gens se trompent quand ils pensent qu'en droit, il est possible d'avoir une règle qui répond à tous les cas. Tout est du cas par cas. C'est la présence des exceptions qui est l'élément essentiel de notre système juridique."

10 Immigration

Les immigrants de la Capitale - février 2010

INTERVENANT-PIVOT DANS LIMOILOU

PUBLIREPORTAGE

Un projet-pilote couronné de succès

La série d'articles consacrés aux projets bénéficiant d'une aide financière du Programme d'actions régionales en immigration (PARI) se poursuit. Disposant d'une enveloppe de 1 020 000 \$ sur trois ans, le PARI soutient des projets ayant un impact concret

sur l'intégration et l'établissement durable des personnes immigrantes dans la région. Sa gestion est assurée par la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale.

Description du projet

Au cours de l'automne 2008, Limoilou Pluriel a décidé de mettre sur pied un « service territorial en interculturelisme » destiné à pallier le manque d'accompagnement offert aux personnes immigrantes et à la communauté d'accueil dans leur processus mutuel d'intégration et d'adaptation. C'est dans le cadre de ce projet-pilote, réalisé en collaboration avec le Comité local de prévention de la criminalité, que le Centre multiethnique de Québec a été mandaté pour embaucher un intervenant-pivot ayant comme responsabilité de développer le service. Ce dernier est offert à l'ensemble de la population, de même qu'aux organismes et institutions œuvrant sur le territoire de Limoilou, et comporte les éléments suivants :

- Un **service de référence** destiné principalement aux personnes immigrantes résidant à Limoilou. Il s'agit d'accueillir les personnes, d'identifier leurs besoins et de les référer aux ressources appropriées tout en s'assurant qu'elles aient bien accès aux organismes et aux institutions.
- Un **service de soutien** offert essentiellement aux organismes et institutions du territoire. Ce service vise à accompagner les organisations de manière à ce qu'elles approfondissent leurs connaissances sur le plan des réalités interculturelles, qu'elles améliorent l'accessibilité de leurs services et qu'elles accroissent l'intégration des personnes immigrantes dans leurs structures de participation et de gestion.
- Un **service de médiation interculturelle** disponible principalement dans les milieux dits à risque de tensions interculturelles. Ce service s'appuie sur la mise en commun des expertises nécessaires à la prévention ou à la résolution des problèmes rencontrés.
- Un **service de sensibilisation** dispensé auprès de l'ensemble de la population de Limoilou. Il s'agit ici d'informer les gens et d'animer le milieu dans un objectif de sensibilisation à la nouvelle réalité interculturelle du territoire et à l'importance que revêt l'immigration pour le développement du quartier.

Période de réalisation

Le projet a débuté en novembre 2008 et s'est terminé en décembre 2009.

Partenaires

Les partenaires financiers qui ont permis la réalisation du projet sont le ministère de la Sécurité publique du Canada, l'Arrondis-



TROUPE DE DANSE COLOMBIENNE EN SPECTACLE LORS DE LA FÊTE DU SOLSTICE LE 21 JUIN 2009



PRESTATION DE JEUNES LORS DE LA FÊTE UNICITÉ À BARDY LE 23 MAI 2009

sement de La Cité-Limoilou, le Centre Louis-Joliet (Commission scolaire de la Capitale), la Direction régionale de la Capitale-Nationale d'Emploi-Québec, le Centre local de développement de Québec et la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale. Fait à souligner : plusieurs d'entre eux se sont mobilisés pour assurer la poursuite du projet (an 2).

Les actions touchant la médiation interculturelle sont par ailleurs rendues possibles grâce à l'étroite collaboration qui s'est établie avec Lévasion St-Pie X, l'Office municipal d'habitation de Québec, le Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale et L'Autre Avenue.

Résultats obtenus

L'an 1 du projet a tout d'abord permis de faire une recension des besoins des personnes immigrantes, des organismes et des institutions, ainsi que de mettre en place le service de référence et de soutien. D'autre part, la mise en œuvre des activités de médiation interculturelle – qui supposent incidemment la mobilisation des résidents autour d'un projet favorisant

le rapprochement interculturel et intergénérationnel – s'est traduite par la conduite de deux initiatives destinées à susciter l'intérêt et la participation de la communauté, soit la création d'un journal communautaire et la réalisation de fêtes de quartier. Deux fêtes ont ainsi été tenues avec succès et la 2^e édition du journal communautaire est en cours de production.

Souignons, enfin, que le projet s'est mérité un Prix d'excellence du Réseau québécois de Villes et Villages en santé en 2009, de même que le titre de Lauréat Le Soleil-Radio-Canada le 20 septembre dernier.

Mission du promoteur

La mission du Centre multiethnique de Québec consiste à accueillir les personnes immigrantes de toutes catégories (travailleurs qualifiés, gens d'affaires, réfugiés, etc.), à faciliter leur établissement dans la capitale, à les aider à s'adapter et à s'intégrer à la société québécoise, ainsi qu'à favoriser leur accès à de meilleures conditions socioéconomiques. Pour remplir sa mission, le Centre recourt à des interventions individuelles et de groupe et participe activement à différents comités.

Pour en savoir davantage

Centre multiethnique de Québec
418 687-9771 / www.centremultiethnique.org
Dominique Lachance, directrice
dlachance@webnet.qc.ca

Montant de l'aide accordée par le PARI : 21 104 \$

vivre ici

LES RÉFUGIÉS DE QUÉBEC

LA PREMIÈRE GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Dominique Lachance, directrice du Centre multimedique de Québec, reconnaît qu'il sera difficile pour la première génération de se trouver une place sur le marché du travail. «J'ai beaucoup d'espoir en eux, mais je suis consciente qu'il y a une portion, dont font partie les personnes plus âgées avec des problèmes de santé, qui ne se trouvera pas un emploi rapidement», explique M^{me} Lachance.

UNE NOUVELLE VIE TRÈS EXIGEANTE

Elle note tout de même que plusieurs Birmans ont fait beaucoup de progrès depuis un an. Cela lui fait croire qu'ils seront en mesure de s'en sortir et de finir par vivre par eux-mêmes. «Nous avons reçu beaucoup de jeunes hommes et de jeunes femmes qui vont finir très certainement par s'organiser pour vivre sans être à la charge de l'État», pense la directrice. Si cela échoue, elle fonde ses espoirs sur les nombreux enfants de cette communauté.

La nouvelle vie de la communauté birmane est très exigeante. La transition entre un camp de réfugiés et une ville comme Québec demande du temps. Les quelque 130 Birmans de l'ethnie Rohingyas s'adaptent du mieux qu'ils le peuvent. Cependant, plusieurs années passées à l'écart de la société les ont marqués. «Une culture de camp s'est développée chez eux, affirme M^{me} Lachance. Ils n'avaient pas le droit de sortir et de voir la vie civile. Cela teinte un peu l'adaptation et la façon de fonctionner».

Ils doivent également vivre avec le problème de la réunification familiale. Plusieurs membres des familles birmanes se trouvent encore dans les camps de réfugiés au Bangladesh. La réunification sera impossible car la venue de ces personnes était un *one shot*. Cela signifie qu'aucun autre réfugié birman ne viendra à Québec. Ceux qui ont été sélectionnés sont seulement venus avec leur femme et leurs enfants. Mais pour ces gens, le reste de la famille est

Jean-Manuel Téotonio
Collaboration spéciale

Un an et demi s'est écoulé depuis l'arrivée des premiers réfugiés birmans à Québec. Certains ont encore bien du mal à s'adapter, d'autres n'y parviendront jamais.

«Ils sont tellement loin de la société d'accueil. Ça va être très difficile», affirme Micheline Randolph, du Service d'orientation en intégration des immigrants au travail (SOIT). Elle ajoute que, selon des spécialistes, c'est seulement avec la deuxième génération qu'ils arriveront à faire quelque chose.

COURS DE FRANÇAIS POUR LES IMMIGRANTS

Le budget Séguin a fait grimper les temps d'attente

ANNE DROLET
ADrolet@lesoleil.com

■ Le temps d'attente pour les cours de francisation donnés aux immigrants a grimpé en flèche à Québec depuis les compressions annoncées dans le budget Séguin. C'est ce que déplorent à l'unanimité les organismes qui viennent en aide aux nouveaux arrivants. La ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Michelle Courchesne, vise pour sa part à réduire ce délai sous la barre des six mois pour toutes les régions autres que Montréal, et ce, d'ici la fin de 2005.

La directrice du Centre multiethnique de Québec (CMQ), Karine Verrault, considère qu'il n'y a qu'un seul bilan à faire: « Les gens sont insatisfaits, et c'est justifié ». Elle affirme que l'attente est longue. Il en est ainsi depuis les compressions annoncées dans le budget Séguin, qui devaient réduire les fonds accordés à la francisation de 45 millions \$ à 32 millions \$.

Le gouvernement a par la suite réajusté le tir, finalement, ce sera 42,2 millions \$. Mais pour M^{me} Verrault, cela n'est rien d'autre qu'une « manipulation ». Elle soutient qu'en réalité les cours ne sont pas plus accessibles. La situation est davantage problématique dans les régions et à Québec. À l'extérieur de Montréal, quel qu'un qui ne parle pas français est « stigmatisé, isolé ». Les immigrants, qui devraient avoir besoin des services du CMQ seulement pour les premiers mois, en deviennent dépendants pendant près d'un an. M^{me} Verrault raconte que plusieurs lui apportent leur courrier parce qu'ils n'en comprennent pas un mot. « Ça crée un stress constant » pour ces gens, qui paniquent au moindre appel téléphonique. Ils sont mécontents de la lenteur du système de francisation.

Selon la ministre Courchesne, les délais sont entre autres liés au fait que les cours ne se donnent pas sur une base continue. Les immigrants qui arrivent juste avant ou au milieu d'une session doivent donc attendre le début d'une autre. D'après les données qu'elle reçoit du Carrefour d'intégration de la capitale nationale (CICN), seulement 22 personnes sur 162 devront patienter plus de 12 semaines avant d'entamer leurs cours.

La ministre espère arriver à « réduire cette attente entre trois et quatre mois, certainement en bas de six mois », particulièrement dans les régions autres que Montréal.

FREIN À LA FRANCISATION

La conseillère pédagogique du CICN, Solange Moreau, qualifie de « cas spécifique », ou isolé, la situation dans laquelle se trouve le couple mexicain Petroza-Melgoza, qui attendra vraisemblablement huit mois avant d'obtenir son cours de français. Elle précise que les immigrants sont classés selon leur scolarité (cégep ou université) et leur niveau de français (1, 2 ou 3). Elle calcule qu'environ 75 % des arrivants sont débutants, ce qui explique que la majorité des classes qui ouvrent sont de niveau 1. Lorsque ce cours est terminé, le groupe passe au niveau 2, puis au 3.

Mais qu'advient-il de ceux qui ont été classés au départ dans des niveaux supérieurs ? Ils doivent prendre leur mal en patience jusqu'à ce qu'un élève abandonne le cours ou encore qu'ils soient suffisamment nombreux pour remplir une classe. C'est pour ça qu'il peut y avoir plus d'attente pour les personnes qui parlent déjà français», convient M^{me} Moreau, même si elle assure que le ministère réussit à intégrer la plupart de ceux qu'il appelle les « faux débutants ». Paradoxalement, avoir une connaissance de base de la langue peut devenir un frein à la francisation.

M^{me} Moreau mentionne aussi qu'il n'est pas recommandé de commencer la francisation trop tôt, car plusieurs immigrants l'abandonnent. Il

faut qu'ils prennent le temps de s'installer.

M^{me} Verrault l'appuie sur ce point, mais elle a plusieurs réserves. « Quelques semaines oui, mais pas des mois », réplique M^{me} Verrault. Sur-tout qu'elle certifie que cette raison n'a jamais été considérée par le ministère. « C'est un calcul administratif. On tient plus ou moins compte des individus. »

FRANCISATION RENTABLE

« Il est plus avantageux de faire de la formation sur mesure pour rendre les immigrants aptes à travailler, parce que c'est moins cher que l'aide sociale ou que de les réorienter », plaide Andrée Juneau, du Service d'accueil aux réfugiés de Québec (SARQ). Karine Verrault abonde dans le même sens, en soulignant qu'il est aussi moins onéreux pour l'état d'enseigner le français aux immigrants que de payer pour la scolarisation complète d'une personne.

EMPLOIS

« L'essentiel de la progression des volumes d'immigration au cours des trois prochaines années découlera d'une augmentation des admissions dans la catégorie de l'immigration économique », peut-on lire dans le jargon de la planification triennale de l'immigration 2005-2007. Le Québec vise donc le recrutement de « travailleurs qualifiés ». Pourtant, Louise Bédard, la directrice d'Option-travail, affirme que « les immigrants sont assez déçus de leur capacité d'intégrer le marché du travail ».

M^{me} Verrault l'appuie. « Même quand les immigrants terminent la francisation, ils ne sont pas en mesure d'occuper un emploi », observe-t-elle. « Ils se retrouvent avec des emplois sous-qualifiés alors qu'on les a sélectionnés pour leur compétence ».



Karine Verrault

La ministre Courchesne compare cette situation à celle que vivent les Québécois, qui ne trouvent pas nécessairement tout de suite un travail dans leur domaine. « C'est un cheminement de carrière ». Elle annonce, que dès octobre 2004, une formation sur mesure débutera, avec notamment l'instauration de cliniques de francisation en milieu de travail.

Huit intervenants, dont M^{me} Verrault et Juneau, signaient en mai une déclaration commune sur la situation de l'immigration. « Actuellement, le Québec intègre difficilement les immigrants au marché du travail, particulièrement les minorités visibles. Dans ce dernier secteur, le Québec occupe la dernière place au Canada. »

Andrée Juneau ajoute qu'il y a dans la ville de Québec une « fermeture des employeurs aux immigrants qui est manifeste ». Diane Plourde, agente d'éducation au multiculturalisme au Centre RIRE 2000, déplore la même chose. « Les employeurs ont peur que leur clientèle soit offensée par un accent ». Elle pense qu'il faudrait un changement des habitudes des citoyens.

Le commissaire à l'immigration de la Ville de Québec, Yves Dallaire, juge que « tout service d'intégration qui n'est pas rendu nuit (à la Ville) ». Il estime que plusieurs immigrants, qui « perdent leur temps ici » parce qu'ils attendent des cours, s'en vont vers les grands centres, comme Montréal ou Toronto, où ils peuvent utiliser leur langue d'origine.

FORMULE CONTESTÉE

Le nouveau programme, qui réduit le temps de formation à 33 semaines au lieu de 40, fait aussi des vagues. La ministre Courchesne fait valoir que ces cours intensifs permettent de sauver sept semaines à l'immigrant, pour seulement 20 heures de moins de formation. Elle indique que le niveau de succès de ce programme est identique à l'ancien.

M^{me} Verrault soutient que l'apprentissage d'une langue est un processus qui demande du temps. À la fin d'une journée, les immigrants sont épuisés et que leur seuil maximum d'attention est atteint. Une heure de plus serait donc inutile. « Je suis convaincue que les gens vont parler moins bien. »

ENRACINÉ DANS
LA COMMUNAUTÉ
DEPUIS 1960



Centre multiethnique de Québec

369, rue de la Couronne, 3^e étage
Québec (Québec) G1K 6E9
Tél. : 418 687-9771 • Téléc. : 418 687-9063
cmq@webnet.qc.ca



www.centremultiethnique.org